

Publications périodiques

Comptes annuels

ING BANK NV

Société de droit néerlandais au capital de 40 857 000 000 €
Siège social : Bijlmerplein 888, 1102 MG AMSTERDAM – PAYS BAS

Comptes annuels au 31 décembre 2018**I. – Bilan**

(En millions d'euros.)

Actif	2018 (1)	2017 (1)
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales 2	49 987	21 989
Prêts et avances aux banques 3	30 420	28 746
Avoirs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat 4		
Actifs détenus à des fins de transaction	50 163	116 763
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 672	2 185
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 887	4 242
Obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	64 783	ne s'applique pas
Titres de placement	ne s'applique pas	79 073
Avoirs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global 5	31 223	ne s'applique pas
Titres au coût amorti 6	47 276	ne s'applique pas
Prêts et avances aux clients 7	592 328	574 899
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises 8	1 044	947
Immobilisations corporelles 9	1 659	1 801
Immobilisations incorporelles 10	1 839	1 469
Actifs d'impôts exigibles de l'exercice	201	324
Actifs d'impôts différés 35	841	818
Autres actifs 11	8 426	13 062
Actifs disponibles à la vente 12	1 262	
Total actif	887 012	846 318

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités. Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toutes informations relatives aux modifications des principes comptables, des estimations comptables et de la présentation des comptes annuels consolidés et notes afférentes.

Passif	2018 (1)	2017 (1)
Montants dus aux banques 13	37 330	36 821
Dépôts clients 14	580 294	552 690
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat 15		
Passifs détenus à des fins de transaction	31 215	73 596
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 313	2 346
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	59 179	11 215
Passifs d'impôts de l'exercice	856	774
Passifs d'impôts différés 35	640	752
Provisions 16	1 011	1 713
Autres dettes 17	13 396	15 972
Titres de créance en cours d'émission 18	102 159	90 231
Emprunts subordonnés 19	13 643	15 831
Total passif	842 036	801 941
Capitaux propres 20		
Capital social et prime d'émission d'actions	17 067	17 067
Autres réserves	3 504	4 304
Bénéfice non distribué	23 602	22 291
Capitaux propres (société mère)	44 173	43 662
Intérêts minoritaires	803	715
Total capitaux propres	44 976	44 377

Total passif et capitaux propres	887 012	846 318
---	----------------	----------------

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités. Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toutes informations relatives aux modifications des principes comptables, des estimations comptables et de la présentation des comptes annuels consolidés et notes afférentes.

II. – Compte de résultat

(En millions d'euros.)	2018 (1)	2017 (1)	2016 (1)
Intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	25 288	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Autres intérêts créditeurs	2 504	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Total intérêts créditeurs	27 792	43 988	44 221
Intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	-11 222	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Autres intérêts débiteurs	-2 620	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Total intérêts débiteurs	-13 842	-30 206	-30 904
Intérêts nets créditeurs 21	13 949	13 782	13 317
Produits d'honoraires et de commissions	4 240	3 864	3 581
Charges d'honoraires et de commissions	-1 437	-1 150	-1 148
Revenus nets des honoraires et commissions 22	2 803	2 714	2 433
Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation 23	1 031	672	1 093
Revenus de placement 24	183	192	421
Part du résultat des entreprises liées et des coentreprises 8	124	166	77
Résultat sur cessions de sociétés du groupe 25	-123	1	1
Autres produits 26	136	349	172
Total des produits	18 102	17 876	17 514
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables 7	656	676	974
Charges de personnel 27	5 430	5 198	5 036
Autres charges d'exploitation 28	5 265	4 598	5 567
Total charges	11 351	10 472	11 577
Résultat avant impôt	6 751	7 404	5 937
Impôts 35	2 036	2 303	1 635
Résultat net (avant intérêts minoritaires)	4 715	5 101	4 302
Résultat net attribuable aux intérêts minoritaires	108	82	75
Résultat net attribuable aux actionnaires de la société mère	4 607	5 019	4 227
Dividende par action ordinaire (En euros.)	5,41	6,83	2,89
Montant total du dividende versé (En millions d'euros.)	2 517	3 176	1 345

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toutes informations relatives aux modifications des principes comptables, des estimations comptables et de la présentation des comptes annuels consolidés et notes afférentes.

III. – État consolidé du résultat global

(En millions d'euros.)	2018 (1)	2017 (1)	2016 (1)
Résultat net (avant intérêts minoritaires)	4 715	5 101	4 302
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui ne seront pas reclassés au compte de résultat :			
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre	1	26	2
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 34	6	-29	-65
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI)	-461	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Variation à la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats (FVPL)	198	ne s'applique pas	ne s'applique pas

Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement au compte de résultat :			
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations	ne s'applique pas	-284	189
Plus/Moins-values réalisées sur des titres disponibles à la vente et reclassés au compte de résultat	ne s'applique pas	-92	-272
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI)	-163	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI) reclassés au compte de résultat	-55	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	382	-526	68
Différences de change	-402	-861	-273
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits	13	3	5
Total résultat global	4 234	3 338	3 956
Résultat global attribuable aux :			
Intérêts minoritaires	132	109	
Actionnaires de la maison mère	4 102	3 229	3 956
	4 234	3 338	3 956

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités.

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toutes informations relatives aux modifications des principes comptables, des estimations comptables et de la présentation des comptes annuels consolidés et notes afférentes. Se référer à la Note 35 « Impôts » pour toutes informations concernant les incidences de l'impôt sur les bénéfices sur chaque composante des autres éléments du résultat global.

IV. – État consolidé des variations des capitaux propres

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 31/12/2017	17 067	4 304	22 291	43 662	715	44 377
Effet du changement de méthode comptable (1)		-648	-391	-1 038	-14	-1 053
Solde au 01/01/2018	17 067	3 656	21 901	42 624	700	43 325
Variation nette de la juste valeur des instruments de capitaux propres par le biais des autres éléments du résultat global		-518	56	-461	0	-461
Variation nette de la juste valeur des titres de créance par le biais des autres éléments du résultat global		-163		-163	0	-163
Plus/Moins-values réalisées sur des titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, reclassés au compte de résultat		-54		-54	-2	-55
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		342		342	41	382
Réévaluations réalisées et latentes sur des biens à usage propre		-2	3	1	-0	1
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 34		6		6		6
Écarts de change et autres		-386		-386	-16	-402
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits		264	-251	13		13
Variation de la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers par le biais du compte de résultats		198		198		198
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global net d'impôts		-312	-192	-505	24	-481
Résultat net		160	4 447	4 607	108	4 715
Total résultat global net d'impôts		-152	4 255	4 102	132	4 234
Dividendes			-2 517	-2 517	-61	-2 578
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			59	59	0	59
Changements de composition du groupe et autres changements (2)			-96	-96	31	-65
Solde au 31/12/2018	17 067	3 504	23 602	44 173	803	44 976

(1) Les changements par type de Réserves sont présentés à la Note 1 « Principes comptables », 1.3.1.1. IFRS 9 « Instruments financiers » - Impact de l'adoption.

(2) Inclut un montant concernant la comptabilisation initiale du passif de rachat lié à l'acquisition de Payvision Holding B.V. et Makelaarsland B.V. qui réduit les bénéfices non distribués du Groupe. Les réévaluations futures du passif de rachat sont comptabilisées au compte de résultat.

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1 ^{er} /01/2017	17 067	5 835	20 638	43 540	606	44 146
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations		-294		-294	10	-284
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat		-90		-90	-2	-92
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		-515		-515	-11	-526
Réévaluations latentes et latentes sur des biens à usage propre			26	26		26
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 34		-29		-29		-29
Différences de change		-891		-891	30	-861
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits		135	-132	3		3
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global		-1 684	-106	-1 790	27	-1 763
Résultat net des activités poursuivies et des entités ayant cessé leurs activités		153	4 866	5 019	82	5 101
Total résultat global		-1 531	4 760	3 229	109	3 338
Dividendes			-3 176	-3 176		-3 176
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			69	69		69
Solde au 31/12/2017	17 067	4 304	22 291	43 662	715	44 377

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

(En millions d'euros.)	Capital social et prime d'émission d'actions	Autres réserves	Bénéfice non distribué	Capitaux propres (société mère)	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Solde au 1 ^{er} /01/2016	17 067	5 784	18 006	40 857	638	41 495
Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations		208		208	-19	189
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat		-272		-272		-272
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie		102		102	-34	68
Réévaluations latentes sur des biens à usage propre		2		2		2
Réévaluation des actifs/passifs des prestations déterminées nettes 34		-65		-65		-65
Différences de change		-251		-251	-22	-273
Part des autres éléments du résultat global des sociétés liées et coentreprises et autres produits		203	-198	5		5
Montant total enregistré directement dans les autres éléments du résultat global		-73	-198	-271	-75	-346
Résultat net des activités poursuivies et des entités ayant cessé leurs activités		124	4 103	4 227	75	4 302
Total résultat global		51	3 905	3 956	-	3 956
Dividendes			-1 345	-1 345	-32	-1 377
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat			72	72		72
Solde au 31/12/2016	17 067	5 835	20 638	43 540	606	44 146

Les changements enregistrés au niveau des différentes réserves sont présentés à la Note 20 'Capitaux propres'.

V. – État consolidé des flux de trésorerie

(En millions d'euros.)	2018 (1)	2017 (1)	2016 (1)
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation 29			
Résultat avant impôt	6 751	7 404	5 937
Régularisations pour :			
Dépréciation et amortissement	520	520	536
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	656	676	974
Autres	-1 646	708	1 580
Impôts payés	-1 600	-1 753	-1 555
Variations :			
Nettes des prêts et avances aux banques/des banques, non disponibles/payables à vue	-212	3 014	-1 514
Nettes des actifs et passifs détenus à des fins de transaction	9 820	-11 180	11 342
Des prêts et avances aux clients	-31 016	-21 397	-29 668

Des dépôts clients	31 241	22 960	23 682
Autres	3 622	-2 337	-2 357
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'exploitation	18 136	-1 385	8 957
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Titres de placement et avances :			
Acquisition de filiales, nette de la trésorerie acquise	-111		
Sociétés liées et coentreprises	-97	-79	-49
Titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	-21 601	-27 003
Titres détenus jusqu'à échéance	ne s'applique pas	-3 609	-1 731
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI	-10 517	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Titres au coût amorti	-17 985	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Immobilisations corporelles	-286	-304	-415
Autres placements	-258	-264	-288
Cessions et rachats			
Sociétés liées et coentreprises	116	245	54
Titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	32 788	31 165
Titres détenus jusqu'à échéance	ne s'applique pas	2 675	630
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (FVOCI)	15 657	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Titres au coût amorti	18 709	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Immobilisations corporelles	17	79	75
Créances cédées	206	1 815	1 295
Autres investissements		9	9
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'investissement	5 451	11 754	3 742
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Produits de titres de créance	141 214	89 369	106 174
Remboursements de titres de créance	-131 170	-95 077	-121 998
Produits de l'émission de prêts subordonnés	1 828	2 314	1 085
Remboursements de prêts subordonnés	-4 594	-1 246	-961
Acquisition/vente d'actions propres			
Dividendes versés	-2 517	-3 176	-1 345
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) opérations de financement	4 761	-7 816	-17 045
Flux nets de trésorerie	28 348	2 553	-4 346
Liquidités et équivalents de trésorerie en début d'exercice	18 975	16 163	20 354
Effet des variations de taux de change sur les liquidités et équivalents de trésorerie	205	260	155
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	47 528	18 976	16 163

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités.

Les liquidités et équivalents de trésorerie au 31 décembre 2018 incluent les liquidités et avoirs auprès des banques centrales pour un montant de 49 987 millions d'euros (contre 21 989 millions d'euros en 2017 ; 18 144 millions d'euros en 2016). L'augmentation des liquidités et avoirs auprès des banques centrales est le reflet de la gestion des liquidités d'ING. Le renvoi fait référence à la Note 31 « Liquidités et équivalents de trésorerie ».

Les renvois font référence aux notes annexes qui font partie intégrante des comptes annuels consolidés.

Le tableau ci-dessous présente les intérêts et dividendes perçus et payés.

(En millions d'euros.)	2018 (1)	2017	2016
Intérêts perçus	28 751	45 039	44 879
Intérêts payés	-14 937	-30 978	-31 621
	13 814	14 061	13 258
Dividendes perçus (2)	180	208	208
Dividendes payés	-2 517	-3 176	-1 345

(1) Les montants de l'exercice clos le 31/12/2018 ont été préparés conformément à l'IFRS 9, l'adoption de l'IFRS 9 a conduit à de nouvelles exigences de présentation ; les montants des exercices antérieurs n'ont pas été retraités ; se référer aussi à la Note 21 « Intérêts nets créditeurs ».

(2) Sont inclus les dividendes perçus comptabilisés dans les revenus de placement, résultant des titres de participation qui sont inscrits dans les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat et résultant de participations dans des sociétés liées et des coentreprises. Les dividendes perçus et payés résultant des positions de négociation ont été inclus.

Les intérêts perçus, les intérêts payés et les dividendes perçus sont inclus dans les activités d'exploitation dans l'état consolidé des flux de trésorerie. Les dividendes payés sont inclus dans les opérations de financement dans l'état des flux de trésorerie.

VI. — Notes annexes

1. — Principes comptables

Le tableau ci-dessous rapproche les valeurs comptables des instruments financiers selon la norme IAS 39 et les valeurs comptables selon IFRS 9 lors du passage à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018.

IFRS 9 « Instruments financiers » - Impact de l'adoption.

Rapprochement des valeurs comptables à la date de première application de la norme IFRS 9

(En millions d'euros.)	Réf	IAS 39	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales		21 989	3		21 992
Prêts et avances aux banques		28 746	-59	2	28 689
Actifs détenus à des fins de transaction	E	116 763	-51 264		65 499
Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 185	577		2 762
Prêts et avances comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (FVPL)	C, E	2 500	54 082	31	56 613
Titres de créance comptabilisés en FVPL	C	1 738	1 497	-96	3 139
Titres de participation comptabilisés en FVPL	D	4	184	16	204
Disponibles à la vente	A, C, D	69 730	-69 730		
Titres de créance comptabilisés en FVOCI	A		30 459	-22	30 437
Titres de participation comptabilisés en FVOCI	D		3 800		3 800
Prêts et avances comptabilisés en FVOCI	B		3 139	225	3 364
Titres au coût amorti	A, C	9 343	39 904	-830	48 417
Prêts et avances aux clients	B, C	574 899	-8 367	-761	565 771
Autres actifs (financiers et non financiers)		18 421	-4 225	306	14 502
Total actif		846 318		-1 131	845 188
Montants dus aux banques		36 821	108		36 929
Dépôts clients		552 690	156		552 846
Passifs détenus à des fins de transaction	E	73 596	-35 362		38 234
Dérivés non détenus à des fins de transaction		2 346	326		2 672
Passifs financiers comptabilisés en FVPL	E	11 215	37 264		48 479
Autres passifs (financiers et non financiers)		19 211	-3 366	-77	15 768
Titres de créance en cours d'émission		90 231	703		90 934
Emprunts subordonnés		15 831	170		16 001
Total passif		801 941	-	-77	801 863
Capitaux propres (société mère)		43 662		-1 038	42 624
Intérêts minoritaires		715		-14	700
Total capitaux propres		44 377	-	-1 053	43 325
Total passif et capitaux propres		846 318	-	-1 131	845 188

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs et d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Le tableau suivant présente les effets du reclassement et des réévaluations des actifs financiers des catégories IAS 39 en coût amorti selon l'IFRS 9.

Rapprochement et réévaluation des actifs financiers en coût amorti

Actifs financiers au coût amorti (En millions d'euros.)	IAS 39	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales				
Valeur comptable au 31/12/2017	21 989			21 989
A partir des autres actifs		3		3
Valeur comptable au 01/01/2018	21 989	3		21 992
Prêts et avances dues par les banques				
Valeur comptable au 31/12/2017	28 746			28 746

Vers Titres au coût amorti		-201		-201
A partir des autres actifs		142		142
Comptabilisation des pertes sur créances attendues			2	2
Valeur comptable au 01/01/2018	28 746	-59	2	28 689
Titres au coût amorti				
Valeur comptable au 31/12/2017	9 343			9 343
A partir de Prêts et avances aux banques		201		201
A partir de Prêts et avances aux clients		5 099		5 099
A partir de Titres disponibles à la vente		34 980	-825	34 155
Vers Actifs financiers comptabilisés en FVPL		-753		-753
A partir des autres actifs		377		377
Comptabilisation des pertes sur créances attendues			-5	-5
Valeur comptable au 01/01/2018	9 343	39 904	-830	48 417
Prêts et avances aux clients				
Valeur comptable au 31/12/2017	574 899			574 899
Vers Titres au coût amorti		-5 099		-5 099
Vers Actifs financiers comptabilisés en FVOCI		-3 125		-3 125
Vers Actifs financiers comptabilisés en FVPL		-1 348		-1 348
A partir des autres actifs		1 205		1 205
Comptabilisation des pertes sur créances attendues			-761	-761
Valeur comptable au 01/01/2018	574 899	-8 367	-761	565 771
Autres actifs financiers				
Valeur comptable au 31/12/2017	18 421			18 421
Vers Prêts et avances dues par les banques		-146		-146
Vers Actifs financiers comptabilisés en FVPL		-2 056		-2 056
Vers Actifs financiers comptabilisés en FVOCI		-439		-439
Vers Titres au coût amorti		-377		-377
Vers Prêts et avances aux clients		-1 205		-1 205
Autres actifs financiers		-2	306	304
Valeur comptable au 01/01/2018	18 421	-4 225	306	14 502
Total actifs financiers au coût amorti	653 398	27 256	-1 283	679 371

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Le tableau suivant présente les effets du reclassement et des réévaluations des actifs financiers des catégories IAS 39 en FVPL selon l'IFRS 9.

Rapprochement et réévaluation des actifs financiers en FVPL

Actifs financiers comptabilisés en FVPL (En millions d'euros.)	IAS 39	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Actifs détenus à des fins de transaction				
Valeur comptable au 31/12/2017	116 763			116 763
A partir des autres actifs		1 466		1 466
Vers Prêts et avances comptabilisés en FVPL		-52 730		-52 730
Valeur comptable au 01/01/2018	116 763	-51 264		65 499
Dérivés non détenus à des fins de transaction				
Solde d'ouverture	2 185			2 185
A partir des autres actifs		577		577
Valeur comptable au 01/01/2018	2 185	577		2 762
Prêts et avances comptabilisés en FVPL				
Valeur comptable au 31/12/2017	2 500			2 500
A partir des Actifs détenus à des fins de transaction		52 730		52 730
A partir des Prêts et avances aux clients		1 348	31	1 379
A partir des autres actifs		4		4
Valeur comptable au 01/01/2018	2 500	54 082	31	56 613
Titres de créance comptabilisés en FVPL				
Valeur comptable au 31/12/2017	1 738			1 738
A partir de Titres disponibles à la vente		735		735
A partir de titres au coût amorti		753	-96	657
A partir des autres actifs		9		9
Valeur comptable au 01/01/2018	1 738	1 497	-96	3 139

Titres de participation comptabilisés en FVPL				
Valeur comptable au 31/12/2017	4			4
A partir de Titres disponibles à la vente		184	16	200
Valeur comptable au 01/01/2018	4	184	16	204
Total actifs financiers comptabilisés en FVPL	123 190	5 076	-49	128 217

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs/passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Le tableau suivant présente les effets du reclassement et des réévaluations des actifs financiers des catégories IAS 39 en FVOCI selon l'IFRS 9.

Rapprochement et réévaluation des actifs financiers en FVOCI

Actifs financiers comptabilisés en FVOCI (En millions d'euros.)	IAS 39	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Disponibles à la vente				
Valeur comptable au 31/12/2017	69 730			69 730
Vers Titres de participation comptabilisés en FVOCI		-3 800		-3 800
Vers Titres de créance comptabilisés en FVOCI		-30 033		-30 033
Vers Titres de participation comptabilisés en FVPL		-183		-183
Vers Titres de créance comptabilisés en FVPL		-735		-735
Vers Titres au coût amorti		-34 979		-34 979
Valeur comptable au 01/01/2018	69 730	-69 730		
Titres de créance comptabilisés en FVOCI				
Valeur comptable au 31/12/2017				
A partir de Titres disponibles à la vente		30 033	-2	30 031
A partir des autres actifs		426		426
Comptabilisation des pertes sur créances attendues			-20	-20
Valeur comptable au 01/01/2018		30 459	-22	30 437
Titres de participation comptabilisés en FVOCI				
Valeur comptable au 31/12/2017				
A partir de Titres disponibles à la vente		3 800		3 800
Valeur comptable au 01/01/2018		3 800		3 800
Prêts et avances comptabilisés en FVOCI				
Valeur comptable au 31/12/2017				
A partir de Prêts et avances aux clients		3 125	225	3 350
A partir des autres actifs		14		14
Valeur comptable au 01/01/2018		3 139	225	3 364
Total actifs financiers comptabilisés en FVOCI	69 730	-32 332	203	37 601

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Le tableau suivant présente les effets du reclassement et des réévaluations des passifs financiers des catégories IAS 39 en coût amorti selon l'IFRS 9.

Rapprochement et réévaluation des passifs financiers en coût amorti

Passifs financiers au coût amorti (En millions d'euros.)	IAS	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Montants dus aux banques	36 821	108		36 929
Dépôts clients	552 690	156		552 846
Autres dettes	19 211	-3 366	-77	15 768
Titres de créance en cours d'émission	90 231	703		90 934
Emprunts subordonnés	15 831	170		16 001
Total passifs financiers au coût amorti	714 784	-2 229	-77	712 478

1. Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Le tableau suivant présente les effets du reclassement et des réévaluations des passifs financiers des catégories IAS 39 en FVPL selon l'IFRS 9.

Rapprochement et réévaluation des passifs financiers en FVPL

Passifs financiers comptabilisés en FVPL (En millions d'euros.)	IAS 39	Reclassement (1)	Réévaluations	IFRS 9
Passifs détenus à des fins de transaction				
Valeur comptable au 31/12/2017	73 596			73 596
Vers Passifs financiers comptabilisés en FVPL		-37 161		-37 161
Vers Autres dettes		1 799		1 799
Valeur comptable au 01/01/2018	73 596	-35 362		38 234
Dérivés non détenus à des fins de transaction				
Valeur comptable au 31/12/2017	2 346			2 346
Vers Autres dettes		326		326
Valeur comptable au 01/01/2018	2 346	326		2 672
Passifs financiers comptabilisés en FVPL				
Valeur comptable au 31/12/2017	11 215			11 215
A partir des passifs détenus à des fins de transaction		37 161		37 161
A partir des Autres dettes		103		103
Valeur comptable au 01/01/2018	11 215	37 264		48 479
Total passifs financiers comptabilisés en FVPL	87 157	2 228		89 385

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

Classement et évaluation

Classement et évaluation des actifs et passifs financiers à la date d'application initiale de l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018

2017 classement (En millions d'euros.)	Note	Évaluation originale selon IAS 39	Montant comptabilisé selon IAS 39	Nouveau montant comptabilisé selon IFRS 9 (1)	Nouvelle évaluation selon IFRS 9	2018 classement
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales		Valeur au coût amorti	21 989	21 992	Valeur au coût amorti	Liquidités et avoirs auprès des banques centrales
Prêts et avances aux banques	2	Valeur au coût amorti	28 746	28 689	Valeur au coût amorti	Prêts et avances aux banques
Actifs financiers comptabilisés en FVPL	4					Actifs financiers comptabilisés en FVPL
Actifs détenus à des fins de transaction		FVPL	116 763	65 499	FVPL (obligatoirement)	actifs détenus à des fins de transaction
Dérivés non détenus à des fins de transaction		FVPL	2 185	2 762	FVPL (obligatoirement)	dérivés non détenus à des fins de transaction
Autres actifs financiers comptabilisés en FVPL		FVPL	4 242	2 162	FVPL (comptabilisation)	Autres actifs financiers comptabilisés en FVPL
				57 795	FVPL (obligatoirement)	Autres actifs financiers comptabilisés en FVPL
Titres (2)						
Titres de participation (disponibles à la vente)		FVOCI	3 983	ne s'applique pas		
Titres de créance (disponibles à la vente)		FVOCI	65 747	ne s'applique pas		
Titres de créance (détenus jusqu'à échéance)	5	Valeur au coût amorti	9 343	ne s'applique pas		
			ne s'applique pas	30 437	FVOCI	Actifs financiers comptabilisés en FVOCI
			ne s'applique pas	3 800	FVOCI (comptabilisation)	Titres de créance
	6		ne s'applique pas	3 364	FVOCI	Titres de participation
			ne s'applique pas	48 417	Valeur au coût amorti	Prêts et avances
Prêts et avances aux clients	7	Valeur au coût amorti	574 899	565 771	Valeur au coût amorti	Titres au coût amorti
Autres actifs	11	Valeur au coût amorti	18 421	14 502	Valeur au coût amorti	Prêts et avances aux clients
Total actif			846 318	845 188		Autres actifs
Montants dus aux banques	13	Valeur au coût amorti	36 821	36 929	Valeur au coût amorti	Total Actif
Dépôts clients	14	Valeur au coût amorti	552 690	552 846	Valeur au coût amorti	Montants dus aux banques
Passifs financiers comptabilisés en FVPL	15		0	0		Dépôts clients
						Passifs financiers comptabilisés en FVPL

Passifs détenus à des fins de transaction		FVPL	73 596	38 234	FVPL	Passifs détenus à des fins de transaction
Dérivés non détenus à des fins de transaction		FVPL	2 346	2 672	FVPL	dérivés non détenus à des fins de transaction
Autres passifs financiers comptabilisés en FVPL		FVPL	11 215	48 479	FVPL (comptabilisation)	autres passifs financiers comptabilisés en FVPL
Autres dettes	17	Valeur au coût amorti	19 211	15 768	Valeur au coût amorti	Autres dettes
Titres de créance en cours d'émission	18	Valeur au coût amorti	90 231	90 934	Valeur au coût amorti	Titres de créance en cours d'émission
Emprunts subordonnés	19	Valeur au coût amorti	15 831	16 001	Valeur au coût amorti	Emprunts subordonnés
Total passif			801 941	801 863		Total passif

(1) Inclut le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs et d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

(2) Ces titres représentent tous les titres autres que ceux évalués en FVPL selon IAS 39. En vertu de la norme IFRS 9, ces titres sont classés comme actifs financiers comptabilisés en FVOCI ou comme titres au coût amorti.

Dépréciation

La norme IFRS 9 a introduit des exigences pour l'évaluation des dépréciations de crédit visant à une comptabilisation plus rapide des pertes sur créances. Par conséquent, des provisions pour créances irrécouvrables sont constituées sur la base du modèle de « pertes sur créances attendues », alors que l'IAS 39 comptabilise ces provisions sur la base du modèle de « pertes sur créances encourues ». Ainsi, suite à la transition, les provisions pour créances irrécouvrables ont augmenté de 795 millions d'euros.

Le tableau ci-dessous rapproche :

- le solde de clôture des provisions pour créances irrécouvrables pour les actifs financiers conformément à l'IAS 39 et des provisions pour engagements de prêts et contrats de garantie financière conformément à l'IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » au 31 décembre 2017 et ;
- le solde d'ouverture des provisions pour créances irrécouvrables prévues au 1^{er} janvier 2018 conformément à l'IFRS 9.

Rapprochement de la provision pour dépréciation

Provision pour dépréciation (En millions d'euros.)	IAS 39	Reclassement	Réévaluations	IFRS 9
Prêts et avances aux banques	8		-2	6
Titres de placement disponibles à la vente/détenus jusqu'à échéance et selon IAS 39 reclassés en titres au coût amorti selon IFRS 9			5	5
Prêts et avances aux clients	4 515	-8	761	5 269
Titres de créance disponibles à la vente selon IAS 39 / actifs financiers comptabilisés en FVOCI selon IFRS 9			20	20
Prêts et avances aux clients selon IAS 39 / Prêts et avances aux clients comptabilisés en FVOCI selon IFRS 9.		8		8
Engagements de prêts et contrats de garantie financière émis (1)	105		11	116
Total	4 628	0	795	5 423

(1) Inclut les provisions pour engagements de prêts et garanties financières constituées selon IAS 37

La ventilation des pertes sur créances attendues entre les différentes étapes du portefeuille d'ING Bank est présentée en détail dans le tableau ci-dessous. L'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables lors du passage à l'IFRS 9 découle principalement du résultat de l'Étape 2 Actifs pour lesquels des pertes sur créances attendues ont été calculées sur toute la durée de vie.

Dépréciations liées à l'impact du passage à l'IFRS 9 au 1^{er} janvier 2018 (Inclut des provisions pour risque de crédit sur passifs éventuels.)

(En millions d'euros.)	Provisions pour créances irrécouvrables selon IAS 39
Encourues, mais non encore enregistrées (IBNR)	726
Provisions évaluées individuellement	3 902
Total	4 628

Étapes de la dépréciation selon IFRS 9 (En millions d'euros.)	Augmentation des pertes sur créances prévues selon IFRS 9	Pertes sur créances prévues selon IFRS 9
Étape 1 - Pertes sur créances attendues sur 12 mois	81	438
Étape 2 - Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie	586	955
Étape 3 - Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie	128	4 030
Total	795	5 423

Le tableau ci-dessous présente les valeurs comptables et les provisions pour créances irrécouvrables des prêts et avances aux clients par étape.

Pertes sur créances attendues des prêts et avances aux clients par étape au 1^{er} janvier 2018

(En millions d'euros.)	Valeur comptable	Pertes sur créances attendues
Étape 1 - Pertes sur créances attendues sur 12 mois	515 284	402
Étape 2 : Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, non dépréciées	43 836	952
Étape 3 : Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, dépréciées	11 920	3 915
Total	571 040	5 269

Total net de l'impact du passage à l'IFRS 9 sur le solde d'ouverture des capitaux propres

Le tableau suivant analyse l'impact, net d'impôt, du passage à l'IFRS 9 sur les réserves et le bénéfice non distribué. L'impact concerne la réserve pour créances douteuses, la réserve de juste valeur, le bénéfice non distribué et la réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves. Il n'y a pas d'impact sur les autres composantes des capitaux propres.

Impact (net d'impôt) du passage à l'IFRS 9 sur les réserves et le bénéfice non distribué (En millions d'euros.)	Impact de l'adoption de l'IFRS 9 au 01/01/2018
Réserve pour créances douteuses	
Solde de clôture selon IAS 39 (au 31/12/2017)	0
Reclassement du risque de crédit propre pour les passifs financiers comptabilisés en FVPL (1).	-190
Solde d'ouverture selon IFRS 9 (au 01/01/2018)	-190
Réserve de juste valeur	
Solde de clôture selon IAS 39 (au 31/12/2017)	3 650
Reclassement des titres de participation (dettes) de disponibles à la vente en coût amorti	-568
Reclassement des titres de participation (capitaux propres) de disponibles à la vente en FVPL	-42
Reclassement des prêts et avances en titres de créance comptabilisés en FVOCI	175
Solde d'ouverture selon IFRS 9 (au 01/01/2018)	3 215
Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	
Solde de clôture selon IAS 39 (au 31/12/2017)	2 473
Impact de l'application de l'IFRS 9	-23
Solde d'ouverture selon IFRS 9 (au 01/01/2018)	2 450
Bénéfice non distribué	
Solde de clôture selon IAS 39 (au 31/12/2017)	22 291
Reclassement selon IFRS 91	182
Comptabilisation des pertes sur créances attendues selon IFRS 9 (y compris les créances sur des opérations de crédit-bail, les engagements de prêt et les contrats de garantie financière)	-572
Solde d'ouverture selon IFRS 9 (au 01/01/2018)	21 901

(1) Montant net des reclassements en bénéfice non distribué, en/à partir des réserves de juste valeur et en réserves pour créances douteuses, en raison de changements dans le classement et l'évaluation.

Impact de l'IFRS 9 sur les capitaux propres et le ratio CET1 (plein)

Impact (net d'impôt) de l'adoption de l'IFRS 9 au 01/01/2018	Impact sur les capitaux propres (En milliards d'euros.)	Impact sur le ratio CET1 plein (En point de pourcentage)
Provisions pour créances irrécouvrables	-0,6	
Portefeuille de titres	-0,6	
Prêts hypothécaires dans le portefeuille de titres détenus pour collecte des cash flows et vente des actifs	0,2	
Impact total	-1,0	-0,2

Notes au Bilan Consolidé**2. – Liquidités et avoirs auprès des banques centrales**

	2018	2017
Avoirs auprès des banques centrales	47 655	19 687
Liquidités et soldes en banque	2 333	2 302
	49 987	21 989

En 2018, l'évolution des liquidités et avoirs auprès des banques centrales est le reflet de la gestion active des liquidités d'ING. Les avoirs détenus auprès de banques centrales concernent les dépôts à vue.

Se référer à la Note 40 « Actifs non librement disponibles » concernant les restrictions relatives aux soldes détenus auprès des banques centrales.

3. – Prêts et avances aux banques

	Pays-Bas		International		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Prêts	7 966	7 834	22 460	20 916	30 427	28 750
Crédits de trésorerie, découverts et autres soldes	1	1	3	3	3	4
	7 967	7 835	22 463	20 919	30 430	28 754
Provisions pour créances irrécouvrables	-5	-1	-5	-7	-9	-8
	7 962	7 834	22 458	20 912	30 420	28 746

Se référer à la Note 40 « Actifs non librement disponibles » portant sur des restrictions relatives aux prêts et avances aux banques.

Les prêts incluent des avoirs auprès des banques centrales (surtout des dépôts à court terme) pour un montant de 4 713 millions d'euros (contre 4 032 millions d'euros en 2017).

Au 31 décembre 2018, les prêts incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prise en pension à concurrence de 6 686 millions d'euros (contre 4 637 millions d'euros en 2017) et des créances détenues en vertu de contrats de location-acquisition pour 51 millions d'euros (contre 65 millions d'euros en 2017). Se référer à ce propos à la Note 41 "Transfert d'actifs financiers" pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prise en pension de titres. Se référer à la Note 7 « Prêts et avances aux clients » pour plus d'informations sur les créances sur opérations de crédit-bail.

Au 31 décembre 2018, les créances non subordonnées s'élevaient à 30 420 millions d'euros (contre 28 703 millions d'euros en 2017). Selon le classement IFRS 9, les créances subordonnées de 2017 concernant les titres au coût amorti pour un montant de 43 millions d'euros sont classées dans les Titres au coût amorti.

Aucun prêt ni avance aux banques n'est assujéti à des termes et conditions qui affectent substantiellement le montant, l'échéancier ou le degré de certitude des flux de trésorerie consolidés de la banque. Pour plus de précisions sur les concentrations significatives, se reporter au paragraphe « Tolérance au risque du crédit et Cadre de Gestion de risque de concentration » de la Note 50 « Gestion des risques - Risque de crédit ».

4. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

	2018	2017
Actifs détenus à des fins de transaction	50 163	116 763
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 672	2 185
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 887	4 242
Évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	64 783	ne s'applique pas
	120 505	123 190

Au 1^{er} janvier 2018, certains prêts et avances aux clients et titres de créance sont désormais classés dans avoirs financiers « obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » en raison de l'application de l'IFRS 9 (test SPPI). Au 1^{er} janvier 2018, les conventions de prise en pension de titres gérées et dont la performance est évaluée à la juste valeur, qui se montaient à 54 825 millions d'euros, ont été classées dans les actifs financiers « obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat », qui étaient précédemment comptabilisés dans « Actifs détenus à des fins de transaction » et « Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ». Ces conventions de prise en pension sont utilisées par ING dans le cadre de ses propres activités de trésorerie courantes, mais sont aussi liées au rôle d'intermédiaire que joue ING entre les différents clients professionnels. Les passifs financiers s'y rapportant, qui s'élevaient à 37 161 millions d'euros, ont été classés dans les passifs financiers « désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Se référer à ce propos à la Note 41 'Transfert d'actifs financiers' pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prise en pension de titres.

Actifs détenus à des fins de transaction

Actifs détenus à des fins de transaction par type	2018	2017
Titres de participation	8 909	13 681
Titres de créance	5 213	7 477
Dérivés	22 110	27 444
Prêts et créances	13 931	68 161
	50 163	116 763

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction englobent des actifs et des passifs classés dans la catégorie « aux fins de transaction » dans le référentiel IFRS, mais sont étroitement liés aux services ayant pour objet la satisfaction des besoins des clients d'ING Bank. ING propose, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements, des produits négociés sur les marchés financiers.

Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt. De plus, ING offre à ses clients l'accès aux marchés actions et obligataires, afin qu'ils puissent émettre leurs propres titres de capital ou titres de créance (« Souscription de titres »). Bien qu'ils soient classés dans la catégorie « aux fins de transaction » en vertu des Normes IFRS, ils concernent directement des services proposés aux clients d'ING.

Les prêts et créances du portefeuille de négoce représentent principalement des conventions de mises en pension de titres (prises en pension de titres) qui sont comparables à des prêts garantis. En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan. Toutefois, les Normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions dans les états financiers.

Au 31 décembre 2018, les actifs détenus à des fins de transaction incluaient des créances pour un montant de 12 939 millions d'euros (contre 67 138 millions d'euros en 2017) concernant des opérations de prise en pension de titres. Se référer à la Note 15 « Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » pour toutes informations sur les passifs détenus à des fins de transaction.

Dérivés non détenus à des fins de transaction

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type	2018	2017
Dérivés utilisés dans		
Les couvertures de juste valeur	638	671
Les couvertures de flux de trésorerie	1 012	617

Les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	41	29
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	982	868
	2 672	2 185

Se référer à la Note 37 « Dérivés et comptabilité de couverture » pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement les swaps de taux d'intérêt et les swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type	2018	2017
Titres de participation		4
Titres de créance	2 114	1 739
Prêts et créances	772	2 499
	2 887	4 242

Les « Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » englobent un portefeuille de prêts et de créances qui est économiquement couvert par des dérivés de crédit. Les positions de couverture ne répondent pas aux critères d'une comptabilité de couverture et les prêts sont comptabilisés à leur juste valeur pour éviter toute incohérence au niveau du traitement comptable. Le risque de crédit maximal des prêts et créances inclus dans les « Actifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » avoisine sa valeur comptable. L'effet cumulé de toute variation de la juste valeur des prêts, attribuable aux fluctuations du risque de crédit, n'est pas significatif. La valeur notionnelle des dérivés de crédit concernés est de 1 364 millions d'euros (contre 232 millions d'euros en 2017). La variation de juste valeur des dérivés de crédit, qui est attribuable aux changements de risque de crédit depuis que les prêts ont été désignés pour la première fois, représente -23 millions d'euros (contre -6 millions d'euros en 2017) et la variation pour l'exercice en cours s'élève à 17 millions d'euros (contre 2 millions d'euros en 2017).

Les variations de juste valeur des prêts (désignés), qui sont attribuables aux changements du risque de crédit, ont été calculées en déterminant les variations des spreads de crédit qui sont implicites à la juste valeur des obligations émises par des entités ayant des caractéristiques de crédit similaires.

Au 31 décembre 2018, les prêts et créances désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat n'incluent aucun solde concernant des opérations de prise en pension de titres (contre 2 095 millions d'euros en 2017).

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type	2018	2017
Titres de participation	210	ne s'applique pas
Titres de créance	1 103	ne s'applique pas
Prêts et créances	63 469	ne s'applique pas
	64 783	ne s'applique pas

Au cours de l'exercice précédent, en application de la norme IAS 39, la majorité des titres de participation et des titres de créance étaient classés dans la catégorie « Titres - disponibles à la vente ».

Pour plus de détails sur l'exposition aux titres de créance d'ING Bank, se référer à la Note 6 « Titres au coût amorti ».

Aucun des titres de participation n'est individuellement significatif pour ING Bank.

Au 31 décembre 2018, les prêts et créances évalués obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent 63 022 millions d'euros concernant des opérations de prise en pension de titres.

5. – Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global par type	2018	2017
Titres de participation	3 228	ne s'applique pas
Titre de créances (1)	25 616	ne s'applique pas

Prêts et avances (1)	2 379	ne s'applique pas
	31 223	ne s'applique pas
Titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	69 730
Titres détenus jusqu'à échéance (2)	ne s'applique pas	9 343
	31 223	79 073

(1) Les titres de créance incluent un montant de -6 millions d'euros et les Prêts et avances incluent -5 millions d'euros de « Provisions pour créances irrécouvrables ».

(2) En vertu de l'IFRS 9, ces titres sont classés dans les Titres au coût amorti, se référer à la Note 6 « Titres au coût amorti ».

Exposition aux titres de participation

Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Valeur comptable 2018	Dividendes 2018
Participation dans Bank of Beijing	1 967	83
Participation dans Kotak Mahindra Bank	919	1
Autres placements	342	8
	3 228	92

Concernant les titres de participation stratégiques, ING a décidé d'appliquer l'option de désigner de façon irrévocable ces titres à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, au lieu de les évaluer par défaut à leur juste valeur par le biais du compte de résultat comme le préconise l'IFRS 9.

Variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des titres de participation et des titres de créance à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Les montants comparables incluent les titres de participation et les titres de créance qui étaient classés dans les Titres disponibles à la vente selon IAS 39.

Variations de la juste valeur des actifs financiers par le biais des autres éléments du résultat global	Titres de participation comptabilisés en FVOCI		Titres de créance comptabilisés en FVOCI (1)		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier	3 983	4 024	65 747	78 888	69 730	82 912
Effet des changements de méthode comptable	-184		-31 945		-32 129	
Acquisitions	33	325	10 486	21 276	10 518	21 601
Amortissement			-12	-146	-12	-146
Transferts et reclassements	1	7	1		2	7
Variations au niveau des réévaluations latentes (2)	-463	21	-660	-1 030	-1 123	-1 009
Dépréciations		-6				-6
Reprises sur pertes de valeur			16	3	16	3
Cessions et rachats	-178	-79	-15 478	-32 709	-15 656	-32 788
Différences de change	35	-308	-159	-535	-124	-843
Changements de composition du groupe et autres changements		-1	1		1	-1
Solde de clôture	3 228	3 983	27 995	65 747	31 223	69 730

(1) Les titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global incluent à la fois des titres de créance et des prêts et avances.

(2) Les variations des réévaluations latentes incluent des variations enregistrées pour les éléments couverts, qui sont inscrites au compte de résultat.

Durant le quatrième trimestre de 2018, ING a réduit sa participation dans Kotak Mahindra Bank de 0,67 %, celle-ci s'établissant désormais à 3,07 %, en cédant 12,7 millions d'actions pour un total de 177 millions d'euros. La juste valeur du placement à la date de décomptabilisation était de 984 millions d'euros et le gain résultant de la cession a atteint 3,6 millions d'euros.

Se référer la Note 6 « Titres au coût amorti » pour plus de détails sur l'exposition d'ING Bank aux titres de créance et pour plus d'informations sur les transferts et reclassements de juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des investissements au coût amorti.

Se référer à la Note 24 « Revenus de placements » pour toutes précisions concernant les dépréciations.

6. – Titres au coût amorti

Titres au coût amorti	2018	2017
Titres de créance au coût amorti	47 276	ne s'applique pas
Titres détenus jusqu'à échéance (1)	ne s'applique pas	9 343
	47 276	9 343

(1) Selon IAS 39, ces Titres étaient classés dans les Titres détenus jusqu'à échéance ; se référer à ce propos à la Note 5 « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ».

Exposition aux titres de créance

L'exposition aux titres de créance d'ING Bank est prise en compte dans les postes des états financiers suivants :

Titres de créances	2018	2017
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	25 616	ne s'applique pas
Titres de créance au coût amorti	47 276	ne s'applique pas
Titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	65 747
Titres détenus jusqu'à échéance	ne s'applique pas	9 343
Prêts et avances aux clients	ne s'applique pas	5 099
Prêts et avances aux banques	ne s'applique pas	201
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et au coût amorti	72 893	80 390
Actifs détenus à des fins de transaction	5 213	7 477
Titres de créance désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	3 218	1 739
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	8 431	9 216
	81 323	89 606

Au 1^{er} janvier 2018, certains Prêts et avances aux banques et Prêts et avances aux clients ont été classés dans les Titres au coût amorti sur la base des caractéristiques de ces instruments.

L'exposition d'ING Bank aux titres de créance pour un montant total de 76 111 millions d'euros (contre 82 129 millions d'euros au 31 décembre 2017) est détaillée ci-après :

Titres de créance par type d'exposition	Titres de créance comptabilisés en FVPL	Titres de créance comptabilisés en FVOCI	Titres de créance comptabilisés au coût amorti	Total	Total
	2018	2018	2018	2018	2017 (1)
Obligations d'État	142	15 580	24 659	40 381	43 561
Entités infranationales, supranationales et agences	467	5 928	11 244	17 639	19 077
Obligations garanties		2 245	6 722	8 967	9 409
Obligations corporate	23	485	765	1 273	2 254
Obligations d'institutions financières	1 527	460	2 415	4 402	3 434
Portefeuille ABS	1 059	924	1 483	3 466	4 394
	3 218	25 622	47 288	76 128	82 129
Provisions pour créances irrécouvrables		-6	-11	-17	ne s'applique pas
Portefeuille obligataire	3 218	25 616	47 276	76 111	82 129

(1) Les montants ont été retraités pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

99 % environ (contre 99 % en 2017) de l'exposition au portefeuille ABS ont obtenu une notation extérieure de AAA, AA ou A. Aucun titre de créance emprunté n'a été comptabilisé au bilan.

7. – Prêts et avances aux clients

Prêts et avances aux clients par type	Pays-Bas		International		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Prêts aux pouvoirs publics ou garantis par les pouvoirs publics	24 547	26 975	17 257	19 397	41 803	46 372
Prêts garantis par des hypothèques	119 939	121 702	219 983	204 883	339 922	326 585
Prêts garantis par les établissements de crédit	209	279	2 901	1 722	3 110	2 001
Prêts personnels	3 304	3 162	21 563	20 074	24 867	23 236
Titres adossés à des créances				2 209		2 209
Prêts corporate	37 331	38 550	149 787	140 461	187 117	179 011
	185 329	190 668	411 490	388 746	596 819	579 414
Provisions pour créances irrécouvrables	-1 480	-1 693	-3 011	-2 822	-4 491	-4 515
	183 849	188 975	408 479	385 924	592 328	574 899

Au 31 décembre 2018, les Prêts et avances aux clients incluent des créances concernant des titres acquis dans le cadre d'opérations de prises en pension à concurrence de 266 millions d'euros (contre 421 millions d'euros en 2017).

Se référer à ce propos à la Note 41 « Transfert d'actifs financiers » pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prises en pension de titres.

Prêts et avances aux clients par subordination	2018	2017
Non subordonnés	592 208	574 919
Subordonnés	120	480
	592 328	574 899

Aucun prêt ni avance n'est assujéti à des termes et conditions qui affectent substantiellement le montant, le calendrier ou la probabilité des flux de trésorerie consolidés de la Banque. Pour plus de précisions sur les concentrations significatives, se reporter au paragraphe « Tolérance au risque du crédit et Cadre de Gestion de risque de concentration » de la Note 50 « Gestion des risques - Risque de crédit ».

Le tableau suivant présente les rapprochements entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des provisions pour créances irrécouvrables.

Variations des provisions pour créances irrécouvrables (1)	Pertes sur créances attendues sur 12 mois (étape 1)	Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, non dépréciées (étape 2)	Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, dépréciées (étape 3)	Acquises dépréciées	Total (2) 2018	Total 2017
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier selon IAS 39					4 521	5 308
Effet des changements de méthode comptable					795	
Solde d'ouverture au 1 ^{er} janvier selon IFRS 9	438	955	3 916	7	5 316	
Transfert vers Pertes sur créances attendues sur 12 mois	19	-206	-23		-209	
Transfert vers Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, non dépréciées	-62	501	-56		383	
Transfert vers Pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie, dépréciées	-7	-86	707		615	
Réévaluation nette des provisions pour créances irrécouvrables	17	-55	312		274	
Nouveaux actifs financiers générés ou acquis	213				212	
Actifs financiers qui ont été décomptabilisés	-101	-145	-341		-588	
Changements de modèles						
Augmentation des provisions pour créances irrécouvrables	80	9	599		688	676
Amortissements			-1 043		-1 044	-1 279
Recouvrements de montants antérieurement passés en provision			53		53	59
Écarts de change et autres mouvements	-18	-38	-386	-4	-446	-136
Solde de clôture	500	925	3 139	2	4 568	4 628

(1) A la fin décembre 2018, le stock de provisions incluait des provisions pour prêts et avances aux banques centrales (3 millions d'euros), prêts et avances aux banques (9 millions d'euros), actifs financiers comptabilisés en FVOCI (11 millions d'euros), titres au coût amorti (11 millions d'euros), des provisions pour prêts et avances aux clients (4 491 millions d'euros) et des provisions pour passifs éventuels (remboursements de crédits) comptabilisés dans les Provisions (42 millions d'euros).

(2) En 2018, les variations des provisions pour créances irrécouvrables englobent les pertes sur créances attendues selon IFRS 9 (mais ne tiennent pas compte des provisions IAS 37 pour les postes de remboursement hors crédits) (à savoir 107 millions d'euros au 01/01/2018). Le montant comparable selon IAS 39 pour 2017 inclut la provision IAS 37 pour tous les postes hors bilan.

La Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables dans le compte de résultat consolidé (656 millions d'euros) est liée à l'augmentation des provisions pour créances irrécouvrables (688 millions d'euros) et à la dissolution liée au remboursement hors crédit des postes hors bilan selon IAS 37 (32 millions d'euros inclus dans la Note 16 « Provisions »).

Pour plus de précisions sur les qualités de crédit, se reporter au paragraphe « Qualité de crédit et Provisionnement des créances irrécouvrables » de la Note 50 « Gestion des risques - Risque de crédit ».

Le tableau suivant fournit des informations sur les actifs financiers qui ont été modifiés, alors qu'ils se caractérisaient par une provision pour pertes évaluée à un montant égal aux pertes sur créances attendues sur toute la durée de vie.

Actifs financiers modifiés	2018
Actifs financiers modifiés durant l'exercice	
Coût amorti avant modification	2 503
Perte nette liée à la modification	-50
Actifs financiers modifiés depuis la comptabilisation initiale	
Valeur comptable brute au 31 décembre des actifs financiers pour lesquels la provision pour pertes est passée à une évaluation sur 12 mois durant l'exercice	908

Les Prêts et avances aux clients et les Prêts et avances aux banques comprennent des créances sur opérations de crédit-bail se décomposant comme suit :

Créances sur opérations de crédit-bail	2018	2017
Échéances de l'investissement brut dans des créances sur des opérations de crédit-bail		
A 1 an	2 374	2 729
A plus d'1 an et moins de 5 ans	5 959	6 215
A plus de 5 ans	1 646	2 897
	9 979	11 841
Produit financier constaté d'avance sur des opérations de crédit-bail	-673	-1 082
Investissement net dans des opérations de crédit-bail	9 306	10 759
Échéances de l'investissement net dans des créances sur des opérations de crédit-bail		
A 1 an	2 193	2 474
A plus d'1 an et moins de 5 ans	5 581	5 652
A plus de 5 ans	1 532	2 633
	9 306	10 759
Inclus dans les Prêts et avances aux banques	51	65
Inclus dans les Prêts et avances aux clients	9 256	10 694
	9 306	10 759

Les pertes sur créances attendues sur des opérations de crédit-bail non recouvrables d'un montant de 150 millions d'euros au 31 décembre 2018 (contre 337 millions d'euros en 2017) sont comprises dans les provisions pour créances irrécouvrables. La provision pour créances irrécouvrables sur les opérations de crédit-bail est classée dans les provisions pour créances irrécouvrables en fonction des étapes suivantes ; étape 1 : 5 millions d'euros ; étape 2 : 11 millions d'euros et étape 3 : 134 millions d'euros.

Aucune créance sur opération de crédit-bail ne comporte des termes et conditions qui pourraient substantiellement affecter le montant, le calendrier et la probabilité des flux de trésorerie consolidés de la Banque.

8. – Participations dans des sociétés liées et des coentreprises

2018	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total actif	Total passif	Total produits	Total charges
TMB Public Company Limited	25	649	832	23 494	20 884	1 055	722
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			212				
			1 044				

2017	Participation détenue (%)	Juste valeur des placements cotés	Valeur au bilan	Total actif	Total passif	Total produits	Total charges
TMB Public Company Limited	25	842	737	21 251	19 004	711	507
Autres participations dans des sociétés liées et des coentreprises			210				
			947				

TMB Public Company Limited (« TMB ») est une société liée dans laquelle ING Bank détient une participation de 25 %. TMB est un établissement financier qui fournit des produits et services Wholesale, aux petites et moyennes entreprises (PME) et aux particuliers. TMB est domiciliée à Bangkok, Thaïlande, et est cotée à la Bourse de Thaïlande (SET).

Les autres participations dans des sociétés liées et coentreprises sont pour la plupart des services financiers et des fonds ou véhicules technologiques financiers exerçant principalement leurs activités en Europe.

ING Bank ne détient aucune participation enregistrée dans « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises » ayant individuellement de l'importance pour ING Bank. Les Autres participations dans des sociétés liées et coentreprises représentent un grand nombre de sociétés liées et coentreprises, dont la valeur au bilan est respectivement inférieure à 50 millions d'euros.

S'agissant de sociétés liées détenues à moins de 20 %, l'influence notable dépend à la fois de la participation financière et des autres droits d'ING Bank, tels que sa participation au Conseil d'Administration.

Les dates de reporting de certaines sociétés liées et coentreprises peuvent toutefois différer de celle de la Banque, mais de trois mois tout au plus.

Les dépréciations cumulées ont été comptabilisées pour un montant de 15 millions d'euros (contre 33 millions d'euros en 2017). Les valeurs indiquées dans les tableaux ci-dessus peuvent différer des valeurs présentées dans les comptes annuels de chaque société liée et coentreprise, du fait que les valeurs individuelles ont été harmonisées aux principes comptables d'ING Bank. Lorsque la juste valeur cotée est inférieure à la valeur au bilan, un test de dépréciation et une évaluation du principe de continuité d'exploitation de l'entreprise doivent être réalisés.

Les sociétés liées et coentreprises d'ING sont soumises à des restrictions juridiques et réglementaires quant au montant des dividendes qu'elles peuvent verser à ING. Ces restrictions dépendent par exemple des lois du pays d'immatriculation pour la déclaration des dividendes ou résultent d'exigences de fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de réglementation de la profession dans les pays où opèrent les sociétés liées et coentreprises. De plus, les sociétés liées et coentreprises tiennent compte d'autres facteurs encore pour déterminer les niveaux de dotation en fonds propres appropriés et nécessaires. Ces facteurs et restrictions incluent, sans s'y limiter, les avis des agences de notation et des organismes de réglementation, qui sont susceptibles d'évoluer au cours du temps.

Variations des participations dans des sociétés liées et des coentreprises	2018	2017
Solde d'ouverture	947	1 003
Effet des changements de méthode comptable	-23	
Acquisitions	97	79
Transferts de et vers Placements/Autres actifs et passifs	5	-1
Réévaluations	-2	-8
Quote-part dans le résultat	127	166
Dividendes perçus	-27	-29
Cessions	-116	-245
Dépréciations	-3	
Différences de change	39	-18
Solde de clôture	1 044	947

En 2018, la quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises s'élevant à 127 millions d'euros, qui a été enregistrée au compte de résultat et présentée dans le tableau ci-dessus, est principalement attribuable aux résultats de TMB ressortant à 98 millions d'euros.

En 2017, la quote-part dans le résultat des sociétés liées et coentreprises s'élevant à 166 millions d'euros, qui a été enregistrée au compte de résultat et présentée dans le tableau ci-dessus, est principalement attribuable aux résultats de TMB pour 56 millions d'euros et à un gain de 97 millions d'euros réalisé sur la vente d'actions d'Appia Group Ltd. UK.

En 2017, les cessions d'un montant de 245 millions d'euros sont principalement imputables à la vente d'Appia Group Ltd. UK pour 146 millions d'euros.

9. – Immobilisations corporelles

Immobilisations corporelles ventilées par type	2018	2017
Biens à usage propre	780	774
Équipements	879	917
Actifs sous contrat de location-exploitation		110
	1 659	1 801

ING fait appel à des experts externes pour évaluer les biens à usage propre. Tous les biens sont généralement évalués par des experts externes une fois tous les cinq ans.

Les actifs assujettis à des contrats de location-exploitation ont été reclassés en opérations de crédit-bail, étant donné que les contrats du portefeuille de contrats de location-exploitation incluent des options d'achat à des prix suffisamment inférieurs aux valeurs de marché attendues à la fin des périodes de location. Ces contrats correspondent à la définition des opérations de crédit-bail au sens de l'IAS 17 et ont été comptabilisés à leur valeur d'investissement nette dans les créances sur opérations de crédit-bail.

Changements au niveau des biens à usage propre	2018	2017
Solde d'ouverture	774	881
Acquisitions	5	5
Reclassements		
Transferts depuis et vers les Placements immobiliers	11	
Montants inscrits au compte de résultat pour l'exercice		
Amortissement	-14	-13
Dépréciations	-4	-8
Reprise sur pertes de valeur	17	24
	-1	3
Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice	23	42
Cessions	-12	-145
Différences de change	-20	-12
Solde de clôture	780	774
Valeur comptable brute au 31 décembre	1 320	1 324
Amortissement cumulé au 31 décembre	-387	-376
Dépréciations cumulées au 31 décembre	-153	-174
Valeur comptable nette au 31 décembre	780	774
Écart de réévaluation		
Solde d'ouverture	279	256
Réévaluation sur l'exercice	1	23
Solde de clôture	280	279

Le prix de revient ou d'acquisition s'élevait à 1 040 millions d'euros (contre 1 044 millions d'euros en 2017). Le prix de revient ou d'acquisition, diminué des dépréciations et pertes de valeur cumulées, aurait été de 500 millions d'euros (contre 495 millions d'euros en 2017), si les biens à usage propre avaient été évalués à leur valeur d'acquisition et non à leur juste valeur.

En 2017, les cessions d'un montant de -145 millions d'euros sont principalement imputables à la vente de bâtiments administratifs en Belgique.

Changements des équipements	Matériel de traitement de l'information		Mobilier et aménagements et autres équipements		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	291	323	626	692	917	1 015
Acquisitions	148	129	136	130	284	259
Cessions	-1	-1	-4	-12	-5	-13
Amortissement	-133	-133	-164	-174	-298	-307
Dépréciations	-4		-1	-2	-5	-2
Écarts de change	-8	-8	-5	-5	-13	-13
Changements de composition du groupe et autres changements	-4	-19	1	-3	-2	-22

Solde de clôture	290	291	589	626	879	917
Valeur comptable brute au 31 décembre	1 346	1 275	2 305	2 249	3 651	3 524
Amortissement cumulé au 31 décembre	-1 055	-983	-1 716	-1 623	-2 771	-2 606
Dépréciations cumulées au 31 décembre	-1	-1			-1	-1
Valeur comptable nette au 31 décembre	290	291	589	626	879	917

10. – Immobilisations incorporelles

Variations des immobilisations incorporelles	Écart d'acquisition		Logiciels		Autres		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	816	903	648	571	5	10	1 469	1 484
Acquisitions	202		95	72			297	72
Coûts immobilisés			286	192			286	192
Amortissement			-204	-173	-5	-6	-209	-179
Dépréciations			-12	-30			-12	-30
Différences de change	-99	-87	-5				-104	-87
Cessions				-9				-9
Changements de composition du groupe et autres changements			59	25	52	1	111	26
Solde de clôture	918	816	868	648	53	5	1 839	1 469
Valeur comptable brute au 31 décembre	918	816	2 359	1 902	60	30	3 338	2 748
Amortissement cumulé au 31 décembre			-1 487	-1 225	-5	-23	-1 492	-1 248
Dépréciations cumulées au 31 décembre			-4	-29	-2	-2	-6	-31
Valeur comptable nette au 31 décembre	918	816	868	648	53	5	1 839	1 469

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est affecté aux groupes d'unités de reporting de la façon suivante :

Groupe d'unités de reporting	Méthode utilisée pour le montant recouvrable	Taux d'actualisation	Taux de croissance à long terme	Écart d'acquisition 2018	Écart d'acquisition 2017
Banque de détail - Pays-Bas	Valeurs d'utilité	6,50 %	1,01 %	14	
Banque de détail - Belgique	Valeurs d'utilité	7,20 %	1,01 %	50	50
Banque de détail - Allemagne	Valeurs d'utilité	6,50 %	1,01 %	349	349
Marchés Retail Growth (1) (2)	Juste valeur diminuée des frais de cession			231	307
Wholesale Banking (1)	Valeurs d'utilité	7,72 %	1,32 %	274	110
				918	816

(1) L'écart d'acquisition relatif aux pays en croissance se répartit entre deux groupes d'unités de reporting, à savoir 230 millions d'euros pour Retail Growth et 67 millions d'euros pour Wholesale Banking (contre 307 millions d'euros pour Retail Growth et 90 millions d'euros pour Wholesale Banking en 2017).

(2) La juste valeur minorée des frais de cession est basée sur des intrants de Niveau 1 et 2.

En 2018, les variations de l'écart d'acquisition concernent principalement l'acquisition de 75 % des actions de Payvision Holding B.V. et 90 % des actions de Makelaarsland B.V. L'acquisition de Payvision et Makelaarsland a entraîné la comptabilisation d'un écart d'acquisition respectivement de 188 millions d'euros, imputé sur Wholesale Banking, et de 14 millions d'euros, imputé sur Banque de détail - Pays-Bas. Les autres variations de l'écart d'acquisition par unités de reporting Wholesale Banking et Marchés Retail Growth sont dues à des variations de taux de change. Se référer à la Note 45 « Sociétés consolidées et sociétés acquises et cédées » pour un complément d'informations sur les acquisitions réalisées en 2018 et l'écart d'acquisition comptabilisé.

En 2018, aucune dépréciation de l'écart d'acquisition n'a été comptabilisée (à l'instar de 2017).

Méthodologie

Plusieurs méthodes sont appliquées pour obtenir le montant recouvrable le plus probable. Conformément aux normes IFRS, le montant recouvrable est estimé comme étant le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif, minorée des frais de cession, et la valeur d'utilité. La juste valeur minorée des frais de cession est basée sur les cours des actions observables (niveau 1 dans la hiérarchie des justes valeurs), les ratios cours/valeurs comptables observables pour les

banques concernées (niveau 2) ou sur des modèles d'actualisation des flux de trésorerie (niveau 3). Le calcul de la valeur d'utilité est effectué sur la base du modèle d'Actualisation des Dividendes, en recourant à des plans de gestion sur 4 ans approuvés. Lors de l'estimation de la valeur d'utilité d'une unité de reporting, les conditions et exigences locales déterminent les besoins en capitaux, les taux d'actualisation et les taux de croissance définitifs. Ces conditions et exigences locales déterminent la capacité à réorienter en amont l'excédent de capital et les bénéfices vers ING Bank. Le calcul du taux d'actualisation englobe d'autres données telles que la prime du marché des actions, la prime de risque pays et l'inflation à long terme, qui sont basées sur les données du marché et les appréciations de la direction. Le taux de croissance à long terme des pays de l'UE est fondé sur le taux sans risque à long terme en tenant compte du rendement de l'indice composite consistant en obligations d'État génériques libellées en euros, à une échéance de 30 ans. Pour les autres pays, le taux de croissance englobe le taux d'inflation à long terme, obtenu à partir des données du marché. Le montant recouvrable excède la valeur comptable des unités de reporting pour 2018 et 2017 ; aucune dépréciation n'est donc requise.

Sensibilité des principales hypothèses

Les principales hypothèses du modèle de dépréciation de l'écart d'acquisition reposent sur les ratios cours/valeur comptable, les intrants de niveau 1 (par exemple le cours de l'action des filiales cotées) et les paramètres locaux pour CET1, le taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme. La sensibilité du modèle a été testée en remplaçant les paramètres clés du modèle par des valeurs plus prudentes. L'analyse de sensibilité n'a pas entraîné de dépréciations additionnelles.

Logiciels et autres immobilisations incorporelles

Les logiciels englobent des logiciels développés en interne pour un montant de 624 millions d'euros (contre 477 millions d'euros en 2017).

En 2018, les « Changements de composition du groupe et autres changements » concernent principalement la comptabilisation d'actifs incorporels suite à l'acquisition de Payvision. Se référer à la Note 45 « Sociétés consolidées et sociétés acquises et cédées » pour un complément d'informations sur les acquisitions réalisées en 2018 et les actifs et passifs comptabilisés.

11. – Autres actifs

Autres actifs ventilés par type	2018	2017
Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	527	542
Placements immobiliers	54	65
Immobilisations en cours et biens obtenus à la suite de saisies d'hypothèques	124	137
Intérêts courus et loyers (1)	51	4 533
Autres éléments d'actifs courus	732	753
Montants à régler	4 248	4 072
Autres	2 688	2 960
	8 426	13 062

(1) Au 01/01/2018, les intérêts courus sont inclus dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte ; se référer à la Note 1 Principes comptables. Le solde restant est principalement composé de loyers payés d'avance.

Les informations relatives aux Actifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 34 « Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

Montants à régler

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. Par nature, ils sont à court terme et leur règlement est escompté peu après la date de clôture du bilan.

Autres

Le poste Autres actifs - Autres concerne principalement les autres créances nées dans le cadre de l'exercice des activités courantes et inclut, entre autres, des charges à payer pour les remboursements liés aux hypothèques et aux cartes de crédit. En 2018, ce poste inclut une créance au niveau des Pays-Bas (de NN Group) concernant un impôt dû par ING

Australia Holdings Ltd. au titre des exercices 2007-2013, dont le remboursement intégral est attendu de NN Group. Au 31 décembre 2018, la créance due par NN Group, intérêts compris, s'élève à 107 millions d'euros.

12. – Actifs et passifs disponibles à la vente

Les Actifs et passifs disponibles à la vente incluent les groupes destinés à être cédés, dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par la poursuite de leurs activités. Au 31 décembre 2018, cela concerne la vente prévue d'une partie de l'activité d'ING Lease Italie, dont la transaction n'est pas encore terminée.

Les actifs disponibles à la vente sont composés de créances sur opérations de crédit-bail qui étaient précédemment classés dans les Prêts et avances aux clients.

Se référer à la Note 25 « Résultat sur cessions de sociétés du Groupe » et à la Note 45 « Sociétés consolidées et sociétés acquises et cédées ».

13. – Montants dus aux banques

Les montants dus aux banques incluent les dettes non subordonnées dues aux banques, autres que sous forme de titres de créance.

Montants dus aux banques ventilés par type	Pays-Bas		International		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Non productifs d'intérêts	22	181	412	363	434	544
Productifs d'intérêts	17 211	17 230	19 686	19 047	36 896	36 277
	17 233	17 411	20 097	19 410	37 330	36 821

Les montants dus aux banques incluent la participation d'ING dans des opérations de refinancement à plus long terme ciblées (« TLTRO ») à hauteur de 10,7 milliards d'euros en 2016 et de 7 milliards d'euros supplémentaires en 2017. La mesure TLTRO vise à encourager l'octroi de prêt à l'économie réelle dans la zone euro. Le taux d'intérêt appliqué aux TLTRO est fixé pendant la durée totale de chaque opération au taux de référence de la Banque Centrale Européenne.

Se référer à ce propos à la Note 41 « Transfert d'actifs financiers » pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prises en pension de titres.

14. – Dépôts clients

	2018	2017
Comptes d'épargne	322 795	319 659
Solde créditeurs sur les comptes clients	202 168	186 455
Dépôts des entreprises	36 735	39 655
Autres	18 597	6 921
	580 294	552 690

Dépôts clients ventilés par type	Pays-Bas		International		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Non productifs d'intérêts	16 901	15 963	25 342	21 688	42 242	37 651
Productifs d'intérêts	180 446	164 140	357 607	350 899	538 053	515 039
	197 346	180 103	382 949	372 587	580 294	552 690

Le poste Comptes d'épargne concerne les soldes des comptes d'épargne, livrets d'épargne, dépôts d'épargne et dépôts à terme des particuliers. Les intérêts payables sur les comptes d'épargne, qui s'ajoutent contractuellement au capital, sont également inclus dans ce poste.

En 2018, les dépôts clients incluent 24,1 milliards d'euros de dépôts reçus d'ING Group.

Se référer à la Note 41 « Transfert d'actifs financiers » pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prises en pension de titres.

15. – Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

	2018	2017
Passifs détenus à des fins de transaction	31 215	73 596
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 313	2 346
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	59 179	11 215
	92 707	87 157

Au 1^{er} janvier 2018, les passifs financiers gérés dans le cadre d'opérations de prise en pension de titres et dont la performance est évaluée à la juste valeur, qui se montaient à 37 161 millions d'euros, ont été classés dans les passifs financiers « désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat », qui étaient précédemment comptabilisés dans « Passifs détenus à des fins de transaction ». Les conventions de prise en pension de titres correspondantes, qui s'élevaient à 54 825 millions d'euros, ont été classées dans les actifs financiers « obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Passifs détenus à des fins de transaction

Passifs détenus à des fins de transaction par type	2018	2017
Titres de participation	355	601
Titres de créance	5 363	5 126
Fonds en dépôt	3 968	41 956
Dérivés	21 528	25 913
	31 215	73 596

Au 31 décembre 2018, les passifs détenus à des fins de transaction incluaient des fonds en dépôt pour un montant de 3 227 millions d'euros (contre 41 436 millions d'euros en 2017) dans le cadre d'opérations de prise en pension de titres. Se référer à ce propos à la Note 41 « Transfert d'actifs financiers » pour toutes informations sur les opérations de prêts de titres et sur les opérations d'achat et de prise en pension de titres.

Dérivés non détenus à des fins de transaction

Dérivés non détenus à des fins de transaction par type	2018	2017
Dérivés utilisés dans :		
Les couvertures de juste valeur	1 029	1 083
Les couvertures de flux de trésorerie	458	339
Les couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger	17	71
Autres dérivés non détenus à des fins de transaction	809	853
	2 313	2 346

Se référer à la Note 37 « Dérivés et comptabilité de couverture » pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les Autres dérivés non détenus à des fins de transaction incluent principalement des swaps de taux d'intérêt et des swaps de devises pour lesquels aucune comptabilité de couverture n'est appliquée.

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat par type	2018	2017
Titres de créance	7 944	8 896
Fonds confiés	50 921	1 780
Dettes subordonnées	313	539
	59 179	11 215

Au 31 décembre 2018, les passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des fonds confiés d'un montant de 49 010 millions d'euros concernant des opérations de prise en pension de titres.

Au 31 décembre 2018, la variation de la juste valeur des passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, due aux évolutions du risque de crédit, est de 18 millions d'euros (contre 248 millions d'euros en 2017) sur un base cumulative. Cette variation représente le montant de la variation de la juste valeur des passifs financiers qui n'est pas due aux évolutions des conditions économiques ayant entraîné un risque de marché (notamment un risque de taux d'intérêt basé sur des courbes de rendement). En 2018, conformément à l'IFRS 9, l'évolution du risque de crédit propre a été comptabilisée, nette d'impôt, par le biais des autres éléments du résultat global.

Le montant qu'ING Bank doit contractuellement payer à l'échéance aux porteurs de dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - exception faite des conventions de prise en pension de titres - s'élève à 9 640 millions d'euros (contre 10 733 millions d'euros en 2017).

16. – Provisions

Provisions par type	2018	2017
Provisions de restructuration	613	1 097
Autres provisions	399	616
	1 011	1 713

Provisions de restructuration

Variation des provisions pour restructuration	2018	2017
Solde d'ouverture	1 097	1 482
Acquisitions	53	53
Reprise de montants non utilisés	-49	-58
Utilisés	-487	-369
Différences de change		-1
Autres variations	-2	-10
Solde de clôture	613	1 097

En 2017 et 2018, les variations enregistrées dans les provisions pour restructuration étaient principalement imputables à des initiatives en cours suite aux programmes de transformation numérique annoncés d'ING Bank.

Ces initiatives sont mises en œuvre sur plusieurs années et l'estimation des provisions pour restructuration est donc incertaine. Toutefois, la provision à la date de clôture du bilan représente la meilleure estimation possible des coûts de licenciement attendus et devrait suffire à couvrir lesdits coûts.

Autres provisions

Variations des autres provisions	Litiges		Autres		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	365	353	251	193	616	546
Effet des changements de méthode comptable			11		11	
Acquisitions	59	186	35	135	95	321
Intérêts			1		1	
Reprise de montants non utilisés	-76	-90	-37	-73	-113	-163
Utilisés	-186	-82	-28	-23	-214	-105
Écarts de change	-4	-3	1	-8	-3	-11
Autres variations	6	1		27	6	28
Solde de clôture	165	365	234	251	399	616

En 2018, le poste « Autres provisions - autres » inclut des provisions liées aux passifs éventuels se montant à 122 millions d'euros, dont 42 millions d'euros au titre des facilités de remboursements de crédits et 80 millions d'euros au titre des facilités non liées aux remboursements de crédits. Au 31 décembre 2018, les montants devant être réglés dans les douze mois s'élèvent à 194 millions d'euros. Les montants inclus dans les Autres provisions se basent sur les meilleures estimations des montants et échéanciers des flux de trésorerie requis pour satisfaire à cette obligation.

En 2017 et 2018, le poste « Autres provisions – Litiges » englobe une provision liée aux dérivés de taux d'intérêt variables qui ont été vendus aux Pays-Bas. Est également prise en compte dans ce poste en 2018 et 2017 une provision constituée pour le remboursement de dépenses liées à la réalisation d'hypothèques chez ING Espagne.

Se référer à la Note 28 « Autres charges d'exploitation » et à la Note 44 « Procédures judiciaires ».

17. – Autres dettes

Autres dettes par type	2018	2017
Passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées	421	476
Autres avantages postérieurs à l'emploi	76	87
Autres charges de personnel	473	504
Autres impôts et cotisations de sécurité sociale	403	479
Intérêts courus et loyers (1)	61	3 601
Frais à payer	2 272	2 600
Montants à régler	6 026	4 993
Autres	3 664	3 232
	13 396	15 972

(1) Au 01/01/2018, les intérêts courus sont inclus dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte ; se référer à la Note 1 Principes comptables.

Les informations relatives aux passifs nets au titre des régimes à prestations déterminées sont fournies à la Note 34 « Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

Autres charges de personnel

Les autres charges de personnel incluent les provisions pour congés annuels, les provisions pour rémunérations variables, les provisions pour jubilé et les provisions pour invalidité/maladie.

Montants à régler

Les montants à régler concernent principalement des transactions non réglées à la date de clôture du bilan. Par nature, ils sont à court terme et leur règlement est escompté peu après la date de clôture du bilan.

Autres

Le poste « Autres Dettes - autres » concerne essentiellement des régularisations de fin d'exercice s'inscrivant dans le cadre de l'exercice des opérations courantes. Il s'agit principalement de soldes de comptes de couverture ou de montants dus aux clients.

18. – Titres de créance en cours d'émission

Les titres de créance en cours d'émission concernent des obligations et autres titres de créance émis soit avec des taux d'intérêt fixes soit avec des taux d'intérêts basés sur les niveaux de taux d'intérêts variables, tels que les certificats de dépôt et les effets acceptés émis par ING Bank, à l'exception des éléments subordonnés. Les titres de créance en cours d'émission ne comprennent pas les titres de créance enregistrés dans les Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. ING Bank n'a pas de titres de créance qui ont été émis à des conditions autres que les conditions habituelles de l'activité courante. Les échéances des titres de créance s'établissent comme suit :

Titres de créance émis - échéances	2018	2017
Titres de créance à taux fixe		
A 1 an	32 626	29 296
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	7 766	7 084
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	10 267	7 629
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	5 488	8 369
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	3 123	5 432
A plus de 5 ans	11 137	8 038

Total des titres de créance à taux fixe	70 406	65 848
Titres de créance à taux variable		
A 1 an	22 684	15 091
A plus d'1 an et à moins de 2 ans	4 134	3 932
A plus de 2 ans et à moins de 3 ans	1 587	1 341
A plus de 3 ans et à moins de 4 ans	130	278
A plus de 4 ans et à moins de 5 ans	165	150
A plus de 5 ans	3 054	3 591
Total des titres de créance à taux variable	31 753	24 383
Total titres de créance (1)	102 159	90 231

(1) Au 01/01/2018, les titres de créance en cours d'émission incluent des intérêts courus (0,7 milliard d'euros) ; se référer à la Note 1 « Principes comptables ».

En 2018, l'augmentation de 11,2 milliards d'euros enregistrée pour les titres de créance en cours d'émission est principalement imputable à une augmentation de 12,9 milliards d'euros des effets de commerce, de 1,7 milliard d'euros des certificats de dépôt et de 0,9 milliard d'euros des obligations garanties ; augmentation partiellement compensée par une diminution de 2,3 milliards d'euros des autres titres de créance en cours d'émission et de 2,0 milliards d'euros des obligations à long terme.

19. – Emprunts subordonnés

Les emprunts subordonnés concernent les emprunts obligataires subordonnés et les emprunts privés pouvant être inclus dans le calcul du ratio de fonds propres.

Les emprunts subordonnés comprennent des emprunts considérés comme des éléments de fonds propres de catégorie 1 (Tier 1). Ces emprunts ont été placés par ING Groep N.V. chez ING Bank N.V.

Variations des emprunts subordonnés	2018	2017
Solde d'ouverture	15 831	16 104
Effet des changements de méthode comptable	170	
Nouvelles émissions	1 828	2 314
Remboursements	-4 594	-1 246
Écarts de change et autres	408	-1 341
Solde de clôture	13 643	15 831

En mars 2018, ING Groep N.V. a émis 750 millions d'euros et 1 250 millions de dollars américains de titres considérés comme des titres subordonnés Tier 2 dans le cadre de la CRD IV avec coupon de 2,00 % jusqu'au 22 mars 2030 et de 4,70 % jusqu'au 22 mars 2028 respectivement. Ces émissions ont toutes deux été placées par ING Bank N.V. dans les mêmes conditions.

En mai 2018, ING a remboursé les 1 000 millions d'euros de titres de créance Tier 2 à 6,125 % et les 800 millions de livre sterling de titres de créance Tier 2 à 6,875 %. En novembre, ING a remboursé les 1 057 millions d'euros de titres de créance Tier 2 à 3,50 % et les 2 058 millions de dollars américains de titres de créances Tier 2 à 4,125 %.

Le taux d'intérêt moyen appliqué aux emprunts subordonnés est de 4,40 % (contre 4,65 % en 2017). Les charges d'intérêts de l'exercice 2018 s'élevaient à 700 millions d'euros (contre 756 millions d'euros en 2017).

Pour plus d'informations, se référer aux comptes annuels de la société mère, Note 16 « Emprunts subordonnés ».

20. – Capitaux propres

Total capitaux propres	2018	2017	2016
Capital social et prime d'émission d'actions			
Capital social	525	525	525
Prime d'émission d'actions	16 542	16 542	16 542
	17 067	17 067	17 067
Autres réserves			
Réserve de réévaluation : Disponible à la vente et autre	ne s'applique pas	3 449	3 832
Réserve de réévaluation : Titres de participation comptabilisés en FVOCI	1 914	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Réserve de réévaluation : Titres de créance comptabilisés en FVOCI	365	ne s'applique pas	ne s'applique pas

Réserve de réévaluation : Couvertures de flux de trésorerie	604	263	777
Réserve de réévaluation : Engagement de crédit	8	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Réserve de réévaluation : Biens à usage propre	202	201	201
Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	-394	-400	-371
Réserve de change	-2 068	-1 682	-791
Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	2 872	2 473	2 187
	3 504	4 304	5 835
Bénéfice non distribué	23 602	22 291	20 638
Capitaux propres (société mère)	44 173	43 662	43 540
Intérêts minoritaires	803	715	606
Total capitaux propres	44 976	44 377	44 146

Les composantes suivantes des capitaux propres, telles qu'enregistrées dans Autres réserves, ne peuvent pas être librement distribuées : la Réserve de réévaluation, la Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées, la Réserve de change, la Réserve de participation dans les sociétés liées et les coentreprises, et la part des Autres réserves qui concerne l'ex-Stichting Regio Bank et l'ex-Stichting Vakbondsspaarbank SPN.

Capital social et prime d'émission d'actions

Capital social

Actions ordinaires (valeur nominale 1,13 €)	Nombre x 1 000			Montant		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Capital autorisé	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 808	1 808	1 808
Capital non émis	1 134 965	1 134 965	1 134 965	1 283	1 283	1 283
Capital émis	465 035	465 035	465 035	525	525	525

Aucun changement n'a été enregistré au niveau du capital social émis et de la prime d'émission d'actions en 2016, 2017 et 2018.

Toutes les actions ordinaires sont sous forme nominative. Aucun certificat d'actions n'a été émis. Les actions ordinaires peuvent être transférées au moyen d'un acte de transfert, soumis à l'approbation de l'assemblée générale d'ING Bank. La valeur nominale des actions ordinaires est de 1,13 €.

Le capital autorisé d'ING Bank N.V. consiste en 1 600 millions d'actions ordinaires dont 465 millions ont été émises et entièrement libérées au 31 décembre 2018.

ING Bank détient 50 actions privilégiées autorisées d'une valeur nominale de 1,13 € par action. Au 31 décembre 2018, 7 actions privilégiées ont été émises et entièrement libérées (contre 7 actions privilégiées en 2017 ; 7 actions privilégiées en 2016) pour un montant de 8 € (contre 8 € en 2017 ; 8 € en 2016).

Restrictions applicables en matière de dividende

ING Bank N.V. et les sociétés néerlandaises du groupe sont soumises à des restrictions légales quant au montant des dividendes qu'elles peuvent payer aux actionnaires. Le Code civil néerlandais prévoit une restriction stipulant que les dividendes peuvent uniquement être payés jusqu'à un montant égal à l'excédent des fonds propres de la société sur la somme du capital libéré et des réserves légales. De plus, certains établissements bancaires sont soumis à des restrictions concernant le montant des fonds qu'ils sont autorisés à transférer à la société mère sous forme de dividendes ou autrement.

Par ailleurs, d'autres restrictions existent dans certains pays, en plus des restrictions relatives aux exigences de fonds propres minimum qui sont imposées par les organismes de régulation de la profession dans les pays où les filiales exercent leurs activités.

Autres réserves

Réserves de réévaluation

Variations des réserves de réévaluation	Disponible à la vente et autre			Titres de participation comptabilisés en FVOCI			Titres de créance comptabilisés en FVOCI		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	3 449	3 832	3 896	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Effet des changements de méthode comptable	-3 449			2 432			581		
Variations de la réserve pour engagement de crédit									
Réévaluations latentes		-293	208	-461			-163		
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat		-90	-272				-54		
Changements dans la composition du groupe et autres changements				-56					
Solde de clôture	ne s'applique pas	3 449	3 832	1 914	ne s'applique pas	ne s'applique pas	365	ne s'applique pas	ne s'applique pas

Variations des réserves de réévaluation	Couvertures de flux de trésorerie			Engagement de crédit			Biens à usage propre		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	263	777	675	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	201	201	326
Effet des changements de méthode comptable				-190					
Variations de la réserve pour engagement de crédit				198					
Réévaluations latentes	342	-514	102				3	26	2
Plus/Moins-values réalisées portées au compte de résultat									
Changements dans la composition du groupe et autres changements							-2	-26	-127
Solde de clôture	604	263	777	8	ne s'applique pas	ne s'applique pas	202	201	201

Disponible à la vente et autre

En 2017, la réserve de réévaluation disponible à la vente a diminué de 383 millions d'euros principalement en raison de la réévaluation des actions de Bank of Beijing pour un montant de -479 millions d'euros ; cette diminution a été partiellement compensée par la réévaluation des actions de Kotak Mahindra Bank pour 302 millions d'euros.

Suite à l'acquisition de VISA Europe par VISA Inc. en 2016, les titres de participation disponibles à la vente n'ont plus été inscrits au bilan, ce qui a entraîné une dissolution de la réserve de réévaluation disponible à la vente comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de 154 millions d'euros. Se référer à la note 24 « Revenus de placement ».

Titres de participation comptabilisés en FVOCI

En 2018, la réserve de réévaluation des titres de participation comptabilisés en FVOCI a diminué de 517 millions d'euros, principalement en raison de la réévaluation des actions de Bank of Beijing pour un montant de -549 millions d'euros, partiellement compensée par la réévaluation des actions de Kotak Mahindra Bank pour 71 millions d'euros. Le montant de -56 millions d'euros correspond à un transfert de la réserve de réévaluation vers les bénéfices réinvestis (report à nouveau).

Biens à usage propre

En 2016, 2017 et 2018, les montants respectivement de -2 millions d'euros, -26 millions d'euros et -127 millions d'euros correspondent à un transfert de la réserve de réévaluation vers les bénéfices réinvestis (report à nouveau).

Réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées

Se référer à ce propos à la Note 34 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ».

Réserves de change

Variations des réserves de change	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	-1 682	-791	-540
Réévaluations latentes	71	192	-76

Écarts de change	-457	-1 083	-175
Solde de clôture	-2 068	-1 682	-791

Les réévaluations latentes concernent des variations de valeur des instruments de couverture qui sont considérées comme des couvertures d'investissements nets.

La stratégie de couverture consiste à couvrir le ratio CET1. La nette baisse de la réserve de change de 386 millions d'euros est principalement due aux différences de change en TRY et USD, qui ne sont que partiellement couvertes, voire pas du tout.

Réserve de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves

Variation des réserves de participation dans les sociétés liées, les coentreprises et autres réserves	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	2 473	2 187	1 733
Effet des changements de méthode comptable	-23		
Résultat de l'exercice	160	153	124
Changements dans la composition du groupe et autres changements	261	133	330
Solde de clôture	2 872	2 473	2 187

Bénéfice non distribué

Variations des bénéfices non distribués	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	22 291	20 638	18 006
Effet des changements de méthode comptable	-391		
Transfert de/vers Autres réserves	-192	-	-
Résultat de l'exercice	4 447	4 866	4 103
Dividendes	-2 517	-3 176	-1 345
Options d'achat d'actions par le personnel et plans d'actionnariat	59	69	72
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-96	-106	-198
Solde de clôture	23 602	22 291	20 638

En 2018, un dividende en numéraire de 2 517 millions (contre 3 176 millions d'euros en 2017 et 1 345 millions d'euros en 2016) a été versé à l'actionnaire d'ING Bank.

Notes au compte de résultat consolidé

21. – Intérêts nets créditeurs

Intérêts nets créditeurs	2018	2017	2016
Intérêts créditeurs sur prêts	19 390	18 405	18 457
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	554	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts créditeurs sur actifs financiers au coût amorti	378	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	4 491	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts négatifs sur le passif	475	526	191
Intérêts créditeurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	25 288	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts créditeurs sur actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 795	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts créditeurs sur placements	ne s'applique pas	1 494	1 756
Intérêts créditeurs sur dérivés détenus à des fins de transaction	ne s'applique pas	16 109	16 081
Intérêts créditeurs sur autre portefeuille de négoce	ne s'applique pas	1 028	728
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	683	629	666
Intérêts créditeurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	ne s'applique pas	5 660	6 213

Autres intérêts créditeurs	25	137	129
Autres intérêts créditeurs	2 504	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts créditeurs	27 792	43 988	44 221
Intérêts débiteurs sur montants dus aux banques	362	301	283
Intérêts débiteurs sur dépôts clients	2 890	2 766	3 161
Intérêts débiteurs sur titres de créance en cours d'émission	2 033	1 910	2 174
Intérêts débiteurs sur emprunts subordonnés	700	756	780
Intérêts négatifs sur l'actif	412	407	184
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (comptabilité de couverture)	4 826	5 946	6 720
Intérêts débiteurs selon la méthode du taux d'intérêt effectif	11 222	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts débiteurs sur passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 577	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts débiteurs sur dérivés détenus à des fins de transaction	ne s'applique pas	16 118	16 263
Intérêts débiteurs sur autres éléments de passif détenus à des fins de transaction	ne s'applique pas	744	210
Intérêts débiteurs sur dérivés non détenus à des fins de transaction (pas de comptabilité de couverture)	1 011	929	766
Autres intérêts débiteurs	33	329	363
Autres charges d'intérêts	2 620	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Intérêts débiteurs	13 842	30 206	30 904
Intérêts nets créditeurs	13 949	13 782	13 317

Le total net des intérêts créditeurs se montant à 13 949 millions d'euros englobe les intérêts créditeurs et débiteurs pour les instruments calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et les autres intérêts créditeurs et débiteurs. L'IFRS 9 a entraîné des modifications de l'IAS 1 concernant la présentation des intérêts créditeurs pour les instruments calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif qu'ING présente comme un poste distinct dans le compte de résultat consolidé à partir de la période de reporting en cours.

Afin d'améliorer encore la pertinence des informations relatives aux intérêts, ING Bank a modifié sa présentation séparée des intérêts (créditeurs et débiteurs) pour les dérivés détenus à des fins de transaction, les titres détenus à des fins de transaction et les prêts / dépôts à des fins de transaction (surtout des opérations de mise en pension de titres) afin d'inscrire l'intégralité des variations de juste valeur dans « Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation ». Le changement de présentation est conforme à la présentation modifiée des intérêts courus au bilan, qui ne sont plus présentés séparément, mais inclus dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

La nouvelle présentation des intérêts a été appliquée de façon anticipée en même temps que d'autres exigences de présentation découlant de l'IFRS 9.

Afin d'expliquer l'incidence de ce changement de présentation, le tableau ci-dessous fournit un rapprochement entre les « intérêts nets créditeurs » et le « Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation » présentés en 2017 et les montants comparables conformes aux principes comptables de 2018.

Impact de l'adoption de l'IFRS 9 sur la présentation des intérêts créditeurs et débiteurs	Présentés au 31/12/2017	Reclassement des intérêts liés aux actifs/passifs détenus à des fins de transaction	2017 sur une base comparable à 2018	Présentés au 31/12/2018
Total intérêts créditeurs	43 988	-17 136	26 852	27 792
Total intérêts débiteurs	-30 206	16 862	-13 344	-13 842
Intérêts nets créditeurs	13 782	-274	13 508	13 949
Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation	672	274	946	1 031

Se référer à la Note 23 « Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation » pour les intérêts créditeurs et débiteurs des actifs et passifs détenus à des fins de transaction comptabilisés en 2018.

22. – Revenus nets des honoraires et commissions

Produits d'honoraires et de commissions	2018	2017	2016
Transferts de fonds	1 394	1 171	1 103
Négoce de valeurs mobilières	618	532	497
Courtage en assurances	173	176	181
Frais de gestion d'actifs	170	116	91

Frais de courtage et de conseil	584	548	477
Autres	1 302	1 321	1 232
	4 240	3 864	3 581

Le poste Autres correspond principalement aux commissions relatives à des garanties bancaires pour 207 millions d'euros (contre 209 millions d'euros en 2017 ; 202 millions d'euros en 2016), relatives à la souscription de prêts syndiqués pour 4 millions d'euros (contre 52 millions d'euros en 2017 ; 44 millions d'euros en 2016), relative à des commissions sur les financements structurés à hauteur de 129 millions d'euros (contre 136 millions d'euros en 2017 ; 110 millions d'euros en 2016) et relative à des instruments collectifs distribués mais non gérés par ING à hauteur de 165 millions d'euros (contre 165 millions d'euros en 2017 ; 145 millions d'euros en 2016).

Charges d'honoraires et de commissions	2018	2017	2016
Transferts de fonds	597	436	403
Négoce de valeurs mobilières	170	150	166
Courtage en assurances	2	4	8
Frais de gestion d'actifs	4	5	5
Frais de courtage et de conseil	220	192	166
Autres	443	363	400
	1 437	1 150	1 148

Tous les produits nets des honoraires et commissions d'ING sont conformes à la norme IFRS 15 « Revenus de contrats avec la clientèle ». Se référer à la Note 32 « Segments » qui comprend le produit net des honoraires et commissions tel que présenté au Directoire et au Management Board Banking, ventilé par secteur d'activité et segment géographique.

23. – Résultat des évaluations et résultat net d'exploitation

	2018	2017	2016
Résultats dégagés par les transactions sur titres	-722	656	-369
Résultat des transactions de dérivés	540	59	706
Variation de juste valeur des dérivés concernant			
Les couvertures de juste valeur	62	729	241
Les couvertures de flux de trésorerie (partie inefficace)	-19	44	-16
Les autres dérivés non détenus à des fins de transaction	896	-1 147	1 709
Variation de juste valeur des actifs et passifs (éléments couverts)	-54	-824	-223
Résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce)	257	-56	-79
Résultats des opérations de change	72	1 202	-900
Autres	-2	9	24
	1 031	672	1 093

Les résultats des transactions sur titres incluent les résultats de transactions avec des instruments tels que des titres publics, des titres de participation, des titres de créance corporate, des instruments du marché monétaire, des dérivés sur taux d'intérêt comme les swaps, les options, les contrats à terme et les contrats à terme de gré à gré. Les résultats sur opérations de change incluent des gains et pertes sur des contrats au comptant et des contrats à terme de gré à gré, des options, des contrats à terme et la conversion des actifs et passifs libellés en devises étrangères.

La part des gains et pertes d'exploitation relatifs au négoce de titres encore détenus à des fins de transaction au 31 décembre 2018 s'élève à 396 millions d'euros (contre -68 millions d'euros en 2017 ; -232 millions d'euros en 2016).

Le résultat net d'exploitation concerne principalement des actifs et des passifs classés dans la catégorie « aux fins de transaction » dans le référentiel IFRS, mais qui sont étroitement liés aux services liés à la satisfaction des besoins des clients d'ING. ING propose des produits négociés sur les marchés financiers, aussi bien à ses clients institutionnels et entreprises qu'aux gouvernements. Les portefeuilles de négoce d'ING Group sont gérés sur la base de plafonds internes et comprennent une combinaison de produits dont les résultats sont susceptibles d'être compensés. Une part importante des dérivés du portefeuille de négoce concerne les services aux entreprises visant à soutenir leur gestion des risques, en couvrant par exemple leur exposition au risque de change et de taux d'intérêt.

En matière de risque, il faut prendre en compte le montant brut des actifs détenus à des fins de transaction et celui des passifs détenus à des fins de transaction, alors que ces montants sont présentés séparément au bilan. Toutefois, les

Normes IFRS n'autorisent pas toujours la compensation de ces positions dans les états financiers. Se référer à la Note 4 « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » et à la Note 15 « Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat » pour plus d'informations sur les dettes détenues à des fins de transaction.

La plupart des risques inhérents aux transactions de titres et de devises sont économiquement couverts par des instruments dérivés. Le résultat des transactions de titres est en partie compensé par les résultats réalisés sur ces instruments dérivés. Le résultat de ces dérivés est inclus dans « Résultats des transactions des dérivés ».

En 2018, le poste Résultat des transactions de dérivés inclut -20 millions d'euros d'ajustements de la valeur du crédit/de la dette (CVA/DVA) concernant les dérivés détenus à des fins de transaction (47 millions d'euros en 2017 ; 36 millions d'euros en 2016).

Les « Résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation » incluent des variations de justes valeurs des dérivés (servant à la fois à la comptabilité de couverture et économiquement aux capacités de couverture) ainsi que des variations de justes valeurs des actifs et passifs inclus dans des relations de couverture en tant qu'éléments couverts. Se référer à la Note 37 « Dérivés et comptabilité de couverture » pour toutes informations sur les dérivés servant à la comptabilité de couverture.

Les variations de la juste valeur des dérivés sont influencées par les évolutions des conditions économiques, telles que les cours des actions, les taux d'intérêt et les taux de change. De plus, les « Résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation » incluent les résultats des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat. En outre, au 1^{er} janvier 2018, des variations de juste valeur des actifs financiers obligatoirement évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont également incluses dans ce poste.

Les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat incluent des variations de justes valeurs relatives à certains titres de créance émis. Les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat étaient principalement dus à des variations de la juste valeur des passifs financiers imputables aux aléas des conditions économiques et à l'évolution du risque de crédit propre, comme indiqué à la Note 15 « Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les conditions économiques englobent en particulier les évolutions des spreads de crédit.

En 2018, les résultats des évaluations des actifs et passifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sauf à des fins de négoce) incluent des ajustements de la juste valeur des obligations émises par la banque elle-même pour un montant de 301 millions d'euros (contre -105 millions d'euros en 2017 ; -70 millions d'euros en 2016). Les ajustements DVA réalisés sur les obligations émises par la banque elle-même ne sont plus pris en compte dans les résultats des évaluations (-79 millions d'euros en 2017 ; -50 millions d'euros en 2016). En 2018, conformément à l'IFRS 9, les ajustements DVA réalisés sur les obligations émises par la banque elle-même ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

En 2018, les intérêts créditeurs issus des actifs détenus à des fins de transaction s'élevaient à 13 924 millions d'euros.

En 2018, les intérêts débiteurs issus des passifs détenus à des fins de transaction s'élevaient à 13 976 millions d'euros.

Les « Résultats des évaluations et le résultat net d'exploitation » sont comptabilisés dans le poste « Résultat avant impôt - ajusté ; autre » de l'état consolidé des flux de trésorerie.

24. – Revenus de placement

	2018 (1)	2017	2016
Dividendes	102	80	87
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de créance comptabilisés en FVOCI	77	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de créance disponibles à la vente	ne s'applique pas	64	107
Dépréciations sur titres de créance disponibles à la vente	ne s'applique pas		
Reprises sur pertes de valeur de titres de créance disponibles à la vente	ne s'applique pas	3	
Gains/pertes réalisés et dépréciations sur titres de créance comptabilisés en FVOCI	77	67	107
Gains/pertes réalisés sur la cession de titres de participation disponibles à la vente	ne s'applique pas	48	236
Dépréciations sur titres de participation disponibles à la vente	ne s'applique pas	-6	-13
Gains/pertes réalisés et dépréciations sur titres de participation disponibles à la vente	ne s'applique pas	42	223
Revenus de placements immobiliers et gains/pertes de juste valeur sur placements immobiliers	4	3	4
Revenus de placement	183	192	421

(1) L'adoption de l'IFRS 9 a entraîné de nouvelles exigences de présentation pour 2018 ; les montants des exercices précédents n'ont pas été retraités. Se référer à la note 1 « Principes comptables ».

En 2017 et 2018, les dividendes sont principalement constitués de dividendes perçus sur la participation d'ING dans Bank of Beijing.

En 2016, les dividendes étaient principalement constitués de dividendes perçus sur la participation d'ING dans Bank of Beijing et de dividendes perçus suite à la fusion d'Equens SE et Worldline (16 millions d'euros).

En 2016, les gains/pertes réalisés sur la cession de titres de participation comprenaient principalement 163 millions d'euros concernant le gain résultant de la cession des actions détenues dans VISA Europe Limited. Pour de plus amples informations sur la cession des actions détenues dans VISA Europe Limited, se référer à la Note 8 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises » et à la Note 20 « Capitaux propres ».

Les dépréciations et reprises sur pertes de valeur des placements sont présentées dans les revenus de placement, qui font partie du poste Revenu total.

Dépréciations et reprises sur pertes de valeur des placements par segment (1)	Dépréciations			Reprise sur pertes de valeur		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Wholesale Banking		-5	-8		3	
Corporate Line Banking		-1	-5			
	ne s'applique pas	-6	-13	ne s'applique pas	3	

(1) L'adoption de l'IFRS 9 a entraîné de nouvelles exigences de présentation pour 2018 ; les montants des exercices précédents n'ont pas été retraités. Se référer à la note 1 « Principes comptables ».

25. – Résultat sur cessions de sociétés du Groupe

	2018	2017	2016
Baring Private Equity Partners		1	1
ING Lease Italie	-123		
	-123	1	1

En 2018, le Résultat sur cessions de sociétés du Groupe comprend le résultat (juste valeur minorée des frais de vente) sur la vente prévue d'une partie de l'activité d'ING Lease Italie pour un montant de -123 millions d'euros.

En 2016 et 2017, le Résultat sur cessions de sociétés du groupe incluait des bénéfices différés sur cessions, réalisés sur des exercices antérieurs concernant Baring Private Equity Partners.

26. – Autres produits

En 2018, les Autres produits d'un montant de 136 millions (contre 349 millions d'euros en 2017 ; 172 millions d'euros en 2016) sont principalement impactés par les résultats positifs sur la vente de biens de consommation et de biens immobiliers et les revenus initiaux des agents indépendants. En 2017, un montant de 121 millions d'euros est également inclus dans ce poste : il concerne une charge fiscale d'ING Australia Holdings Ltd, dont le remboursement total doit être reçu de NN Group.

27. – Charges de personnel

	2018	2017	2016
Salaires	3 287	3 273	3 224
Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	385	381	344
Charges sociales	509	499	512
Rémunérations fondées sur des actions	59	70	72
Employés externes	901	716	636
Formation	87	76	70
Autres charges de personnel	202	183	178
	5 430	5 198	5 036

Nombre d'employés	Pays-Bas			International			Total		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Nombre total moyen d'employés « en équivalents temps plein »	13 600	13 141	13 660	38 633	38 363	38 283	52 233	51 504	51 943

Rémunération des cadres supérieurs, du Management Board Banking et du Conseil de Surveillance

Se référer à la Note 48 « Parties liées ».

Stock-options et plans d'actionnariat

ING Bank N.V. a octroyé des droits d'option sur l'achat des actions d'ING Groep N.V. et des droits conditionnels sur des actions à un certain nombre de cadres supérieurs de la Banque (membres du Management Board Banking, directeurs généraux et autres responsables nommés par le Management Board Banking), et à un nombre considérable d'employés d'ING Bank. Outre le fait de promouvoir une croissance durable pour ING Bank, l'objectif du plan de participation par achat d'actions est d'attirer, de fidéliser et de motiver les cadres supérieurs et le personnel.

ING octroie trois types d'actions, des actions différées, des actions de performance et des rémunérations en actions, qui font partie de l'offre de rémunération variable proposée par le Plan de Performance à Long Terme (Long term Sustainably Performance Plan - LSPP).

L'attribution du droit aux actions est conditionnelle. Si le participant reste en poste sans interruption pendant la période allant de la date d'octroi à la date d'acquisition, ce droit devient inconditionnel, à l'exception des rémunérations en actions qui sont immédiatement acquises au moment de l'octroi. Outre la condition concernant le maintien en poste, les actions de performance sont soumises à une condition de performance qui doit être remplie avant qu'une acquisition puisse se faire. Le nombre d'actions ING qui sera finalement attribué à la fin de la période de performance dépend de la performance d'ING tout au long de cette période. Des rémunérations en actions et des actions différées allouées aux membres du Management Board d'ING Bank et à des membres du personnel identifiés sont assorties d'une période de détention qu'il convient de respecter lors de l'acquisition, sachant qu'une détention minimale de 12 mois s'applique. ING est en droit de garder un droit de retenue sur les actions attribuées, mais non encore acquises, et un droit de récupération sur les actions acquises.

Outre les actions attribuées dans le cadre du LSPP, ING verse aussi un nombre fixe d'actions à un certain nombre de cadres supérieurs. Le nombre d'actions est déterminé chaque mois à partir d'une valeur en numéraire qui fait partie de la rémunération fixe de l'employé. Les actions sont immédiatement dévolues à l'employé, mais sont assorties d'une exigence de détention minimale de deux ans, avant que l'employé ne puisse disposer des actions. Les parts fixes ne sont pas assujetties à la clause de retenue ou de récupération.

Les informations fournies ci-dessous sur les options d'achat d'actions et les plans d'actionnariat et relatives aux actions d'ING Bank N.V. concernent le personnel employé par des entités qui sont comptabilisées comme activités poursuivies disponibles à la vente ou abandonnées.

Les actions attribuées en 2018 se rapportent à l'année de performance 2017. En 2018, 111 779 actions (contre 159 217 en 2017 ; 232 281 en 2016) ont été octroyées aux membres du Management Board Banking, 3 989 214 actions ont été octroyées aux cadres supérieurs et autres employés (contre 4 846 903 en 2017 ; 6 590 039 en 2016).

Chaque année, le Directoire d'ING Group prend la décision de continuer ou non les plans d'actionnariat ou de souscription d'options d'achat d'actions et si oui dans quelle mesure. En 2010, le Directoire du Groupe a décidé de ne pas poursuivre le plan de souscription d'options d'achat d'actions à compter de 2011. Les plans d'actionnariat existants jusqu'en 2010 prendront fin dans les années à venir.

Les droits d'option sont valables pour une période de dix ans. Les droits d'option qui ne sont pas exercés durant cette période arriveront à expiration. Les droits d'option accordés restent valables jusqu'à la date d'expiration, même si le plan de souscription d'options d'achat d'actions est arrêté. Les droits d'option sont soumis à certaines conditions, notamment une durée d'activité continue prédéterminée. Les prix d'exercice des options sont les mêmes que les cours des actions ING Groep N.V., à la date à laquelle les options sont accordées.

Les obligations relevant de ces options d'achat d'actions et de ces plans d'actionnariat seront financées soit par les flux de trésorerie soit par de nouvelles actions émises, au gré d'ING Group.

Changements au niveau des droits d'option en circulation	Options en circulation (en nombres)			Prix d'exercice moyen pondéré (En euros.)		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	9 572 737	15 838 152	22 939 049	12,46	15,53	17,52
Exercées	-475 650	-1 290 392	-929 529	6,02	6,05	6,20
Frappées de déchéance	-63 795	-97 188	-140 278	8,89	14,13	15,83
Expirées	-5 741 964	-4 877 835	-6 031 090	16,82	24,09	24,54
Solde de clôture	3 291 328	9 572 737	15 838 152	5,84	12,46	15,53

Le cours moyen pondéré des actions à la date d'exercice était de 13,65 € pour les options exercées en 2018 (contre 13,81 € en 2017 ; 10,43 € en 2016). Tous les droits d'option sont acquis.

Récapitulatif des stock-options en circulation et susceptibles d'être exercées / Fourchette de prix d'exercices en euros	Options en circulation et susceptibles d'être exercées au 31 décembre			Durée de vie contractuelle moyenne restante pondérée			Prix d'exercice moyen pondéré		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
0,00 – 5,00	1 130 907	1 342 436	1 771 080	0,21	1,21	2,21	2,87	2,87	2,87
5,00 – 10,00	2 160 421	2 496 862	3 401 679	1,21	2,21	3,21	7,39	7,39	7,38
10,00 – 15,00		75 399	97 258		0,71	1,71		14,35	14,35
15,00 – 20,00		5 658 040	5 973 986		0,21	1,21		16,94	16,93
20,00 – 25,00			4 247 605			0,23			24,58
25,00 – 30,00			346 544			0,38			25,42
	3 291 328	9 572 737	15 838 152						

Toutes les options en circulation sont susceptibles d'être exercées. Au 31 décembre 2018, la valeur intrinsèque cumulée des options en circulation et susceptibles d'être exercées était de 12 millions d'euros (contre 37 millions d'euros en 2017 ; 39 millions d'euros en 2016).

Changements dans l'attribution d'actions	Attributions d'actions (en nombres)			Moyenne pondérée des justes valeurs à la date d'attribution (En euros.)		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Solde d'ouverture	7 220 642	8 362 851	8 648 781	11,46	10,44	10,07
Accordées	4 100 993	5 006 120	6 822 320	12,50	13,20	10,20
Effet performance	341 623	379 805	542 749	11,65	10,47	8,68
Acquises	-5 565 093	-6 309 714	-7 493 664	12,05	11,41	9,67
Frappées de déchéance	-245 179	-218 420	-157 335	11,38	10,83	10,50
Solde de clôture	5 852 986	7 220 642	8 362 851	11,62	11,46	10,44

La juste valeur des actions attribuées est enregistrée comme dépense dans les Charges de personnel et est imputée sur la période d'acquisition des actions attribuées. Depuis 2016, ING Bank ne détient plus d'actions attribuées sous condition de performance basée sur le marché. Auparavant, les justes valeurs des actions attribuées sous condition de performance basée sur le marché ont été déterminées à l'aide de la méthode de simulation de Monte Carlo. Ce modèle tient compte du taux d'intérêt sans risque, des cours actuels des actions, des volatilités escomptées et des taux de rendement des dividendes actuels du groupe de référence utilisé pour déterminer le classement lié au rendement total des actions (« RTA »).

Au 31 décembre 2018, on constatait un total de 29 millions d'euros de frais de rémunération non comptabilisés relatifs aux actions attribuées (contre 37 millions d'euros en 2017 ; 41 millions d'euros en 2016). Ces charges devraient être comptabilisées sur une durée moyenne pondérée de 1,4 an (1,4 an en 2017 ; 1,4 an en 2016).

28. – Autres charges d'exploitation

	2018	2017	2016
Dépenses liées aux TI	779	737	740
Frais de bureau	564	586	580
Frais de publicité et relations publiques	402	455	404
Frais de déplacement et d'hébergement	179	178	169
Honoraires de conseil externe	357	350	319
Services d'audit et services autres que d'audit	26	22	19
Frais de poste	54	50	48
Dépréciation des immobilisations corporelles	312	319	330
Amortissement des immobilisations incorporelles	209	179	187
Dépréciations et reprises d'immobilisations corporelles et incorporelles	19	18	107
Charges réglementaires	947	901	845
Dotation aux/(reprise de montants non utilisés de) provisions pour restructurations et délocalisations	4	-5	1 189
Dotations aux (reprises de montants non utilisés d'autres provisions	-13	167	213
Contributions et souscriptions	91	87	79
Autres	1 336	554	338
	5 265	4 598	5 567

Les Autres charges d'exploitation incluent les paiements de location et de sous-location dans le cadre d'opérations de crédit-bail pour 268 millions d'euros (contre 307 millions d'euros en 2017 ; 310 millions d'euros en 2016) dans lesquelles ING Bank est le preneur à bail. Aucun contrat de location-exploitation n'est assujéti à des termes et conditions susceptibles d'affecter substantiellement le montant, l'échéancier et la probabilité des flux de trésorerie consolidés du Groupe.

Services d'audit et services autres que d'audit

Les services d'audit et services autres que d'audit incluent les honoraires pour services fournis par les commissaires aux comptes de la Banque. En 2018, l'augmentation des honoraires d'audit est principalement due aux activités d'audit relatives à l'application des normes IFRS 9 et IFRS 16

Charges réglementaires

Le poste « Charges réglementaires » concerne les contributions au Système de Garantie des Dépôts (SGD), au Fonds de Résolution Unique (FRU) et les taxes bancaires locales. Au 1^{er} janvier 2016, la nouvelle contribution SGD ex-ante aux Pays-Bas et le FRU sont entrés en vigueur, entraînant une hausse des charges réglementaires.

Sont incluses dans les charges réglementaires pour 2018 les contributions au SGD pour un montant de 364 millions d'euros (contre 341 millions d'euros en 2017 ; 316 millions d'euros en 2016) concernant principalement les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique, la Pologne et l'Espagne et les contributions au FRU pour un montant de 208 millions d'euros (contre 179 millions d'euros en 2017 ; 176 millions d'euros en 2016) au titre du FRU. Les taxes bancaires locales ont baissé de 6 millions d'euros pour passer de 381 millions d'euros en 2017 à 375 millions d'euros en 2018 (contre 351 millions d'euros en 2016) en raison d'ajustements (créditeurs) des exercices antérieurs sur la taxe bancaire du Royaume-Uni de 10 millions d'euros.

Dotation aux/(reprise de montants non utilisés de) provisions pour restructurations et délocalisations

Pour les dotations aux/(reprises de montants non utilisés de) provisions pour restructurations et délocalisations, se référer aux informations sur les provisions pour restructurations contenues à la Note 16 « Provisions ».

Dotations aux (reprises de montants non utilisés d') autres provisions

En 2018, une reprise de la provision constituée pour une activité abandonnée chez ING Luxembourg est comprise dans les dotations aux/(reprises de montants non utilisés d') autres provisions. Se référer à la Note 16 « Provisions » et à la Note 44 « Actions en justice ».

Dépréciations et reprises d'immobilisations corporelles et incorporelles

	Pertes de valeur			Reprises sur pertes de valeur			Total		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Immobilisations corporelles	9	10	65	-17	-24	-5	-8	-14	60
Immobilisations en cours	15	2	3				15	2	3
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	12	30	44				12	30	44
(Reprises sur) pertes de valeur	35	42	112	-17	-24	-5	19	18	107

Autres

Le poste « Autres charges d'exploitation - Autres » inclut, entre autres, un accord transactionnel avec les autorités néerlandaises pour 775 millions d'euros. Le 4 septembre 2018, ING a annoncé avoir conclu un accord transactionnel avec le Ministère public des Pays-Bas concernant des enquêtes déjà publiées portant sur diverses exigences relatives à l'accueil de nouveaux clients et à la prévention du blanchiment d'argent et des pratiques de corruption. Selon les termes de cet accord, ING a accepté de payer une amende de 675 millions d'euros ainsi que 100 millions d'euros à titre de redressement. Se référer à la note 44 « Actions en justice ».

29. – Flux nets de trésorerie d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente un aperçu détaillé des flux nets de trésorerie d'exploitation.

(En millions d'euros.)	2018	2017	2016
Flux nets de trésorerie d'exploitation			
Résultat avant impôt	6 751	7 404	5 937
Régularisations pour :			
Dépréciation et amortissement	520	520	536
Dotation aux provisions pour créances irrécouvrables	656	676	974
Autres	-1 646	708	1 580
Impôts payés	-1 600	-1 753	-1 555
Variations des			
Prêts et avances aux banques, non disponibles à vue	-778	-3 306	-1 168
Montants dus aux banques, non payables à vue	566	6 320	-346
Variation nette des prêts et avances des/aux banques, non disponibles/payables à vue	-212	3 014	-1 514
Actifs détenus à des fins de transaction	16 838	-1 605	16 976
Passifs détenus à des fins de transaction	-7 018	-9 575	-5 634
Variation nette des actifs et passifs détenus à des fins de transaction	9 820	-11 180	11 342
Prêts et avances aux clients	-31 016	-21 397	-29 668
Dépôts clients	31 241	22 960	23 682
Dérivés non détenus à des fins de transaction	-270	-2 403	1 725
Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-725	441	-3 400
Actifs obligatoirement désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-6 968	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Autres actifs	418	-663	-1 280
Autres dettes financières désignées à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	10 546	-566	-432
Provisions et autres dettes	621	854	1 030
Autres	3 622	-2 337	-2 357
Flux nets de trésorerie résultant des/(utilisés dans les) activités d'exploitation	18 136	-1 385	8 957

30. – Variations des passifs découlant des activités de financement

	2017	Effet du changement de méthode comptable	Flux de trésorerie			Variations hors trésorerie				2018
			Acquisitions	Rachats / Cessions	Acquisitions	Amortissement	Autres	Variations des justes valeurs	Variations des taux de change	
Titres de créance en cours d'émission	90 231	702	141 214	-131 170		78		-247	1 350	102 159
Emprunts subordonnés	15 831	170	1 828	-4 594		4		37	367	13 643
Total passif découlant des activités de financement	106 062	872	143 042	-135 764	-	83	-	-210	1 717	115 802

	2016	Effet du changement de méthode comptable	Flux de trésorerie			Variations hors trésorerie				2017
			Acquisitions	Rachats / Cessions	Acquisitions	Amortissement	Autres	Variations des justes valeurs	Variations des taux de change	
Titres de créance en cours d'émission	101 305		89 369	-95 077		132	-40	-866	-4 592	90 231
Emprunts subordonnés	16 104		2 314	-1 246		89		-274	-1 156	15 831
Total passif découlant des activités de financement	117 409		91 683	-96 323	-	221	-40	-1 140	-5 748	106 062

31. – Liquidités et équivalents de liquidités

Liquidités et équivalents de trésorerie	2018	2017	2016
Bons du Trésor et autres effets de commerce admissibles	159	391	512
Montants dus aux banques/Prêts et avances aux banques	-2 618	-3 404	-2 493
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	49 987	21 989	18 122
Liquidités et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	47 528	18 976	16 163

Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les liquidités et équivalents de trésorerie	2018	2017	2016
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les actifs détenus à des fins de transaction	17	5	126
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	386	386
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres comptabilisés en FVOCI		ne s'applique pas	ne s'applique pas
Bons du trésor et autres effets de commerce admissibles inclus dans les titres au coût amorti	142	ne s'applique pas	ne s'applique pas
	159	391	512

Montants dus aux banques/Prêts et avances aux banques	2018	2017	2016
Inclus dans les liquidités et équivalents de trésorerie :			
Montants dus aux banques	-8 520	-8 563	-9 809
Prêts et avances aux banques	5 902	5 159	7 316
	-2 618	-3 404	-2 493
Non Inclus dans les liquidités et équivalents de trésorerie			
Montants dus aux banques	-28 811	-28 258	-22 155
Prêts et avances aux banques	24 519	23 587	21 556
	-4 292	-4 671	-599
Total tel qu'inscrit au bilan :			
Montants dus aux banques	-37 330	-36 821	-31 964
Prêts et avances aux banques	30 420	28 746	28 872
	-6 910	-8 075	-3 092

Le poste « Liquidités et équivalents de trésorerie » inclut des montants dus aux banques et des prêts et avances aux banques qui sont disponibles à vue.

Les réserves obligatoires minimales en dépôt auprès de différentes banques centrales sont incluses dans les liquidités et équivalents de trésorerie. Se référer à la Note 40 « Actifs non librement disponibles » portant sur des restrictions relatives aux avoirs et soldes détenus auprès des banques centrales.

La gestion des risques d'ING Bank (notamment des risques de liquidités) est décrite dans la Note 50 « Gestion des risques - Risques de financement et de liquidités ».

Information sectorielle

32. – Segments

Les segments d'activité chez ING Bank font référence à la segmentation interne par divisions.

Le Management Board Banking d'ING Bank fixe les objectifs de performance et approuve et contrôle les budgets préparés par les divisions. Les divisions définissent les politiques stratégiques, commerciales et financières dans le respect des objectifs stratégiques et chiffrés fixés par le Management Board Banking d'ING Bank.

La comptabilisation et l'évaluation des résultats de segment sont conformes aux principes comptables tels que décrits à la Note 1 « Principes comptables ». Les charges du siège social sont imputées aux divisions en fonction du temps passé par le personnel du siège social, du nombre relatif d'employés ou sur la base du bénéfice, des charges encourues et/ou des actifs du segment.

Le tableau qui suit détaille les segments ventilés par secteur d'activité et les principales sources de revenus de chacun de ces segments :

Identification des principales sources de revenus de chacun des segments par secteur d'activité

Résultats des segments de la banque ventilés par secteur d'activité	Principale source de revenus
Banques de détail - Pays-Bas (Leaders sur le marché)	Revenu des activités bancaires de détail et aux particuliers aux Pays-Bas, segments PME et mid-corporate compris. Les principaux produits proposés sont les comptes courants et comptes d'épargne, les prêts aux entreprises, les prêts hypothécaires ainsi que d'autres prêts à la consommation aux Pays-Bas.
Banques de détail - Belgique (Leaders)	Revenus des activités bancaires de détail et aux particuliers en Belgique (y

sur le marché)	compris le Luxembourg), segments PME et mid-corporate compris. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Banques de détail - Allemagne (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaire de détail et aux particuliers en Allemagne (y compris l'Autriche). Les principaux produits proposés sont les comptes courants et comptes d'épargne, les prêts hypothécaires ainsi que d'autres crédits à la clientèle.
Banques de détail - Autres (Challengers et marchés en expansion)	Revenus des activités bancaires de détail dans le reste du monde, y compris les segments PME et mid-corporate dans certains pays. Les principaux produits proposés sont similaires à ceux proposés aux Pays-Bas.
Wholesale Banking	Revenus des activités de Wholesale Banking (une gamme complète de produits est proposée, allant de la gestion de trésorerie au financement d'entreprises), des activités immobilières et de location-acquisition.

Les résultats de la Banque par segments géographiques sont présentés page 117.

Définition des segments géographiques

Segments géographiques	Principaux pays
Pays-Bas	y compris le Luxembourg
Belgique	y compris l'Autriche
Allemagne	Portefeuille de capital-risque en voie de liquidation en Australie, France, Italie, Espagne, Portugal, République Tchèque et Royaume-Uni
Autres challengers	Participations bancaires en Pologne, Roumanie, Turquie et Asie
Marchés en expansion	Royaume-Uni, Amérique du Nord et du Sud, Asie et autres pays d'Europe centrale et orientale
Wholesale Banking Reste du monde	Corporate Line Banking et portefeuille de biens immobiliers en voie de liquidation
Autres	

ING Bank évalue les résultats de ses segments d'activité de la Banque à l'aide de mesures de performance financière, à savoir du résultat sous-jacent. Le résultat sous-jacent permet de contrôler la performance d'ING Bank au niveau du Groupe et par segment. Le Management Board Banking estime que cette mesure est pertinente en vue d'appréhender la performance financière de la Banque, car elle permet aux investisseurs de comprendre la principale méthode utilisée par la direction pour évaluer la performance opérationnelle de la Banque et pour prendre des décisions sur l'affectation des ressources.

De plus, ING Bank pense que la comptabilisation du résultat net sous-jacent aide les investisseurs à comparer la performance du segment sur une base significative en mettant l'accent sur le résultat avant impôt imputable aux opérations courantes et sur la rentabilité sous-jacente des entreprises du segment. On obtient le résultat sous-jacent en excluant des normes IFRS les éléments exceptionnels et l'impact des cessions.

Les éléments exceptionnels englobent des charges ou des produits qui sont significatifs et résultent d'événements ou de transactions se distinguant clairement des activités courantes. Les données relatives aux périodes comparatives reflètent également l'impact des cessions.

ING Bank rapproche les résultats de l'ensemble des segments du résultat total de la Banque, via la Corporate Line Banking. Corporate Line Banking englobe les activités de gestion de capital et certaines dépenses qui ne sont pas affectées aux activités bancaires. Corporate Line Banking englobe les coûts historiques enregistrés (surtout des résultats d'intérêts négatifs), dus au remplacement du financement à court terme par un financement à long terme en 2013 et 2014. ING Bank applique un système d'imputation qui rend globalement comparables les résultats des différentes unités bancaires à l'échelle mondiale, quelles que soient leur valeur comptable et la devise qu'elles utilisent pour exercer leurs activités.

Le résultat sous-jacent tel que présenté ci-après est une mesure financière non conforme aux PCGR et non une mesure de performance financière en vertu des IFRS. Comme il n'est pas déterminé en vertu des Normes IFRS, le résultat sous-jacent tel que présenté par ING peut ne pas être comparable à d'autres mesures de performance portant un nom similaire émanant d'autres sociétés. Le résultat sous-jacent des segments d'ING a fait l'objet d'un rapprochement avec le résultat net, comme indiqué dans le compte de résultat consolidé IFRS ci-après. Les informations fournies dans la présente note sont conformes aux informations présentées au Management Board Banking d'ING Bank.

Cette note ne donne aucune information sur le revenu propre à chaque produit ou service, car celui-ci ne fait pas l'objet d'un rapport interne et n'est donc pas facilement disponible.

Rapprochement entre les normes IFRS et les produits, charges et résultat net sous-jacents

	2018					2017				
	Produits	Charges	Impôts	Intérêts minoritaires	Résultat net (1)	Produits	Charges	Impôts	Intérêts minoritaires	Résultat net (1)
Résultat net IFRS attribuable à l'actionnaire de la société mère	18 102	11 351	2 036	108	4 607	17 876	10 472	2 303	82	5 019
Déduction de l'impact de :										
Éléments exceptionnels (2)		-775			775	-121		-121		0
Sous-jacents (3)	18 102	10 576	2 036	108	5 382	17 755	10 472	2 182	82	5 019

(1) Résultat net, après impôt et intérêts minoritaires.

(2) En 2018, les éléments exceptionnels tiennent compte d'un accord transactionnel conclu avec les autorités néerlandaises sur des questions réglementaires, comme annoncé le 4/09/2018.

En 2017, les éléments exceptionnels englobaient un impôt dû par ING Australia Holdings Ltd au titre des exercices 2013-2017, dont le remboursement total est attendu de NN Bank. En 2016, les éléments exceptionnels englobaient principalement des charges de restructuration et des dépréciations liées aux programmes de transformation numérique, tels qu'annoncés en octobre 2016.

(3) Les chiffres sous-jacents sont dérivés de chiffres conformes aux Normes IFRS, hors éléments exceptionnels.

	2016				
	Produits	Charges	Impôts	Intérêts minoritaires	Résultat net (1)
Résultat net IFRS attribuable à l'actionnaire de la société mère	17 514	11 577	1 635	75	4 227
Déduction de l'impact de :					
Éléments exceptionnels (2)		-1 157	358		799
Sous-jacents (3)	17 514	10 419	1 993	75	5 026

(1) Résultat net, après impôt et intérêts minoritaires.

(2) En 2018, les éléments exceptionnels tiennent compte d'un accord transactionnel conclu avec les autorités néerlandaises sur des questions réglementaires, comme annoncé le 4/09/2018.

En 2017, les éléments exceptionnels englobaient un impôt dû par ING Australia Holdings Ltd au titre des exercices 2013-2017, dont le remboursement total est attendu de NN Bank. En 2016, les éléments exceptionnels englobaient principalement des charges de restructuration et des dépréciations liées aux programmes de transformation numérique, tels qu'annoncés en octobre 2016.

(3) Les chiffres sous-jacents sont dérivés de chiffres conformes aux Normes IFRS, hors éléments exceptionnels.

Segments par secteur d'activité

2018	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line Banking	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 488	1 830	1 671	2 690	3 947	324	13 949
Revenus nets des honoraires et commissions	654	371	225	395	1 161	-3	2 803
Total placements et autres revenus	335	169	76	230	673	-133	1 350
Total produits sous-jacents	4 476	2 369	1 972	3 315	5 781	188	18 102
Charges sous-jacents							
Charges d'exploitation	2 165	1 610	1 027	2 033	2 826	260	9 920
Dotations aux provisions pour créances irrécouvrables	-31	164	-27	350	200	-1	656
Total charges sous-jacents	2 134	1 774	1 000	2 383	3 026	258	10 576
Résultat sous-jacent avant impôt	2 342	595	972	932	2 755	-70	7 526
Impôts	578	199	324	200	681	55	2 036
Intérêts minoritaires	-0	6	3	80	19	-0	108
Résultat net sous-jacent	1 764	390	646	652	2 055	-125	5 382
Éléments exceptionnels						-775	-775
Résultat net IFRS	1 764	390	646	652	2 055	-900	4 607

2017	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line Banking	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 610	1 842	1 704	2 437	3 895	294	13 782
Revenus nets des honoraires et commissions	601	408	215	384	1 108	-3	2 714
Total placements et autres revenus	257	224	-28	207	919	-318	1 259
Total produits sous-jacents	4 468	2 473	1 891	3 028	5 922	-27	17 755
Charges sous-jacents							
Charges d'exploitation	2 212	1 584	1 032	1 919	2 792	257	9 795
Dotations aux provisions pour créances	13	104	-10	284	284	1	676

irrécouvrables							
Total charges sous-jacentes	2 224	1 688	1 022	2 203	3 076	258	10 472
Résultat sous-jacent avant impôt	2 243	785	869	825	2 846	-285	7 283
Impôts	566	296	241	188	881	9	2 182
Intérêts minoritaires		-2	2	67	15		82
Résultat net sous-jacent	1 678	491	625	569	1 950	-293	5 019
Éléments exceptionnels						0	0
Résultat net IFRS	1 678	491	625	569	1 950	-293	5 019

2016	Banque de détail - Pays-Bas	Banque de détail - Belgique	Banque de détail - Allemagne	Banque de détail - Autres	Wholesale Banking	Corporate Line Banking	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents							
Intérêts nets créditeurs	3 653	1 936	1 689	2 107	3 750	182	13 317
Revenus nets des honoraires et commissions	546	385	183	320	1 003	-2	2 434
Total placements et autres revenus	237	253	51	432	855	-65	1 763
Total produits sous-jacents	4 463	2 573	1 923	2 859	5 608	115	17 514
Charges sous-jacentes							
Charges d'exploitation	2 560	1 438	886	1 723	2 572	267	9 445
Dotations aux provisions pour créances irrécouvrables	171	175	-18	278	368		974
Total charges sous-jacentes	2 731	1 613	868	2 001	2 940	267	10 419
Résultat sous-jacent avant impôt	1 705	961	1 055	858	2 668	-152	7 095
Impôts	422	306	315	178	753	18	1 993
Intérêts minoritaires		1	2	60	11		75
Résultat net sous-jacent	1 282	653	738	620	1 903	-171	5 026
Éléments exceptionnels	-192	-418		-12	-149	-27	-799
Résultat net IFRS	1 090	235	738	608	1 754	-198	4 227

Segments géographiques Banque

2018	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 374	2 129	2 200	1 732	1 639	1 556	319	13 949
Revenus nets des honoraires et commissions	980	519	273	254	297	483	-4	2 803
Total placements et autres revenus	509	379	99	-92	333	245	-123	1 350
Total produits sous-jacents	5 863	3 028	2 572	1 895	2 269	2 283	192	18 102
Charges sous-jacentes								
Charges d'exploitation	2 929	1 927	1 171	1 217	1 175	1 226	276	9 920
Dotations aux provisions pour créances irrécouvrables	-65	153	6	163	274	126	-1	656
Total charges sous-jacentes	2 863	2 080	1 176	1 380	1 449	1 353	275	10 576
Résultat sous-jacent avant impôt	3 000	948	1 396	515	820	931	-83	7 526
Impôts	741	291	459	178	143	174	52	2 036
Intérêts minoritaires	1	6	3		98		-0	108
Résultat net sous-jacent	2 258	651	935	337	580	757	-134	5 382
Éléments exceptionnels							-775	-775
Résultat net IFRS	2 258	651	935	337	580	757	-909	4 607

2017	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 537	2 099	2 172	1 527	1 515	1 636	295	13 782
Revenus nets des honoraires et commissions	871	519	269	232	316	509	-3	2 714
Total placements et autres revenus	445	480	-17	22	296	245	-211	1 259
Total produits sous-jacents	5 853	3 098	2 424	1 781	2 127	2 390	82	17 755
Charges sous-jacentes								
Charges d'exploitation	2 930	2 063	1 154	1 142	1 126	1 113	267	9 795
Dotations aux provisions pour	3	160	-15	201	241	85	1	676

créances irrécouvrables								
Total charges sous-jacentes	2 933	2 223	1 140	1 344	1 367	1 198	268	10 472
Résultat sous-jacent avant impôt	2 920	876	1 285	437	760	1 192	-186	7 283
Impôts	708	369	407	145	151	379	21	2 182
Intérêts minoritaires		-2	2		82			82
Résultat net sous-jacent	2 212	508	875	292	527	813	-207	5 019
Éléments exceptionnels							0	0
Résultat net IFRS	2 212	508	875	292	527	813	-207	5 019

2016	Pays-Bas	Belgique	Allemagne	Autres challengers	Marchés en expansion	Wholesale Banking Reste du monde	Autres	Total Opérations bancaires
Produits sous-jacents								
Intérêts nets créditeurs	4 699	2 183	2 025	1 373	1 274	1 579	183	13 317
Revenus nets des honoraires et commissions	779	482	241	171	309	452	-1	2 434
Total placements et autres revenus	367	559	75	133	460	202	-33	1 763
Total produits sous-jacents	5 845	3 225	2 340	1 677	2 043	2 233	149	17 514
Charges sous-jacentes								
Charges d'exploitation	3 301	1 796	987	951	1 103	1 029	279	9 445
Dotations aux provisions pour créances irrécouvrables	310	215	-13	120	240	103		974
Total charges sous-jacentes	3 610	2 010	973	1 071	1 343	1 132	279	10 419
Résultat sous-jacent avant impôt	2 235	1 215	1 367	607	700	1 101	-130	7 095
Impôts	555	353	426	173	125	335	27	1 993
Intérêts minoritaires		1	2		71			75
Résultat net sous-jacent	1 680	860	939	433	504	766	-157	5 026
Éléments exceptionnels	-268	-491		-13			-27	-799
Résultat net IFRS	1 412	369	939	420	504	766	-184	4 227

33. – Informations sur les zones géographiques

Les divisions d'ING Bank exercent leurs activités dans sept grandes zones géographiques : Pays-Bas, Belgique, reste de l'Europe, Amérique du Nord, Amérique latine, Asie et Australie. Un segment géographique est une composante distincte de la Banque visant à fournir dans un contexte économique spécifique des produits et des services soumis à des risques et rendements différents de ceux de zones géographiques évoluant dans d'autres contextes économiques. Les analyses géographiques se basent sur l'emplacement du site dont les transactions émanent. Les Pays-Bas sont le pays où est domicilié ING Bank.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations supplémentaires, respectivement pour 2016, 2017 et 2018, sur les raisons sociales des principales filiales et succursales, sur la nature des activités principales et le nombre moyen d'employés en équivalents temps plein par pays/juridiction fiscale.

Informations additionnelles par pays

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Nombre moyen d'employés en équivalents temps plein			Total Produits			Total actif		
				2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Pays-Bas	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	13 600	13 141	13 660	5 837	5 860	5 790	261 449	241 481	293 893
Belgique	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	8 248	8 893	9 348	2 807	2 957	3 154	120 589	119 400	131 431
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	791	777	793	315	298	274	13 313	14 748	10 783
Reste de l'Europe	Pologne	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	8 829	8 664	8 735	1 229	1 119	992	33 040	29 976	26 581
	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	4 625	4 587	4 341	2 421	2 312	2 212	144 911	138 153	134 902
	Roumanie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	2 269	1 968	1 806	403	314	288	7 112	5 940	5 456
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 201	1 135	1 116	600	509	498	23 757	23 858	23 309
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	911	838	833	231	336	376	16 991	16 728	15 920
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	672	603	599	505	550	504	64 016	78 573	29 830
	France1	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	620	591	613	323	310	280	12 063	10 678	8 614
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	277	270	276	82	136	118	1 449	1 607	2 008
	République Tchèque	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	306	245	220	104	66	74	6 272	5 641	3 653
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	141	146	152	40	32	37	1 227	1 003	1 358
	Slovaquie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	571	497	400	14	14	14	487	677	715
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	109	106	111	36	30	59	368	321	622
	Autriche	Succursale d'ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	235	225	196	85	80	86	753	682	360
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	69	70	76	9	9	9	360	268	274
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	47	43	42	69	57	53	2 867	2 337	1 910

	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	11	11	18	14	14	905	667	642
	Suisse	Succursale d'ING Belgie N.V.	Wholesale	244	204	192	257	224	187	8 266	9 737	9 150
Amérique du Nord	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Wholesale	1			3			2	2	1
	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	617	564	519	736	724	732	61 440	42 873	42 571
Amérique latine	Brésil	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	88	78	70	35	47	43	1 974	1 184	2 097
	Colombie	ING Capital Colombia S.A.S.	Wholesale	3	2	2	1	1		2	2	1
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	Wholesale	8	8	7	1	1	1	2	2	2
Asie	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	86	81	72	37	35	36	2 107	2 298	2 049
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	32	35	33	36	33	36	2 300	2 238	3 702
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	546	512	502	340	297	194	32 222	25 803	25 780
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Wholesale		ne s'applique pas	ne s'applique pas		ne s'applique pas	ne s'applique pas		ne s'applique pas	ne s'applique pas
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	122	108	106	110	94	80	6 975	7 850	5 964
	Philippines	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	878	604	423	17	18	17	395	322	402
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	80	82	87	55	55	46	4 299	4 602	4 107
	Taiwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	33	33	32	23	23	15	2 839	3 910	2 484
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Wholesale	3	5	5		1	1	6	6	7
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	5	5	5	1			139	29	3
	Inde	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale					1		1	2	2
	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	4 709	5 221	5 497	678	741	757	11 521	13 798	15 864
	Émirats Arabes Unis	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	11	10	10						1
Australie	Australie	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	1 234	1 143	1 053	647	577	505	39 673	37 982	36 691
Autres	Ile Maurice	ING Mauritius Ltd.	Investis-sements				1	1	32	920	939	780
Total				52 233	51 504	51 943	18 102	17 876	17 514	887 012	846 318	843 919

(1) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,5 million d'euros (contre 0,5 million d'euros en 2017 ; 1 million d'euros en 2016).

Zones géographiques	Pays/Juridiction fiscale	Raison sociale de la principale filiale	Principale activité (bancaire)	Résultat avant impôt			Impôts		
				2018	2017	2016	2018	2017	2016
Pays-Bas	Pays-Bas	ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	1 673	2 437	1 375	634	661	360
Belgique	Belgique	ING België N.V.	Wholesale / Détail	866	1 009	554	275	408	143
	Luxembourg	ING Luxembourg S.A.	Wholesale / Détail	198	68	138	50	27	32
Reste de l'Europe	Pologne	ING Bank Slaski S.A.	Wholesale / Détail	525	444	379	128	112	90
	Allemagne	ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	1 309	1 240	1 282	431	396	407
	Roumanie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	183	135	123	25	23	21
	Espagne	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	195	97	197	71	25	51
	Italie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	-101	-4	100	-24	7	33
	Royaume-Uni	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	180	324	290	44	76	154
	France1	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	111	93	56	45	32	18
	Russie	ING Bank (Eurasia) Z.A.O.	Wholesale	25	78	69	3	20	7
	République Tchèque	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale / Détail	37	16	37	9	3	7
	Hongrie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	5		-1	3	2	3
	Slovaquie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale		2	3	1	1	1
	Ukraine	PJSC ING Bank Ukraine	Wholesale	22	9	47	3	2	7
	Autriche	Succursale d'ING DiBa A.G.	Wholesale / Détail	18	25	37	6	-1	-4
	Bulgarie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale		-2				
	Irlande	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	59	48	54	7	6	7
	Portugal	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	13	9	10	4	3	3
	Suisse	Succursale d'ING Belgie N.V.	Wholesale	169	145	122	35	38	33
Amérique du Nord	Canada	Payvision Canada Services Ltd.	Wholesale						
	USA	ING Financial Holdings Corp.	Wholesale	343	371	377	61	134	110
Amérique latine	Brésil	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	16	16	13	9	4	
	Colombie	ING Capital Colombia S.A.S.	Wholesale						
	Mexique	ING Consulting, S.A. de C.V.	Wholesale	-2	-2	-1			
Asie	Chine	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	3	7	7	7	-2	-2
	Japon	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	19	17	22	5	11	9
	Singapour	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	176	133	22	21	9	5
	Macao	Payvision Macau Ltd.	Wholesale		ne s'applique pas	ne s'applique pas		ne s'applique pas	ne s'applique pas
	Hong-Kong	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	52	55	40	8	7	7
	Philippines	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale		6	4	3	2	-2
	Corée du Sud	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	14	21	14	3	6	-1
	Taiwan	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	7	11	3			1
	Indonésie	PT ING Securities Indonesia	Wholesale						
	Malaisie	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale		-1				
	Inde	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale		1				
	Turquie	ING Bank A.S.	Wholesale / Détail	245	267	225	50	54	45
	Émirats Arabes	Succursale d'ING Bank N.V.	Wholesale	-1	-2	-2			

Australie	Unis	ING Bank (Australia) Ltd.	Wholesale / Détail	389	330	309	118	235	90
Autres	Australie	ING Mauritius Ltd.	Investissements	1		32			
	Ile Maurice								
Total				6 751	7 404	5 937	2 036	2 303	1 635

(1) Les subventions publiques perçues, telles que définies à l'article 89 des CRD IV, s'élèvent à 0,5 million d'euros (contre 0,5 million d'euros en 2017 ; 1 million d'euros en 2016).

2018

La charge fiscale relativement élevée aux Pays-Bas est due à des charges non déductibles liées à l'accord transactionnel conclu avec les autorités néerlandaises sur des questions réglementaires.

2017

La charge fiscale est très élevée pour l'Australie en raison d'un impôt dû par ING Australia Holdings Ltd au titre des exercices 2007-2013, dont le remboursement total est attendu de NN Bank. Bien que l'impact sur le résultat net soit nul, cet élément exceptionnel a affecté aussi bien le poste « Impôt » que le poste « Autres produits » du compte de résultat consolidé.

La charge fiscale est nettement plus élevée en raison des réformes fiscales aux États-Unis et en Belgique qui ont entraîné la comptabilisation d'une réduction des impôts différés actif.

L'Autriche, la Chine, Singapour et Taïwan sont toutes soumises à des charges fiscales plus faibles en raison des ajustements des exercices antérieurs.

2016

La charge fiscale est élevée au Royaume-Uni en raison des changements apportés à la législation fiscale et des ajustements des exercices antérieurs. La Russie, la Chine, les Philippines et la Corée du Sud sont toutes soumises à des charges fiscales plus faibles en raison des ajustements des exercices antérieurs.

L'Autriche se caractérise par une charge fiscale inverse en raison de la comptabilisation d'un actif d'impôt au titre de pertes fiscales non précédemment comptabilisées.

Le Brésil est soumis à une faible charge fiscale en raison à la fois d'une part relativement élevée de revenus exonérés d'impôts et d'une détérioration des bénéfices.

L'Île Maurice ne présente aucune charge fiscale, étant donné que la vente partielle des actions de Kotak Mahindra Bank en septembre 2016 était exonérée d'impôts.

Notes additionnelles aux comptes annuels consolidés

34. – Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La plupart des sociétés du groupe parrainent des régimes de retraite à cotisations déterminées. Les actifs de tous les plans de retraite à cotisations déterminées d'ING Bank sont détenus dans des fonds gérés de façon indépendante. Les cotisations sont généralement fixées sous forme d'un pourcentage de la rémunération. La prime payée au titre du régime à cotisations déterminées aux Pays-Bas dépend également des évolutions du taux d'intérêt et de la méthodologie employée par la Banque centrale néerlandaise pour déterminer le taux à très long terme (ultimate forward rate). Ces plans ne donnent pas lieu à des provisions au bilan autres que celles concernant les écarts temporaires à court terme inclus dans les autres actifs/passifs.

ING Bank propose des plans de retraite à prestations déterminées dans certains pays. Ces plans offrent des prestations calculées en fonction de la rémunération et de l'ancienneté des employés lors de leur départ en retraite. Les prestations de certains de ces plans sont soumises à diverses formes d'indexation. Dans certains cas, l'indexation est laissée à l'appréciation de la direction ; dans d'autres, elle dépend du caractère suffisant des actifs du plan.

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux requis pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans sont conçus de façon à respecter les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement.

ING Bank propose d'autres prestations postérieures à l'emploi à certains employés et ex-employés. Il s'agit surtout de couvertures post-emploi pour soins de santé et de remises sur les produits ING proposées aux employés et ex-employés.

Bilan - Actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Actifs du plan et obligation au titre des prestations déterminées par pays	Actifs du plan		Obligation au titre des prestations déterminées		État de financement	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Pays-Bas	394	408	540	568	-146	-160
États-Unis	222	176	224	233	-3	-57
Royaume-Uni	1 703	1 864	1 179	1 326	524	538
Belgique	547	597	636	672	-88	-75
Autres pays	154	161	334	341	-181	-180
État de financement (actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes)	3 019	3 206	2 913	3 140	106	66
Présentés comme :						
Autres actifs					527	542
Autres dettes					-421	-476
					106	66

Les évaluations (actuarielles) les plus récentes des actifs du plan et la valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées ont été réalisées le 31 décembre 2018. La valeur actuelle de l'obligation à prestations déterminées et les coûts des prestations actuelles et des prestations antérieures y afférant ont été déterminés au moyen de la méthode des unités de crédit projetées.

Les variations de la juste valeur des actifs du plan au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations de la juste valeur des actifs du plan	2018	2017
Solde d'ouverture	3 206	3 337
Intérêts créditeurs	66	70
Réévaluations Rendement des actifs du plan, sauf montants inclus dans les intérêts créditeurs	-143	52
Cotisations patronales	66	24
Cotisations des participants	3	2
Prestations versées	-176	-186
Écarts de change	-3	-93
Solde de clôture	3 019	3 206
Rendement réel des actifs du plan	-77	122

Au 31 décembre 2018, les divers régimes de retraite à prestations déterminées ne détenaient aucune participation directe dans ING Bank N.V. (tout comme en 2017). En 2017 et 2018, on n'a enregistré aucun achat, ni vente d'actifs entre ING et les fonds de pension.

ING ne gère pas les fonds de pension et ne perçoit donc aucune rémunération à ce titre, mais pour certains fonds, ING fournit néanmoins des services administratifs pour lesquels ING perçoit des honoraires. Le fond de pension n'a pas engagé ING dans des opérations de swap ou d'instruments dérivés pour gérer le risque des fonds de pension.

Aucun actif du plan ne devrait revenir à ING Bank durant l'exercice 2019.

Les variations de la valeur actuelle des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi au cours de l'exercice sous revue étaient les suivantes :

Variations des obligations au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi	Obligation au titre des prestations déterminées		Autres avantages postérieurs à l'emploi	
	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	3 140	3 249	87	87
Coût des prestations actuelles	39	34	-4	-3
Charges imputables au paiement des intérêts	61	66	2	3
Réévaluations Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	2	-7		9
Réévaluations Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	-153	71	-11	
Cotisations des participants	3	2	1	
Prestations versées	-179	-189	-1	-1
Effet de réduction ou de règlement		-3		

Écarts de change	2	-83	2	-8
Changements de composition du groupe et autres changements	-1			
Solde de clôture	2 913	3 140	76	87

Les montants ont été directement affectés au poste Autres éléments du résultat global (capitaux propres) comme suit :

Variations de la réserve de réévaluation de l'actif/passif net au titre des régimes à prestations déterminées	2018	2017
Solde d'ouverture	-400	-371
Réévaluation des actifs du plan	-143	52
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses démographiques	-2	7
Gains et pertes actuariels résultant des variations dans les hypothèses financières	153	-71
Impôts	-3	-17
Total des mouvements enregistrés dans autres éléments du revenu global durant l'exercice	6	-29
Solde de clôture	-394	-400

En 2018, les -143 millions d'euros au titre de la Réévaluation des actifs du plan et les 153 millions d'euros au titre des Gains et pertes actuariels résultant des modifications des hypothèses financières s'expliquent principalement par le relèvement des taux d'actualisation.

Le montant cumulé des réévaluations directement imputées sur Autres éléments du revenu global (capitaux propres) est de -453 millions d'euros (-394 millions d'euros après impôt) au 31 décembre 2018 (contre -476 millions d'euros, -400 millions d'euros après impôt, en 2017).

Les montants inscrits au compte de résultat au titre des charges de retraite et autres prestations de protection sociale sont les suivants :

Dépenses de retraite et autres prestations de protection sociale	Passifs/Actifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes			Autres avantages postérieurs à l'emploi			Autres			Total		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Coût des prestations actuelles	39	34	32	-4	-3	-25	22	-2	11	57	29	18
Coût des prestations antérieures			2									2
Charges d'intérêt nettes	-4	-4	-8	2	3	3		1	2	-2		-3
Effet de réduction ou de règlement		-3	-2				-1			-1	-3	-2
Régimes de retraite à prestations déterminées	35	27	24	-1	-	-22	21	-1	13	54	26	15
Régimes de retraite à cotisations déterminées										331	355	329
										385	381	344

Détermination des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes

Les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes sont révisés et ajustés une fois par an. Les hypothèses utilisées pour déterminer les actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes et les autres avantages postérieurs à l'emploi incluent les taux d'actualisation, les taux de mortalité, les taux d'augmentation escomptés des salaires (hors augmentation de promotion) et l'indexation. Les taux appliqués aux évolutions de salaires, les coefficients d'actualisation des intérêts et d'autres ajustements reflètent les conditions spécifiques à chaque pays.

La principale hypothèse utilisée pour déterminer les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes est le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation correspond à la moyenne pondérée des taux d'actualisation appliqués dans les différents pays où ING Bank dispose de régimes de retraite à prestations déterminées (pondérés par les obligations à prestations déterminées). Le taux d'actualisation est déterminé selon une méthodologie qui s'appuie sur les taux de rendement sur le marché d'obligations de sociétés de premier rang dans les régions spécifiques, sur des durées harmonisées en fonction des passifs du fonds, en tant qu'élément clé. Les taux de rendement des obligations de sociétés de premier rang reflètent les rendements d'obligations de sociétés notées AA pour des durées pour lesquelles lesdits rendements sont disponibles. Une extrapolation permet de déterminer le rendement sur des durées plus longues pour lesquelles aucune obligation de sociétés notées AA n'est disponible. Compte tenu de la disponibilité limitée des obligations à long terme de sociétés notées AA, l'extrapolation constitue un élément essentiel dans la détermination du taux d'actualisation. La moyenne pondérée des taux d'actualisation appliquée pour les actifs/passifs au titre des régimes à prestations déterminées nettes pour 2018 était de 2,3 % (2,0 % en 2017), sur la base des plans de retraite aux Pays-Bas, en Allemagne, en Belgique, aux États-Unis d'Amérique et au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation moyen appliqué pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était de 3,9 % (contre 3,2 % en 2017).

Analyse de sensibilité des principales hypothèses

ING procède à des analyses de sensibilité pour les hypothèses les plus significatives : taux d'actualisation, mortalité, taux d'augmentation escomptés des salaires et indexation. L'analyse de sensibilité a été réalisée en supposant que les variations ont eu lieu à la fin de la période de reporting.

L'analyse de sensibilité calcule l'impact financier qui s'appliquerait sur l'obligation à prestations déterminées, si les moyennes pondérées de chaque hypothèse actuarielle significative augmentaient ou diminuaient, alors que toutes les autres hypothèses resteraient constantes. En pratique, il est peu probable que cette situation se présente et certains changements d'hypothèses peuvent être corrélés. Les variations du taux de mortalité, des taux d'augmentation escomptés des salaires et de l'indexation n'auraient aucune incidence significative sur les obligations à prestations déterminées. L'impact le plus significatif serait imputable à la variation du taux d'actualisation. Une augmentation ou diminution du taux d'actualisation d'1 % entraîne un impact financier de -415 millions d'euros et 534 millions d'euros respectivement.

Cash flows attendus

Les contributions annuelles sont versées aux fonds à un taux requis pour financer de façon appropriée les charges à payer au titre des plans, qui sont calculées conformément aux exigences légales locales. Dans tous les pays, les plans sont conçus de façon à respecter les réglementations locales en vigueur en matière d'investissements et de niveaux de financement. Les filiales d'ING Bank doivent financer les coûts des prestations escomptées chaque année.

Pour 2019, les cotisations attendues au titre des régimes de retraite se montent à 36 millions d'euros.

On estime que les versements au titre des prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi, qui devront être effectués selon le plan entre 2019 et 2023, oscilleront entre 94 millions d'euros et 125 millions d'euros par an. Entre 2024 et 2028, le total des versements réalisés selon le plan devrait atteindre 661 millions d'euros.

35. – Impôts

Bilan - Impôt différé

L'impôt différé est constaté sur l'ensemble des différences temporaires, en utilisant la méthode du report d'impôts variables et les taux d'imposition applicables aux pays dans lesquels ING Bank est assujettie à l'impôt.

Variations des impôts différés 2018	Passif net (-) Actif net (+) 2017	Effet des changements de méthodes comptables (2)	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Écarts de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) 2018
Actifs financiers comptabilisés en FVOCI (1)	-555	142	76	273	4	-2	-64
Placements immobiliers	-5			-1			-6
Actifs et passifs financiers comptabilisés en FVPL	419	16		-338	17	1	116
Amortissement	-24			1			-23
Couvertures de flux de trésorerie	-72		-76		7	1	-140
Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	76		-12	-8	2		59
Autres provisions	198	4		-187	-7	1	10
Créances	614			-59	1		556
Prêts et avances aux clients	-394	137	35	24	-1	2	-198
Pertes fiscales non utilisées reportées	-8			60	-2		51
Autres	-183	45	-53	60	1	-31	-160
	66	344	-29	-175	23	-27	201
Enregistrés au bilan en tant que :							
Impôts différés passif	-752						-640
Impôts différés actif	818						841
	66						201

(1) Les actifs financiers comptabilisés en FVOCI concernent les titres disponibles à la vente selon IAS 39.

(2) L'effet des changements de méthode comptable fait référence à la mise en œuvre de l'IFRS 9 (se référer à la Note 1 « Principes comptables - Rapprochement des valeurs comptables à la date de première application de l'IFRS 9 »).

Le solde des impôts différés comptabilisé dans le poste « Autres provisions » a diminué de 187 millions d'euros en 2018 par le biais du résultat net, dont 90 millions d'euros sont liés à la baisse de la provision de restructuration en Belgique.

Les changements de composition du groupe et autres changements incluent un passif d'impôt différé (-30 millions d'euros) relatif à l'acquisition de Payvision.

Variations des impôts différés 2017	Passif net (-) Actif net (+) 2016	Variation des capitaux propres	Variation du résultat net	Différences de change	Changements de composition du groupe et autres changements	Passif net (-) Actif net (+) 2017
Titres de placement	-799	123	116	5		-555
Placements immobiliers	-5					-5
Actifs et passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	697		-290	12		419
Amortissement	-33		5	4		-24
Couvertures de flux de trésorerie	-238	167		-1		-72
Prestations de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	112	-25	-6	-5		76
Autres provisions	255		-48	-6	-3	198
Créances	570		49	-5		614
Prêts et avances aux clients	-409	-2	17			-394
Pertes fiscales non utilisées reportées	57		-60	-5		-8
Autres	-126	-10	-49	2		183
	81	253	-266	1	-3	66
Enregistrés au bilan en tant que :						
Impôts différés passif	-919					752
Impôts différés actif	1 000					818
	81					66

Impôt différé relatif aux pertes fiscales non utilisées reportées	2018	2017
Total des pertes fiscales non utilisées reportées	1 771	1 732
Pertes fiscales non utilisées reportées non comptabilisées comme actif d'impôt différé	1 010	1 074
Pertes fiscales non utilisées reportées comptabilisées comme actif d'impôt différé	761	658
Taux d'imposition moyen	20,5 %	19,5 %
Actif d'impôt différé	156	128

Total pertes fiscales non utilisées reportées, analysées par date d'expiration	Aucun actif d'impôt différé comptabilisé		Actif d'impôt différé comptabilisé	
	2018	2017	2018	2017
A 1 an	1	2		
A plus d'1 an et à moins de 5 ans	2	350	2	38
A plus de 5 ans et à moins de 10 ans	83	31	1	
A plus de 10 ans et à moins de 20 ans		18		
Illimité	923	673	758	620
	1 010	1 074	761	658

L'impôt différé de 156 millions d'euros (128 millions d'euros en 2017), mentionné ci-dessus, et les pertes fiscales non utilisées reportées y afférant ne tiennent pas compte du passif d'impôt différé enregistré aux Pays-Bas en raison de la comptabilisation de pertes fiscales antérieurement déduites enregistrées par la succursale (UK) aux Pays-Bas pour un montant de -105 millions d'euros (-136 millions d'euros en 2017).

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporaires déductibles, des pertes fiscales reportées et des crédits d'impôt non utilisés, uniquement dans la mesure où la réalisation de l'économie d'impôt correspondante est probable.

Ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays	2018	2017
Italie	189	107

Le tableau ci-dessus comprend une ventilation de certains actifs nets d'impôts différés par pays, actifs dont l'utilisation dépend de bénéfices imposables à venir, alors que les entités concernées ont enregistré des pertes soit durant l'exercice en cours, soit durant l'exercice précédent.

La comptabilisation repose sur le fait qu'il est probable que l'entité réalise des bénéfices imposables et/ou puisse se servir de possibilités de planification fiscale avant expiration des actifs d'impôts différés. Tout changement de situation au cours des exercices futurs pourrait avoir des effets négatifs sur l'évaluation du recouvrement. Le caractère incertain du recouvrement est pris en compte lors de l'enregistrement des actifs d'impôts différés.

Compte de résultat - Impôts

Impôts par type	Pays-Bas			International			Total		
	2018	2017	2016	2018	2017	2016	2018	2017	2016
Impôts courants	597	510	167	1 263	1 527	1 375	1 861	2 037	1 542
Impôts différés	37	151	193	139	115	-100	175	266	93
	634	661	360	1 402	1 642	1 275	2 036	2 303	1 635

Rapprochement du taux d'imposition sur le bénéfice légal moyen pondéré et du taux d'imposition sur les bénéfices effectifs d'ING Bank	2018	2017	2016
Résultat avant impôt des activités poursuivies	6 751	7 404	5 937
Taux d'imposition légal moyen pondéré	25,9 %	27,0 %	27,5 %
Montant de l'impôt légal moyen pondéré	1 751	2 002	1 630
Exonération fiscale des participations	-77	-45	-61
Autres revenus non imposables	-40	-84	-111
Charges d'impôt non déductibles	346	155	129
Impact du changement de taux d'imposition sur l'impôt différé	-8	55	-1
Produits d'impôt différé sur des montants précédemment non comptabilisés		-4	-18
Impôt courant sur des montants précédemment non comptabilisés	28	66	-22
Réduction/Reprise d'actifs d'impôt différé	4	2	33
Impôts nationaux et locaux	25	47	33
Ajustements à des périodes antérieures	7	109	23
Montant effectif de l'impôt	2 036	2 303	1 635
Taux d'imposition effectif	30,2 %	31,1 %	27,6 %

Le taux d'imposition légal moyen pondéré en 2018 est plus faible que celui de 2017. Cela s'explique principalement par la baisse des taux d'imposition légaux aux États-Unis et en Belgique.

En 2018, le taux d'imposition effectif qui s'établit à 30,2 % est nettement plus élevé que le taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui est principalement dû à un montant élevé de dépenses non déductibles des impôts (montant de l'impôt : 346 millions d'euros).

Ce montant relativement élevé de dépenses non déductibles est lié à l'accord transactionnel conclu avec les autorités néerlandaises sur des questions réglementaires (montant de l'impôt : 194 millions d'euros).

Le taux d'imposition légal moyen pondéré était sensiblement le même en 2017 qu'en 2016. Le taux d'imposition effectif en 2017 était de 31,1 %.

En 2017, le taux d'imposition effectif était nettement plus élevé que le taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui s'explique principalement par les éléments suivants :

- un montant relativement élevé d'ajustements d'impôt à des périodes antérieures, dont ING attend pour la majeure partie le remboursement par NN Group (le remboursement est inclus dans le résultat avant impôt) et qui est inscrit dans « Ajustements à des périodes antérieures » ;
- l'impact sur les postes d'impôts différés suite aux variations du taux d'imposition sur l'impôt aux États-Unis et en Belgique, qui est enregistré sous « Impact de la variation du taux d'imposition sur l'impôt différé » ; et
- la récupération des pertes fiscales britanniques précédemment déduites aux Pays-Bas en raison de l'amélioration de la rentabilité au Royaume-Uni, enregistrées sous « Impôts courants sur des montants précédemment non comptabilisés ».

En 2016, le taux d'imposition effectif est quasiment égal au taux d'imposition légal moyen pondéré, ce qui est principalement dû au fait que les revenus exempts d'impôts et la constatation d'avantages fiscaux relatifs à des montants non précédemment comptabilisés sont pratiquement entièrement compensés par les charges non déductibles, l'amortissement des actifs d'impôts différés et les ajustements réalisés au regard des périodes antérieures.

Capitaux propres - Autres éléments du résultat global

Impôt sur le bénéfice concernant les autres éléments du résultat global	2018	2017	2016
Réévaluations latentes sur des actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et autres réévaluations	53	103	17
Gains/pertes réalisés portés au compte de résultat (reclassements des capitaux propres au compte de résultat)	23	20	57
Variations de réserve de couverture de flux de trésorerie	-76	167	-48

Réévaluation des actifs/passifs au titre des prestations déterminées nettes	-12	-25	-20
Variations à la juste valeur du risque de crédit propre des passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat			
Écarts de change et autres			-1
Changements dans la composition du groupe et autres changements	-18	-12	
Total de l'impôt sur les bénéfices concernant les autres éléments du résultat global	-29	253	5

Impôts éventuels

Les dettes éventuelles en lien avec les impôts aux Pays-Bas font référence à une possible obligation résultant de l'imputation sur le bénéfice imposable néerlandais de pertes encourues par ING Bank au Royaume-Uni au cours des exercices antérieurs. L'existence de cette obligation sera confirmée uniquement en cas d'enregistrement de bénéfices futurs au Royaume-Uni.

36. – Juste valeur d'actifs et de passifs financiers

a. – Actifs et passifs financiers

Le tableau suivant présente les justes valeurs estimées des actifs et passifs financiers d'ING Bank. Certains postes du bilan ne sont pas inclus dans ce tableau, car ils ne correspondent pas à la définition d'un actif ou passif financier. Le regroupement des justes valeurs présenté ci-dessous ne représente pas la valeur sous-jacente d'ING Bank et ne doit pas être interprété comme la représentant.

Juste valeur des actifs et passifs financiers	Juste valeur estimée		Valeur au bilan	
	2018 (3)	2017	2018	2017
Actifs financiers				
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	49 987	21 989	49 987	21 989
Prêts et avances aux banques	30 548	28 846	30 420	28 746
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	50 163	116 763	50 163	116 763
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 672	2 185	2 672	2 185
Actifs obligatoirement désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	64 783	ne s'applique pas	64 783	ne s'applique pas
Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 887	4 242	2 887	4 242
Titres de placement				
Disponibles à la vente	ne s'applique pas	69 730	ne s'applique pas	69 730
Détenus jusqu'à échéance	ne s'applique pas	9 378	ne s'applique pas	9 343
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres de participation	3 228	ne s'applique pas	3 228	ne s'applique pas
Titres de créance	25 616	ne s'applique pas	25 616	ne s'applique pas
Prêts et avances	2 379	ne s'applique pas	2 379	ne s'applique pas
Titres au coût amorti	47 815	ne s'applique pas	47 276	ne s'applique pas
Prêts et avances aux clients (4)	602 959	587 842	592 328	574 899
Autres actifs (1)	7 389	11 719	7 389	11 719
	890 427	852 694	879 129	839 616
Passifs financiers				
Montants dus aux banques	37 631	36 868	37 330	36 821
Dépôts clients	580 404	553 546	580 294	552 690
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Passifs détenus à des fins de transaction	31 215	73 596	31 215	73 596
Dérivés non détenus à des fins de transaction	2 313	2 346	2 313	2 346
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	59 179	11 215	59 179	11 215
Autres passifs (2)	12 011	14 419	12 011	1 419
Titres de créance en cours d'émission	102 207	90 614	102 159	90 231
Emprunts subordonnés	13 872	16 391	13 643	15 831
	838 832	798 995	838 144	797 149

(1) Les autres actifs n'incluent pas, entre autres : les actifs d'impôts (différés), les actifs au titre des prestations déterminées nettes, les stocks, ni les immobilisations en cours et biens obtenus à la suite d'une saisie hypothèque.

(2) Les autres passifs n'incluent pas, entre autres : les passifs d'impôts (différés), les passifs au titre de prestations déterminées nettes et les passifs liés aux avantages du personnel, les restructurations et autres provisions, ni les autres impôts et cotisations de sécurité sociale.

(3) En 2018, la présentation a été modifiée de façon anticipée, en même temps que les autres changements en vertu de l'IFRS 9, et comprend le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs et d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

(4) En 2018, la juste valeur des prêts et avances aux clients au 31/12/2017 est ajustée en fonction du montant des intérêts courus (1 522 millions d'euros). En 2017, la juste valeur des intérêts courus a été enregistrée, séparément des prêts et avances aux clients, dans le poste Autres actifs.

Méthodes d'évaluation

Les justes valeurs estimées représentent le montant qui serait reçu pour vendre un actif ou qui serait payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction réalisée en bonne et due forme entre intervenants sur le marché à la date d'évaluation. Il s'agit d'une évaluation fondée sur le marché qui se base sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient et prend en compte les caractéristiques de l'actif ou du passif que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Les justes valeurs d'actifs et de passifs financiers sont basées sur les cours d'un marché actif, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

ING utilise des cotations non ajustées lorsqu'elles sont disponibles. Les cotations officielles non ajustées sont essentiellement déterminées sur la base des cours des instruments financiers cotés. Lorsque ces cours ne sont pas disponibles, les cours sur des marchés actifs peuvent être obtenus auprès d'agents en bourse indépendants, de courtiers ou de teneurs de marché. En général, les positions sont évaluées comme étant longues au cours acheteur et courtes au cours vendeur ou elles sont évaluées au cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur à la date d'évaluation.

Pour certains passifs et actifs financiers, aucun cours du marché n'est disponible. La juste valeur de ces actifs et passifs financiers est alors déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation qui prennent en compte les facteurs de fixation de prix, tels que le prix du marché des instruments sous-jacents de référence, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations etc.) et le comportement des clients.

ING utilise au maximum les paramètres de marché observables et minimise tout recours aux paramètres non observables pour la détermination de la juste valeur. La juste valeur peut être subjective en fonction de l'importance que revêtent les paramètres non observables dans l'évaluation globale. Toutes les techniques d'évaluation utilisées sont sujettes à révision et approbation internes. Les données utilisées dans les techniques d'évaluation sont validées si possible quotidiennement.

Lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs financiers est géré sur la base de ses expositions nettes au risque, on évalue la juste valeur d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers au niveau du portefeuille net.

Cadre de contrôle

Pour déterminer si les estimations basées sur les données entrées ont mené à des valeurs justes, la procédure de vérification indépendante des prix (VIP) ou de test de prix est appliquée, afin de s'assurer que ces valeurs soient prises en compte de façon appropriée dans le bilan et le compte de résultat. La VIP teste et confirme la fiabilité des données du marché utilisées lors de ces estimations et peut entraîner des ajustements de valeur. La procédure de VIP est réalisée une fois par mois au moins ou plus fréquemment en fonction de la nature du marché ou des transactions. Des multiples sources de données sont utilisées à condition que lesdits prix soient disponibles et prennent en compte le ratio coûts-avantages lors de l'identification de tels prix. Les différences d'estimation entre sources principales et secondaires de données sont évaluées. Si les différences constatées lors du test de prix excèdent les seuils approuvés au préalable, il convient de procéder à des ajustements au niveau du compte de résultat. Les différences et ajustements doivent être évalués séparément, approuvés par la Commission des Paramètres Locaux et consignés dans les procès-verbaux des réunions. Si une différence significative est constatée au cours de la procédure de VIP, il faut pleinement identifier quelle est la cause sous-jacente de la différence et si un changement systématique est requis (par exemple un changement de source). La fixation des prix et le test de prix sont appliqués au niveau des différentes transactions et organisés sur le plan administratif. Les processus d'estimation sont régis par les différents organes de gouvernance, qui incluent les Commissions des Paramètres Locaux (Local Parameter Committees - LPC), la Commission de Test des Cours Mondiaux (Global Price Testing and Impairment Committee - GP&IC), la Commission des Données du Marché (Market Data Committee - MDC), la Commission des Modèles Tarifaires (Trading Pricing Model Committee - TPMC) entre autres. Toutes les commissions concernées se réunissent chaque trimestre ou plus, si nécessaire. Les principaux contrôles de l'estimation, qui incluent l'approbation des produits, la VIP, les ajustements d'évaluation et l'utilisation d'un modèle, sont surveillés.

La Commission de Test des Cours Mondiaux est chargée de la surveillance et de l'approbation des répercussions des dépréciations (autres que provisions pour créances irrécouvrables) et des processus d'estimation (test des cours). Elle veille à la qualité et à la cohérence des méthodes et processus d'évaluation. La TPMC est en charge de la validation des modèles appropriés. Les LPC surveillent la pertinence des cotations, toutes autres informations utiles du marché ainsi que les modèles tarifaires eux-mêmes en lien avec les positions évaluées à la juste valeur auxquelles ils sont appliqués. Les LPC appliquent la méthodologie et les processus d'évaluation au niveau local. La Commission des Données du Marché approuve et examine tous les intrants relatifs aux prix en vue du calcul des paramètres du marché.

Ajustements de valeurs

Les ajustements de valeurs font partie intégrante de la juste valeur. Ils sont pris en compte dans la juste valeur, afin de fournir une meilleure estimation de la valeur de sortie du marché à la date d'évaluation. ING tient compte de divers ajustements de valeurs afin de parvenir à la juste valeur, dont les ajustements apportés à l'évaluation des cours acheteur et vendeur, les ajustements de valorisation sur actifs (CVA), les ajustements de valorisation sur passifs (DVA), les ajustements de valorisation des risques liés aux modèles, les ajustements de valorisation des garanties (CollVa), les ajustements des valeurs de financement (FVA) et les ajustements de valorisation exceptionnels. La combinaison de l'ajustement de valeur des actifs et de l'ajustement de valeur des passifs pour les dérivés est appelée CVA bilatérale (BVA).

- Des ajustements doivent être apportés aux cours acheteur / vendeur afin d'ajuster les valeurs moyennes du marché à la valeur adéquate de la soumission ou de l'offre afin de refléter au mieux la valeur de sortie et donc la juste valeur. Elle est applicable aux actifs et passifs financiers qui sont valorisés initialement au prix moyen. En pratique, l'ajustement représente la différence de valorisation entre le prix moyen et le prix acheteur pour les positions longues et entre le prix moyen et le prix vendeur pour les positions courtes. En principe, les actifs sont évalués au cours acheteur et les passifs au cours vendeur. Pour certains actifs et passifs, pour lesquels le cours du marché n'est pas disponible, on utilise le cours situé dans la fourchette acheteur/vendeur qui est le plus représentatif de la juste valeur.
- L'ajustement de valorisation sur actifs bilatérale (BVA) constitue la composante « valorisation » pour le risque de crédit de la contrepartie des contrats sur instruments dérivés. Il est de nature bilatérale, le risque de crédit de la contrepartie et les risques de crédit d'ING étant tous deux pris en compte. Le calcul se fonde sur l'estimation de l'exposition attendue et le risque de défaillance des contreparties et tient compte des accords de garantie et des accords de compensation. Le risque de défaillance des contreparties est estimé en fonction de la probabilité de défaillance et de la perte attendue en cas de défaut, qui repose sur les informations du marché, dont l'écart sur swap de défaillance de crédit (CDS). Lorsque les écarts CDS de la contrepartie ne sont pas disponibles, des écarts approximatifs pertinents sont utilisés. En outre, le wrong-way risk (risque hybride que l'exposition à une contrepartie augmente alors que la solvabilité de cette contrepartie diminue) et le right-way risk (risque hybride que l'exposition à une contrepartie progresse et que la solvabilité de cette contrepartie s'améliore) sont pris en compte dans cet ajustement.
- ING applique un ajustement de valorisation sur passifs (DVA) aux passifs financiers émis par la banque qui sont évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, si la composante risque de crédit n'a pas été incluse dans les prix. Dans le calcul du DVA, la probabilité de défaillance de l'institution est estimée sur la base de l'écart des taux de financement d'ING.
- Les ajustements de valorisation des risques liés au modèle réduisent le risque de possibles pertes financières résultant d'une application erronée, mal spécifiée ou incorrecte d'un modèle.
- L'ajustement sur valorisation des garanties (CollVa) est un ajustement des valeurs des instruments dérivés qui tient compte des caractéristiques spécifiques du CSA (Credit Support Annex), assortie d'une contrepartie que le cadre de valorisation standard ne reflète pas. Les caractéristiques CSA non standards peuvent inclure des écarts liés à la devise dans laquelle ING fournit ou reçoit des garanties, des écarts au niveau du taux de rémunération sur garanties qui peuvent générer des taux inférieurs ou supérieurs au taux au jour le jour voire aucun intérêt du tout. D'autres écarts peuvent résulter de l'enregistrement de titres plutôt que d'espèces en garantie.
- ING applique en outre un « ajustement des coûts de financement » (FVA) pour tenir compte des coûts de financement associé à une asymétrie des financements de garanties sur les dérivés non garantis ou partiellement garantis du portefeuille. Cet ajustement se base sur les profils d'exposition attendus des dérivés OTC non garantis ou partiellement garantis et sur les écarts de financement basés sur le marché.
- Ajustements de valorisation exceptionnels - Les ajustements de valorisation exceptionnels sont de nature temporaire et sont soumis à l'approbation de la GP&IC.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées par ING Bank pour estimer la juste valeur des instruments financiers.

a.1) – Actifs financiers

Liquidités et avoirs auprès des banques centrales

La valeur comptable des liquidités se rapproche de sa juste valeur.

Prêts et avances aux banques

Les justes valeurs des montants dus par les banques sont généralement basées sur les cours du marché, ou, s'ils ne sont pas cotés, sur des estimations reposant sur l'actualisation de cash flows futurs, utilisant les taux d'intérêt disponibles sur le marché, y compris les écarts appropriés proposés pour des créances à caractéristiques similaires, similaires aux Prêts et avances aux clients décrits ci-dessous.

Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat, Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et Titres au coût amorti

Dérivés

Les contrats dérivés sont soit négociés en bourse (exchange traded) soit de gré à gré (OTC – Over The Counter). La juste valeur des dérivés négociés en bourse est déterminée sur la base des cours du marché sur un marché actif et ces dérivés sont classés au niveau 1 de la hiérarchie de juste valeur. Pour tous les instruments non négociés activement, les justes valeurs sont estimées à l'aide de techniques d'évaluation. Les dérivés OTC et les dérivés négociés sur un marché inactif sont estimés à l'aide de techniques d'évaluation, car les cours sur un marché actif ne sont pas disponibles pour de tels instruments. Les techniques d'évaluation et les paramètres dépendent du type de dérivé et de la nature des instruments sous-jacents. Les principales techniques utilisées pour évaluer ces instruments reposent (entre autres) sur le modèle d'actualisation des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation des options et la simulation de Monte Carlo. Ces modèles d'évaluation déterminent la valeur actuelle des cash flows futurs escomptés, en se basant sur des principes de « non arbitrage ». Ces modèles sont couramment utilisés dans le secteur financier. Les critères des modèles d'évaluation sont si possible déterminés à partir des données observables du marché. Certains paramètres sont susceptibles de ne pas être observables directement sur le marché, mais peuvent être déterminés, via des procédures de calibrage du modèle d'évaluation, à partir des prix observables. Les critères utilisés comprennent par exemple des prix disponibles auprès de cambistes, de sociétés de bourse, de courtiers ou de services à même de fournir des évaluations consensuelles, des courbes de rendement, des écarts de crédit, des taux de défaillance, des taux de recouvrement, des taux de dividendes, la volatilité des taux d'intérêt sous-jacents, les prix des actions et les taux de change des monnaies étrangères. Ces paramètres sont déterminés par rapport aux cours du marché, aux transactions récemment exécutées, aux cours du marché indépendant et aux données consensuelles, lorsqu'elles existent.

Pour les dérivés OTC non garantis, ING applique des ajustements de valorisation des actifs afin de tenir compte de façon adéquate du risque de crédit de contrepartie dans ladite valorisation. La technique de calcul du CVA est basée sur la méthode de simulation de Monte Carlo et se sert de divers paramètres, tels que l'écart de crédit de contrepartie, les taux d'intérêts disponibles sur le marché et les taux de change de marché. Les écarts de crédit de contrepartie sont basés sur l'écart CDS de contrepartie, s'il est disponible. Sinon, ce sont les écarts de remplacement CDS indexés qui sont utilisés.

Titres de participation

La juste valeur des titres de participation publiquement négociés en bourse se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur est déterminée sur la base des cours du marché existant pour des titres similaires ou sur la base d'autres techniques d'évaluation.

La juste valeur des capitaux d'investissement privés se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. En l'absence de cours du marché sur un marché actif, la juste valeur est estimée sur la base d'une analyse de la situation financière de l'entité émettrice, de ses résultats, de son profil de risque, de ses perspectives, de ses prix, de comparaisons de bénéfices et des multiples de revenus ainsi qu'en se référant à des évaluations du marché relatives à des entités similaires cotées sur un marché actif.

Titres de créance

La juste valeur des titres de créance se base sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Les cours du marché peuvent être obtenus auprès d'un cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier, d'une société de la profession, d'un service de cotation ou d'une autorité de réglementation. Les cours provenant de sources non boursières sont évaluées afin de déterminer s'il s'agit de prix négociables. Cette distinction permet d'identifier où ils se situent dans la hiérarchie de juste valeur.

Si les cours d'un marché actif ne sont pas disponibles, la juste valeur est déterminée sur la base d'une analyse des paramètres du marché disponibles, qui peuvent comprendre des prix consensuels obtenus auprès d'un ou de plusieurs services de cotation ou au moyen d'une technique d'évaluation qui actualise les cash flows futurs attendus en s'appuyant sur des courbes de taux d'intérêt du marché, des écarts de crédit de référence, les échéances des placements et les taux de paiement anticipé estimés, le cas échéant.

Prêts et avances aux clients

Pour les prêts et avances qui sont fréquemment réévalués et qui n'ont subi aucun changement significatif en termes de risque de crédit, les valeurs comptables représentent une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur des autres prêts est estimée par actualisation des cash flows futurs en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le risque de crédit, les liquidités et d'autres conditions économiques actuelles. La juste valeur des prêts hypothécaires est estimée en tenant compte du comportement des clients en termes de remboursement par anticipation. Les prêts à caractéristiques similaires sont regroupés à des fins de calculs.

Autres actifs

Les autres actifs sont comptabilisés à leur valeur comptable qui est très proche de leur juste valeur.

a.2) – Passifs financiers*Montants dus aux banques*

Les justes valeurs des montants dus aux banques sont généralement basées sur les cours du marché, ou, s'ils ne sont pas disponibles, sur des estimations reposant sur l'actualisation de cash flows futurs et des taux d'intérêt et spreads de crédit disponibles sur le marché pour des montants dus aux banques présentant des caractéristiques similaires.

Dépôts clients

Les valeurs comptables des dépôts clients ayant les caractéristiques de dépôts à vue sont proches de leurs justes valeurs. Les justes valeurs des dépôts à échéance contractuelle fixe ont été estimées par actualisation des cash flows futurs en utilisant des taux d'intérêt actuellement applicables aux dépôts à échéances similaires.

Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat

Les justes valeurs des titres du portefeuille de négociation et des autres passifs comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat sont basées sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Pour tous les titres non négociés activement, les justes valeurs sont estimées sur la base de techniques d'actualisation internes des flux de trésorerie qui se réfèrent aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires. Se référer au paragraphe Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat ci-dessus.

Autres dettes

Les autres passifs sont comptabilisés à leur valeur comptable qui est très proche de leur juste valeur.

Titres de créance en cours d'émission

La juste valeur des titres de créance en cours d'émission est généralement basée sur les cours du marché ou, s'ils ne sont pas disponibles, elle est estimée par actualisation des cash flows futurs attendus à l'aide des taux d'intérêt actuels du marché et des écarts de crédit applicables au rendement, à la qualité du crédit et à l'échéance.

Emprunts subordonnés

La juste valeur des emprunts subordonnés cotés se basent sur les cours du marché, lorsqu'ils sont disponibles. Lorsqu'ils ne le sont pas, la juste valeur des emprunts subordonnés est estimée par actualisation des cash flows basée sur des taux d'intérêt et écarts de crédit s'appliquant à des instruments similaires.

a.3) – Hiérarchie de juste valeur

ING Bank a hiérarchisé ses instruments financiers qui sont évalués à leur juste valeur dans le bilan ou dont la juste valeur est déterminée selon une hiérarchie sur trois niveaux basée sur la priorité donnée aux critères pris en compte pour l'évaluation. La hiérarchie de juste valeur donne la plus haute priorité aux cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques et la priorité la plus faible aux techniques d'évaluation basées sur des données non observables. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché sur lequel les transactions pour l'actif ou le passif sont réalisées avec un volume suffisant et à une fréquence suffisante pour fournir de façon continue des informations fiables sur les évaluations. La hiérarchie de juste valeur est constituée de trois niveaux, selon que les justes valeurs sont déterminées sur la base des cours du marché sur un marché actif (niveau 1), à l'aide de techniques d'évaluation reposant sur des paramètres observables (niveau 2) ou à l'aide des techniques d'évaluation qui incluent des paramètres non observables et qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur de l'instrument (niveau 3).

Les actifs financiers de niveau 3 incluent par exemple des titres de créance illiquides, des instruments dérivés complexes, certains prêts complexes (pour lesquels les informations actuelles du marché sur des actifs similaires pouvant être utilisés comme données observables et corroborées pour tous les paramètres significatifs dans un modèle d'évaluation ne sont pas disponibles) et les titres adossés à des actifs pour lesquels il n'y a pas de marché actif et une grande dispersion dans les cours du marché.

Les paramètres observables reflètent les données du marché obtenues de sources indépendantes. Les données non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses de la Banque concernant des facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif, hypothèses élaborées sur la base des meilleures informations disponibles sur le marché. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains écarts de crédit. Les transferts dans et depuis des niveaux de hiérarchie de juste valeur sont réalisés chaque trimestre.

Niveau 1 – Cotations officielles (non ajustées) sur des marchés actifs

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée directement en référence aux cotations officielles (non ajustées) sur un marché actif auquel ING Bank a accès. Un instrument financier est considéré comme étant coté sur un marché actif, si les cours sont disponibles sans délai de manière régulière auprès d'un

cambiste, d'une société de bourse, d'un courtier ou de marchés de gré à gré. Ces cours représentent des opérations de marché actuelles et survenant de façon suffisamment fréquente et importante pour fournir en continu des informations sur les cours. Les transferts du niveau 1 vers le niveau 2 ou le niveau 3 ont lieu lorsqu'ING Bank constate que les marchés ne sont plus actifs et que les cours (non ajustés) ne fournissent donc plus d'informations fiables sur les cotations.

Niveau 2 – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est basée sur des données observables du marché autres que les cotations officielles (non ajustées). La juste valeur des instruments financiers dans cette catégorie peut être déterminée en se référant aux cours du marché d'instruments similaires sur des marchés actifs, pour lesquels les prix sont toutefois modifiés sur la base d'autres données externes observables sur le marché, ou en se référant aux cours d'instruments identiques ou similaires sur les marchés qui ne sont pas actifs. Ces cours peuvent être obtenus auprès de services d'évaluation tiers. ING analyse la façon dont les prix sont dérivés des données et détermine si les prix sont des prix négociables liquides ou des prix consensuels, basés sur un modèle et utilisant diverses données d'entrée.

Pour les instruments financiers qui ne disposent pas d'un prix de référence, la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (par exemple un modèle), dans laquelle les paramètres du modèle proviennent d'un marché actif ou sont observables, comme des taux d'intérêt et des courbes de rendement observables à intervalles réguliers, des volatilités implicites et des écarts de crédit.

Si certains intrants du modèle ne sont pas observables sur le marché, l'instrument est tout de même classé dans cette catégorie, à condition que l'impact de ces éléments sur l'évaluation globale ne soit pas significatif. La notion d'évaluation significative est particulièrement importante pour faire la distinction entre les actifs et passifs de niveau 2 et niveau 3. ING Bank a choisi d'harmoniser la définition de l'évaluation significative avec l'intervalle de confiance de 90 % que l'on trouve dans la définition de la valeur prudente de l'EBA. Les paramètres non observables sont baissés et relevés de façon à atteindre cet intervalle de confiance de 90 %. Le même intervalle de confiance de 90 % est appliqué à l'incertitude du modèle. Si le changement opéré aussi bien au niveau de la valeur de l'actif, suite à la modification des paramètres non observables, que de l'incertitude du modèle excède le seuil, l'actif est classé au niveau 3. Un changement de valeur n'atteignant pas le seuil se traduit par une classification en niveau 2.

Les techniques d'évaluation utilisées pour les actifs et passifs de niveau 2 vont de l'actualisation des flux de trésorerie aux divers modèles d'évaluation répondant aux normes de la profession, telles que le modèle basé sur les valorisations des options et la méthode de simulation de Monte Carlo, et prenant en compte les facteurs de fixation de prix pertinents, tels que le prix du marché des instruments de référence sous-jacents, les paramètres de marché (volatilités, corrélations, notations) et le comportement des clients.

Niveau 3 – Technique d'évaluation s'appuyant sur des données non observables

Cette catégorie inclut des instruments financiers dont la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'évaluation (modèle), pour laquelle un niveau plus qu'insignifiant de l'intrant n'est pas observable sur le marché, en termes d'évaluation globale. Cette catégorie inclut aussi des actifs et passifs financiers dont la juste valeur est déterminée par référence à des cours du marché, mais pour lesquels le marché est considéré comme inactif. Un instrument dans sa globalité est classé dans le niveau 3, si une part significative de la juste valeur de l'instrument est obtenue à partir de données non observables. Dans ce contexte, le terme "non observable" signifie qu'il n'y a que peu, ou pas du tout, d'informations actuelles disponibles sur le marché, qui permettraient de déterminer le prix auquel un acquéreur indépendant, informé achèterait l'actif ou le passif.

Instruments financiers comptabilisés à leur juste valeur

Les justes valeurs des instruments financiers ont été déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés à leur juste valeur)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Actifs financiers								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Actifs détenus à des fins de transaction	13 052	20 128	36 617	95 530	494	1 105	50 163	116 763
Dérivés non détenus à des fins de transaction			2 645	2 155	27	30	2 672	2 185
Actifs obligatoirement désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	141	ne s'applique pas	63 601	ne s'applique pas	1 042	ne s'applique pas	64 783	ne s'applique pas
Actifs désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	147	319	1 665	3 558	1 075	365	2 887	4 242
Titres disponibles à la vente	ne s'applique pas	65 310	ne s'applique pas	3 940	ne s'applique pas	480	ne s'applique pas	69 730
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	27 218	ne s'applique pas	1 256	ne s'applique pas	2 749	ne s'applique pas	31 223	ne s'applique pas
	40 558	85 757	105 783	105 183	5 387	1 980	151 728	192 920
Passifs financiers								

Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Passifs détenus à des fins de transaction	5 706	5 770	25 387	66 753	122	1 073	31 215	73 596
Dérivés non détenus à des fins de transaction			2 232	2 278	80	68	2 313	2 346
Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	894	1 186	57 577	9 928	708	101	59 179	11 215
	6 600	6 956	85 196	78 959	910	1 242	92 707	87 157

Par rapport au 31 décembre 2017, les actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur ont baissé principalement en raison du reclassement d'un montant de 34 980 millions d'euros du poste Titres de créance disponibles à la vente vers le poste Titres au coût amorti suite au passage à l'IFRS 9.

En 2018, la hausse enregistrée par les actifs et passifs financiers de Niveau 2 est principalement due à l'augmentation des soldes des opérations de prise en pension.

Aucun transfert important n'a été enregistré entre le Niveau 1 et le Niveau 2.

Les techniques d'évaluation n'ont pas été modifiées en 2018.

Variation des actifs financiers de Niveau 3	Actifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Actifs financiers obligatoirement comptabilisés en FVPL		Actifs financiers désignés en FVPL		Actifs financiers comptabilisés en FVOCI	Titres disponibles à la vente	Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	1 104	1 223	30	62		ne s'applique pas	365	456	480	521	1 980	2 262
Effet des changements de méthode comptable					1 653		-1		3 446		5 097	
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1) (3)	-54	-231	-4	-9	10		-20	4	1		-67	-236
Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global durant la période (2)									-131	-5	-131	-5
Acquisition d'actifs	359	610	2		1 154		731	225	85	62	2 331	897
Cession d'actifs	-120	-326			-1 677			-1	-5	-43	-1 803	-370
Échéance/règlement	-42	-141			-78			-	-882	-24	-1 002	-165
Reclassements									2	7	2	7
Transferts vers le Niveau 3	85	9									85	9
Transferts hors du Niveau 3	-839	-37		-23	-37			-319	-249	-13	-1 125	-392
Différences de change		-2			17				3	-24	20	-26
Changements de composition du groupe et autres changements									-1	-1	-1	-1
Solde de clôture	494	1 105	27	30	1 042	ne s'applique pas	1 075	365	2 749	480	5 387	1 980

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans les revenus des activités de négoce dans le cadre des activités poursuivies et enregistrés dans le poste « Résultat des valorisations et résultat net d'exploitation » du compte de résultat. Le total des montants comprend -5 millions d'euros de gains et pertes latents (Ndt : erreur probable dans la version initiale : il faut lire « gains and losses » et non « gains on losses ») inscrits au compte de résultat.

(2) La Réévaluation inscrite dans Autres éléments du résultat global est comptabilisée dans le poste « Réévaluations latentes sur des titres disponibles à la vente et autres réévaluations ».

(3) Le poste « Réévaluations comptabilisées aux capitaux propres durant l'exercice » a été renommé « Réévaluations inscrites dans Autres éléments du résultat global durant la période ».

En 2018, les actifs financiers transférés hors du Niveau 3 concernent principalement des positions de swaps révisées au Niveau 2 sur la base de la capacité à obtenir une source indépendante de paramètres observables dans le cadre des exigences applicables en matière de cotation des swaps.

En 2017, des actifs financiers ont été transférés hors du Niveau 3, car l'évaluation n'avait pas été significativement impactée par des paramètres non observables.

Variations des passifs financiers de Niveau 3	Passifs détenus à des fins de transaction		Dérivés non détenus à des fins de transaction		Passifs financiers désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Solde d'ouverture	1 073	1 378	68	24	101	123	1 242	1 525
Effet des changements de méthode comptable			4		0		4	
Gain/perte réalisé comptabilisé au compte de résultat pendant la période (1)	-67	-105	8	44	1	-6	-58	-67
Émission de dettes	42	485			545	14	587	500
Remboursement anticipé de dettes	-87	-399			-20	-21	-106	-421

Échéance/règlement	-37	-187			-11		-49	-187
Transferts vers le Niveau 3	39	16			92		131	16
Transferts hors du Niveau 3	-844	-111				-9	-844	-120
Écarts de change		-4			-0			-4
Changements de composition du groupe et autres changements	2						2	
Solde de clôture	122	1 073	80	68	708	101	910	1 242

(1) Les gains/pertes nets ont été pris en compte dans les revenus des activités de négoce dans le cadre des activités poursuivies et enregistrés dans le poste « Résultat des valorisations et résultat net d'exploitation » du compte de résultat. Le total des montants comprend -58 millions d'euros de gains et pertes latents inscrits au compte de résultat.

En 2018, les passifs financiers transférés hors du Niveau 3 concernent principalement des positions de swaps révisées au Niveau 2 sur la base de la capacité à obtenir une source indépendante de paramètres observables dans le cadre des exigences applicables en matière de cotation des swaps.

En 2017 et 2018, des passifs financiers ont été transférés hors du Niveau 3, principalement car l'évaluation n'avait pas été significativement impactée par des paramètres non observables.

Comptabilisation des gains et pertes latents dans le Niveau 3

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes latents durant l'exercice, qui concernent les actifs et passifs de Niveau 3, sont inclus dans le poste « Résultat des valorisations et résultat net d'exploitation » du compte de résultat.

Les gains et pertes latents relatifs aux Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (2018) et aux Titres disponibles à la vente (2017) comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont respectivement enregistrés dans le poste Réserve de réévaluation - Titres de participation comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (2018) et dans Réserve disponible à la vente et autre (2017).

Actifs et passifs financiers de Niveau 3

Les actifs financiers évalués à leur juste valeur dans le bilan clos au 31 décembre 2018 pour un montant de 152 milliards d'euros incluent un montant de 5,4 milliards d'euros (3,6 %) classé au Niveau 3 (contre 2,0 milliards d'euros, soit 1,0 % au 31 décembre 2017). Les changements survenus au Niveau 3 entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 sont présentés ci-dessus dans le tableau « Variation des actifs financiers de Niveau 3 ».

Les passifs financiers évalués à leur juste valeur dans le bilan clos au 31 décembre 2018 pour un montant de 93 milliards d'euros incluent un montant de 0,9 milliard d'euros (1,0 %) classé au Niveau 3 (contre 1,2 milliard d'euros, soit 1,4 % au 31 décembre 2017). Les changements survenus au Niveau 3 entre le 31 décembre 2017 et le 31 décembre 2018 sont présentés ci-dessus dans le tableau « Variations des passifs financiers de Niveau 3 ».

Les actifs et passifs financiers de Niveau 3 incluent aussi bien des actifs et des passifs dont la juste valeur a été déterminée (i) au moyen de techniques d'évaluation prenant en compte aussi bien des paramètres non observables que (ii) des cours du marché, mais qui ont été ajustés pour refléter le fait que le marché n'était pas actif à la date de clôture du bilan ou autour de cette date. Les paramètres non observables sont des paramètres basés sur les propres hypothèses d'ING concernant les facteurs que les intervenants sur le marché utiliseraient pour l'évaluation d'un actif ou d'un passif ; hypothèses développées sur la base des meilleures informations disponibles au vu des circonstances. Les paramètres non observables peuvent inclure la volatilité, la corrélation, les écarts des taux d'actualisation, les taux de défaillance et les taux de recouvrement, les taux de remboursement anticipé et certains spreads de crédit. Les techniques d'évaluation basées sur des paramètres non observables sont sensibles aux paramètres utilisés.

Sur le montant total des actifs financiers classés au Niveau 3 au 31 décembre 2018, à savoir 5,4 milliards d'euros (contre 2,0 milliards d'euros au 31 décembre 2017), un montant de 3,4 milliards d'euros (63,2 %) (contre 1,0 milliard d'euros au 31 décembre 2017, soit 51,0 %) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les actifs financiers de Niveau 3 incluent environ 1,1 milliard d'euros (contre 0,4 milliard d'euros au 31 décembre 2017) d'actifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. De telles structures incluent divers actifs et passifs financiers dont la sensibilité globale au risque de marché est insignifiante. Alors que la juste valeur des différents composants de ces structures peut être déterminée au moyen de diverses techniques et que la juste valeur de chacun des composants desdites structures peut être sensible aux intrants non observables, la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,8 milliard d'euros, contre 0,6 milliard d'euros au 31 décembre 2017) classé dans les actifs financiers de Niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Sur le montant total des passifs financiers classés au Niveau 3 au 31 décembre 2018, à savoir 0,9 milliard d'euros (contre 1,2 milliard d'euros au 31 décembre 2017), un montant de 0,7 milliard d'euros (82,0 %) (contre 0,8 milliard d'euros, soit 66,0 % au 31 décembre 2017) est basé sur des cotations officielles non ajustées sur des marchés inactifs. Étant donné

qu'ING n'ajuste généralement pas les cours du marché en utilisant ses propres intrants, on ne note aucune sensibilité significative aux propres paramètres non observables d'ING.

De plus, les passifs financiers de Niveau 3 incluent environ 0,1 milliard d'euros (contre 0,1 milliard d'euros au 31 décembre 2017) de passifs financiers faisant partie de structures qui sont destinées à être totalement neutres en termes de risque de marché. Comme exposé ci-dessus, la juste valeur de chacun des composants de ces structures peut être sensible aux intrants non observables, mais la sensibilité globale est insignifiante par nature.

Le restant de la juste valeur (à savoir 0,1 milliard d'euros, contre 0,3 milliard d'euros au 31 décembre 2017) classé dans les passifs financiers de Niveau 3 est déterminé au moyen de techniques d'évaluation qui tiennent compte de certains paramètres non observables.

Le tableau ci-dessous présente, par type, un récapitulatif des techniques d'évaluation, des principaux paramètres non observables et des limites inférieures et supérieures desdits paramètres pour les actifs/passifs de Niveau 3. Les limites inférieures et supérieures mentionnées dans l'aperçu représentent la variance la plus faible et la plus élevée de chaque paramètre d'évaluation tel qu'utilisé dans l'évaluation des différents instruments financiers. Les montants et pourcentages indiqués ne sont pas pondérés. La fourchette peut évoluer d'une période à l'autre en fonction des variations du marché et des changements du Niveau 3. Les limites inférieures et supérieures reflètent la variabilité des positions du Niveau 3 et de leurs paramètres d'évaluation sous-jacents dans le portefeuille, mais ne reflètent pas correctement le degré d'incertitude de leur évaluation. Concernant l'estimation de l'incertitude d'évaluation, se référer au chapitre « Analyse de sensibilité des paramètres non observables (Niveau 3) ».

Techniques d'évaluation et limites inférieures et supérieures des paramètres non observables (Niveau 3)	Actif		Passif		Techniques d'évaluation	Paramètres non observables significatifs	Limite inférieure		Limite supérieure	
	2018	2017	2018	2017			2018	2017	2018	2017
A la juste valeur par le biais du compte de résultat										
Titres de créance	807	386	3		Prix basés sur le cours Valeur d'actif net Techniques d'évaluation actuelles	Prix (%) prix (%) Spread de crédit (pb)	0 % 0 % 131	0 % 0 % ne s'applique pas	105 % 0 % 131	161 % 0 % ne s'applique pas
Titres de participation	162	4		1	Modèle basé sur les coûts des crédits	Spread de crédit (pb)	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Prêts et avances	1 047	20	15		Prix basés sur le cours Techniques d'évaluation actuelles	Prix Prix (%) Prix (%)	- 1 % 100 %	1 0 % ne s'applique pas	5 475 102 % 100 %	54 101 % ne s'applique pas
Opérations de prise en pension de titres	481		424		Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	19	ne s'applique pas	550	ne s'applique pas
Obligations structurées			284	101	Prix basés sur le cours Valeur d'actif net	Prix (%) Prix (%)	3 % 77 %	ne s'applique pas 52 %	4 % 108 %	ne s'applique pas 116 %
					Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%) Corrélation actions/actions Corrélation actions/devises Dividendes (%) Volatilité des taux d'intérêt (points de base) Corrélation IR/IR	ne s'applique pas 13 % 0,6 -0,7 1 % 49 0,8	ne s'applique pas 14 % 0,5 0,2 2 % pas ne s'applique pas	ne s'applique pas 34 % 0,9 0,5 5 % 86 0,8	ne s'applique pas 23 % 0,7 0,4 6 % ne s'applique pas ne s'applique pas
Dérivés					Techniques d'évaluation actuelles	Corrélation implicite	0,7	0,7	0,7	0,7
Taux	57	490	39	485	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des taux d'intérêt (points de base) Corrélation des taux d'intérêt Corrélation IR/INF	23 0,8 ne s'applique pas	23 ne s'applique pas ne s'applique pas	300 0,8 ne s'applique pas	300 ne s'applique pas ne s'applique pas
					Techniques d'évaluation actuelles	Spread actualisé (%) Taux de remboursement anticipé (%) Taux d'inflation (%) Spread de crédit (pb)	2 % ne s'applique pas ne s'applique pas 46	2 % 5 % 4 % ne s'applique pas	2 % ne s'applique pas ne s'applique pas 46	2 % 10 % 4 % ne s'applique pas
Taux de change		477		479	Techniques d'évaluation actuelles	Taux d'inflation (%)	ne s'applique pas	4 %	ne s'applique pas	4 %
Crédits	67	10	86	48	Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb) Corrélation	8 0,7	2 0,7	364 0,7	424 1,0

					implicite Taux d'accroissement (%)	12 %	12 %	12 %	12 %
				Prix basés sur le cours	Prix (%)	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Capitaux propres	68	107	54	128	Modèle basé sur les coûts des options	Volatilité des actions (%)	4 %	5 %	94 %
						Corrélation actions/actions	0,2	0,1	0,9
						Corrélation actions/devises	-0,8	-0,9	0,5
Autres	2	5	5		Modèle basé sur les coûts des options	Dividendes (%)	0 %	0 %	13 %
						Volatilité des matières premières (MP) (%)	12 %	9 %	79 %
						Corrélation MP/MP	0,3	0,3	0,9
						Corrélation MP/Devises	-0,5	-0,6	-0,5
Disponible à la vente Dette	ne s'appli ue pas	14			Prix basés sur le cours	Prix (%)	ne s'applique pas	69 %	ne s'applique pas
					Techniques d'évaluation actuelles	Spread de crédit (pb)	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
						Durée de vie moyenne pondérée (en années)	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
Capitaux propres	ne s'appli ue pas	467			Flux de trésorerie actualisés	Comptes annuels	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
					Méthode du multiplicateur	Facteurs du marché observables	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
					Transactions comparables		ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas
A la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Dette					Prix basés sur le cours	Prix (%)	ne s'applique pas		ne s'applique pas
Prêts et avances	2 379				Techniques d'évaluation actuelles	Taux de remboursement anticipé	6 %		6 %
Capitaux propres	317				Techniques d'évaluation actuelles	Spreads de crédit (%)	322		322
						Taux d'inflation (%)	3 %		3 %
						Autres	63		80
Total	5 387	1 980	910	1 242					

Titres de participation non cotés

Les titres de participation de Niveau 3 incluent principalement des investissements corporate, des placements dans des fonds et d'autres titres de participation qui ne sont pas négociés sur des marchés actifs. En l'absence d'un marché actif, les justes valeurs sont estimées sur la base de l'analyse de rapports de gérants de fonds, de positions financières d'entreprises, de perspectives futures et d'autres facteurs, tout en tenant compte des évaluations concernant des positions similaires ou en faisant référence au coût d'acquisition. Les meilleures pratiques du marché seront appliquées pour les titres de participation en utilisant la méthode d'évaluation la plus pertinente.

Tous les titres de participation non cotés, y compris les investissements dans des fonds de placements privés, sont soumis à un cadre de révision standard garantissant que les valorisations sont le reflet des justes valeurs.

Prix

Lorsque les cours du marché ne sont pas disponibles pour certains titres, la juste valeur est évaluée par comparaison à des données observables relatives à des instruments similaires. Les cotations de 0 % sont décotées au point qu'aucune reprise n'est attendue, alors que des cotations nettement supérieures à 100 % ou au pair sont réputées générer un bon rendement.

Spreads de crédit

Le spread de crédit désigne la prime de risque, supérieure à un taux d'intérêt de référence, en général un taux LIBOR ou un instrument de trésorerie pertinent, requis du participant au marché pour accepter une qualité de crédit inférieure. Des spreads de crédit plus élevés sont le signe d'une qualité de crédit inférieure et d'une dépréciation d'un actif.

Volatilité

La volatilité mesure la variation du cours d'un instrument financier ou tout autre paramètre d'évaluation au fil du temps. La volatilité est l'un des paramètres clés des modèles basés sur les coûts des options. En règle générale, plus la volatilité est élevée, plus la valeur de l'option est élevée. La volatilité varie en fonction de l'instrument sous-jacent (titres, matières premières, devises et taux d'intérêts), en fonction du prix d'exercice et de la maturité de l'option. Le niveau de volatilité minimum atteint 0 % et il n'y a pas de plafond théorique.

Corrélation

La corrélation est une mesure de dépendance entre deux références sous-jacentes qui est pertinente pour valoriser les dérivés et autres instruments qui disposent de plus d'une référence sous-jacente. A titre d'exemple, la corrélation entre des positions sous-jacentes en actions peut être un paramètre intrant utile dans le cadre du modèle basé sur les coûts des options sur panier d'actions. Une corrélation fortement positive (proche de 1) est le reflet d'un rapport positif fort (statistique) entre les sous-jacents, qui suppose qu'ils évoluent généralement dans la même direction. Une corrélation fortement négative, quant à elle, suppose que les sous-jacents évoluent dans des directions opposées.

Taux d'intérêt

Parmi les exemples de paramètres non observables liés aux taux d'intérêt, on peut citer les taux de paiement anticipé, les dates de refixation des taux d'intérêt et les taux d'inflation.

Le taux de remboursement anticipé et le spread actualisé sont des intrants clés pour l'évaluation des swaps de remboursement anticipé de crédits hypothécaires. Le taux de remboursement anticipé est le taux auquel on estime que les emprunteurs hypothécaires rembourseront par anticipation leurs prêts hypothécaires, c.-à-d. 5 % par an. Le spread actualisé est le spread futur auquel les prêts hypothécaires seront réévalués aux dates de refixation des taux d'intérêt.

Le taux d'inflation est un intrant clé pour les instruments indexés sur l'inflation. Les instruments indexés sur l'inflation protègent contre la hausse des prix et sont désignés et indexés sur des unités d'investissement. Les charges d'intérêts doivent être basées sur l'indice d'inflation et le taux nominal afin de percevoir/verser le taux de rendement effectif. Une augmentation des paiements nominaux de coupons résulte d'une révision à la hausse des prévisions inflationnistes, des taux effectifs ou des deux. Comme les marchés sont illiquides pour ces dérivés indexés sur l'inflation, les paramètres d'évaluation deviennent non observables.

Dividendes

Les dividendes sont un paramètre important dans les modèles d'évaluation des options sur panier d'actions qui montrent le montant des dividendes qu'une société doit verser chaque année en fonction du prix de ses actions. Les dividendes sont généralement exprimés sous forme d'un pourcentage annualisé du prix des actions.

Analyse de sensibilité des paramètres non observables (Niveau 3)

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier est déterminée à l'aide de paramètres non observables qui ont un impact plus qu'insignifiant sur la juste valeur des instruments, la valeur effective desdits paramètres à la date de clôture du bilan peut être déduite d'une série d'alternatives raisonnablement possibles. Conformément aux pratiques du marché, les limites supérieures et inférieures de la fourchette des autres intrants possibles correspondent à un niveau de confiance de 90 % en termes d'évaluation. Les niveaux réels choisis pour les paramètres non observables lors de la préparation des comptes annuels sont en cohérence avec la méthodologie de valorisation utilisée pour les instruments financiers évalués à leur juste valeur.

Si ING avait utilisé les intrants des limites supérieure et inférieure de la fourchette des autres intrants raisonnablement envisageables pour évaluer ces instruments au 31 décembre 2018, l'impact aurait été plus important ou plus faible, tel que décrit ci-dessous. Cette information a pour but de présenter l'impact qu'un changement des paramètres non observables peut potentiellement avoir en matière de juste valeur des instruments financiers, lorsque les paramètres non observables sont importants pour l'évaluation.

Comme ING a choisi d'appliquer un niveau de confiance de 90 % pour l'évaluation en vertu des normes IFRS des instruments financiers à leur juste valeur, l'incertitude d'évaluation à la baisse est devenue négligeable, alors que l'incertitude d'évaluations potentiellement à la hausse, qui reflète un gain potentiel, a augmenté.

En pratique, l'incertitude d'évaluation est mesurée et gérée en fonction de l'exposition aux paramètres d'évaluation individuels (à savoir les facteurs de risques) au niveau du portefeuille parmi les différentes catégories de produits. Lorsque les données portent sur des intrants individuels de Niveau 3, les ajustements de valeur effectifs peuvent aussi être le reflet de gains tirés des compensations de portefeuille.

En raison de l'approche choisie, l'incertitude d'évaluation est ventilée par catégorie de risque plutôt que par produit, dans le tableau ci-dessous.

En pratique, certains paramètres d'évaluation sont interdépendants et il est peu probable que tous les paramètres non observables se trouvent simultanément aux limites de leurs fourchettes respectives des alternatives raisonnablement possibles. On peut donc considérer que les estimations présentées dans le tableau ci-dessous font état d'une incertitude plus importante de la juste valeur que la position réelle à la fin de l'exercice, dans l'hypothèse de circonstances/conditions de marché normales.

De plus, ces informations ne cherchent pas à indiquer ou prédire les futures variations des justes valeurs. Les nombres indiqués séparément donnent des informations limitées ; en effet, dans la plupart des cas, ces actifs et passifs de Niveau 3 devraient être considérés conjointement à d'autres instruments (tels qu'une couverture) classés au Niveau 2.

Analyse de sensibilité des instruments de Niveau 3	Variations positives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles		Variations négatives de la juste valeur liées à l'utilisation d'alternatives raisonnablement possibles	
	2018	2017	2018	2017
Juste valeur par le biais du compte de résultat				
Capitaux propres (dérivés d'actions, obligations structurées)	60	36	4	
Taux d'intérêt (dérivés de taux, dérivés de change)	43	56		
Crédits (titres de créance, emprunts, obligations structurées, dérivés de crédit)	39	27		
Disponibles à la vente				
Capitaux propres	ne s'applique pas	9	ne s'applique pas	14
Dette	ne s'applique pas	1	ne s'applique pas	
Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Dette				
Prêts et avances	12			
Capitaux propres	5		10	
	159	129	14	14

Autres instruments financiers

Les justes valeurs des instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur coût amorti, mais pour lesquels les justes valeurs sont indiquées, sont déterminées comme suit :

Méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs des actifs et passifs financiers (comptabilisés au coût amorti)	Niveau 1		Niveau 2		Niveau 3		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018 (2)	2017
Actifs financiers								
Prêts et avances aux banques (1)	445	569	7 152	9 855	20 742	16 576	28 339	27 000
Titres détenus jusqu'à échéance	ne s'applique pas	7 884	ne s'applique pas	1 409	ne s'applique pas	85	ne s'applique pas	9 378
Prêts et avances aux clients (1) (3)	138		14 745	19 955	567 045	543 619	581 928	563 574
Titres au coût amorti	43 550	ne s'applique pas	3 024	ne s'applique pas	1 242	ne s'applique pas	47 815	ne s'applique pas
	44 132	8 453	24 921	31 219	589 029	560 280	658 082	599 952
Passifs financiers								
Montants dus aux banques (1)	128	29	24 433	25 276	7 314	7 642	31 875	32 947
Dépôts clients (1)	6 695	8 875	50 922	41 209	22 172	27 349	79 789	77 433
Titres de créance en cours d'émission	33 419	34 288	49 075	38 650	19 713	17 676	102 207	90 614
Emprunts subordonnés	3 437	7 961	10 435	3 234		5 196	13 872	16 391
	43 678	51 153	134 865	108 369	49 199	57 863	227 743	217 385

(1) Les actifs et passifs financiers qui sont des instruments à vue sont exclus de la hiérarchie de juste valeur, car leur juste valeur est proche de la valeur comptable.

(2) En 2018, la présentation a été modifiée de façon anticipée, en même temps que les autres changements en vertu de l'IFRS 9, et comprend le reclassement d'intérêts courus sur d'autres actifs et d'autres passifs dans le poste correspondant du bilan du contrat hôte.

(3) En 2018, la juste valeur des prêts et avances aux clients au 31/12/2017 est ajustée en fonction du montant des intérêts courus (1 522 millions d'euros). En 2017, la juste valeur des intérêts courus a été enregistrée, séparément des prêts et avances aux clients, dans le poste Autres actifs.

b. – Actifs et passifs non financiers

Les actifs non financiers d'ING Bank comprennent des Participations dans des sociétés liées et des coentreprises, des Biens à usage propre et des Placements immobiliers tels qu'inscrits au bilan, respectivement dans les postes Participations dans des sociétés liées et des coentreprises, Immobilisations corporelles et Autres éléments de l'actif.

Les Participations dans des sociétés liées et des coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence. Pour de plus amples informations, se référer à la Note 8 « Participations dans des sociétés liées et des coentreprises ». Les Autres actifs non financiers (Biens à usage propre et Placements immobiliers) sont comptabilisés à leur juste valeur à la date du bilan.

Au 31 décembre 2018, la juste valeur estimée des Biens à usage propre et des Placements immobiliers s'élevait respectivement à 780 millions d'euros (contre 774 millions d'euros en 2017) et 54 millions d'euros (contre 65 millions d'euros en 2017) et était classée au Niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur sur la base de méthodes appliquées pour la détermination des justes valeurs.

Les montants inscrits au compte de résultat relatifs aux gains et pertes latents durant l'exercice, qui concernent les actifs non financiers de Niveau 3, sont inclus dans le compte de résultat comme suit :

- les dépréciations sur les Biens à usage propre sont incluses dans Autres charges d'exploitation - Dépréciations et reprises d'immobilisations corporelles et incorporelles ; et
- les variations de juste valeur des Placements immobiliers sont incluses dans les Revenus de placement.

Les gains et pertes non réalisés sur les Biens à usage propre sont également inclus dans le poste Réserve de réévaluation - Réserve de biens à usage propre.

Pour les montants inscrits au compte de résultat et les autres variations des actifs non financiers durant l'exercice sous revue, se référer à la Note 9 « Immobilisations corporelles » et à la Note 11 « Autres éléments de l'actif ».

Au 31 décembre 2018, ING Bank ne dispose d'aucun passif non financier comptabilisé à sa juste valeur (de même qu'en 2017).

37. – Dérivés et comptabilité de couverture**Utilisation des dérivés**

ING Bank se sert de dérivés à des fins de couverture économique pour gérer ses portefeuilles d'actifs et de passifs et ses positions de risque structurel, comme décrit à la Note 50 « Gestion des risques - Risque de crédit et risque de marché ». Les activités de couverture d'ING Bank visent principalement à gérer les risques résultant de déséquilibres structurels en termes de durée et d'autres profils de ses actifs et passifs. L'objectif de la couverture économique est de prendre des positions selon un profil de risque opposé à une exposition identifiée au risque, dans le but de réduire cette exposition. Les principaux risques couverts sont le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change. Ces risques sont surtout couverts par des swaps de taux d'intérêt, des swaps sur devises croisés et des contrats à terme/swaps de change.

ING Bank utilise des dérivés de crédit pour gérer son exposition économique au risque de crédit (tels que des swaps sur rendement total et des swaps sur défaut de crédit), pour vendre ou acquérir une protection pour ses expositions au risque de crédit dans les portefeuilles de prêts, de titres et de négoce. La comptabilité de couverture n'est pas appliquée à ces dérivés de crédit.

Comptabilité de couverture

Les dérivés qui sont qualifiés de couverture en vertu des IFRS sont classés et comptabilisés en fonction de la nature de l'instrument couvert et du type de modèle de couverture IFRS applicable. Les trois modèles applicables en vertu des IFRS sont : la comptabilité de couverture à la juste valeur, la comptabilité de couverture des flux de trésorerie et la comptabilité de couverture des investissements nets dans une opération à l'étranger. Les modalités et la portée d'application de ces modèles sont décrites dans les chapitres correspondants ci-après. Les principes comptables détaillés de la société pour ces trois modèles de couverture sont présentés à la Note 1 « Principes comptables » dans le chapitre IFRS 9 « Instruments financiers » - « Principes comptables appliqués à compter du 1^{er} janvier 2018 ».

Comptabilité de couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur d'ING Bank consistent principalement en des swaps de taux d'intérêt qui sont utilisés pour une protection contre les variations de juste valeur d'instruments à taux fixe dues aux mouvements des taux d'intérêt sur le marché. L'approche d'ING Bank en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt, est décrite à la Note 50 « Gestion du risque - Risque de marché ». L'exposition d'ING Bank au risque de taux d'intérêt est présentée dans le paragraphe « Risque de taux d'intérêt dans les portefeuilles bancaires ».

En utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux variations des taux d'intérêt, ING Bank s'expose aussi elle-même au risque de crédit de la contrepartie aux dérivés, qui ne sont pas compensés par l'élément

couvert. ING Bank réduit le risque de crédit de la contrepartie des instruments dérivés en compensant la plupart des dérivés par des Contreparties centrales de compensation. De plus, ING Bank ne conclut des transactions qu'avec des contreparties de premier rang et exige la constitution de garanties.

ING Bank applique une comptabilité de micro-couverture de juste valeur, selon laquelle un élément couvert est couvert par un ou plusieurs instruments de couverture, et de macro-couverture de juste valeur, selon laquelle un portefeuille d'éléments est couvert par plusieurs instruments de couverture. Pour ces macro-couvertures du risque de taux d'intérêt, ING applique la macro-couverture dite « carve-out » autorisée par l'UE. La macro-couverture ou « carve-out » de l'UE implique qu'un groupe de produits dérivés (ou une partie de ces produits) soit examiné dans leur ensemble et soit qualifié conjointement d'instruments de couverture et élimine certaines restrictions de la comptabilité de couverture à la juste valeur concernant notamment les dépôts de base (core deposits) et les stratégies de couverture faible. Dans les opérations de banque de détail, l'exposition aux financements de détail (comptes d'épargne et comptes courants) et les prêts aux particuliers (hypothèques) est initialement compensée. L'exposition restante est couverte par un portefeuille « carve-out », dans lequel une part du portefeuille de prêts au détail et de dépôts de base est désignée comme un élément couvert à des fins de comptabilité de couverture.

Pour les couvertures de portefeuille, la juste valeur est projetée en fonction des conditions contractuelles et d'autres variables, dont les remboursements par anticipation attendus. Ces projections de la juste valeur des portefeuilles servent de fondement à la détermination du montant notionnel soumis au risque de taux d'intérêt qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de juste valeur.

La comptabilité de micro-couverture de juste valeur est principalement appliquée aux titres de créance émis et aux titres de créance achetés à des fins de couverture du risque de taux d'intérêt.

Avant qu'ING Bank n'applique la comptabilité de couverture de juste valeur, elle détermine s'il existe une relation économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING Group évalue si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement liées. ING Bank détermine si la juste valeur de l'élément couvert et l'instrument de couverture répondent de façon similaire à des risques similaires. De plus, ING s'appuie principalement sur des analyses de régression pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Pour la macro-couverture du portefeuille d'hypothèques, ING Bank applique une stratégie de couverture dynamique. Cela signifie que la relation de couverture est renouvelée mensuellement, sur la base de la nouvelle projection du portefeuille. Du point de vue opérationnel, la relation de couverture existante est ajustée sur la base de la nouvelle projection du portefeuille et des instruments de couverture supplémentaires sont ajoutés à la relation de couverture.

Dans une relation de comptabilité de couverture de juste valeur, ING Bank utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés désignés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur	Actifs	Passifs
Au 31 décembre 2018		
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt		
Swaps de taux d'intérêt	8 584	11 279
Autres dérivés de taux d'intérêt	78	63

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits dans le poste du bilan « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 638 millions d'euros (contre 671 millions d'euros en 2017) et « Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 1 029 millions d'euros (contre 1 084 millions d'euros en 2017). Les dérivés restants sont compensés par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de juste valeur est de 1,14 % pour l'euro et de 3,38 % pour le dollar américain.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de juste valeur, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Échéance des dérivés désignés comme couverture de juste valeur Au 31 décembre 2018	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
Swaps de taux d'intérêt	560	-14	-7 819	7 277	514	5 097	11 082	-11 067	5 630
Autres dérivés de taux d'intérêt	-11	-53	-101	-55	-228	-325	-325	504	-593

Les gains et pertes sur dérivés dans le cadre de la comptabilité de couverture de juste valeur sont inscrits au compte de résultat. La partie efficace de la variation de juste valeur de l'élément couvert est également passée au compte de résultat. Par conséquent, seule la partie inefficace nette impacte le résultat net.

Couverture de juste valeur - impact sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global							
	Valeur comptable de l'élément couvert		Montant cumulé de l'ajustement de couverture de juste valeur sur l'élément couvert inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Variation de juste valeur utilisée pour déterminer l'inefficacité durant l'exercice	Variation de juste valeur des instruments de couverture	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
	Actif	Passif	Actif	Passif			
Au 31 décembre 2018							
Risque de taux d'intérêt							
Montants dus par les banques	18 471		ne s'applique pas		-1		
Titres de créance comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					1		
Prêts comptabilisés en FVOCI	480		ne s'applique pas				
Prêts et avances aux clients	49 258		2 817		-204		
Titres de créance au coût amorti	16 843		687		-91		
Titres de créance en cours d'émission		40 154		1 500	247		
Emprunts subordonnés		11 648		47	56		
Montants dus aux banques		17 717		55	-52		
Dépôts clients et autres fonds en dépôt		18 505		278	-11		
Couvertures abandonnées			272	-35			
Total	85 052	88 024	3 776	1 844	-54	62	7
Au 31 décembre 2017					-824	729	-95

Les principales causes d'inefficacité sont les suivantes :

- des différences au niveau des échéances de ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture ;
- différentes courbes de taux d'intérêt appliquées pour actualiser le ou les éléments couverts et le ou les instruments de couverture
- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture.

De plus, s'agissant des (macro)couvertures de juste valeur du portefeuille de prêts hypothécaires à taux fixe d'ING Group, l'inefficacité s'explique aussi par la disparité entre les paiements anticipés escomptés et réels (risque de remboursement anticipé).

Aucune autre source d'inefficacité n'a été constatée dans ces relations de couverture.

Comptabilité de couverture de flux de trésorerie

Les couvertures de flux de trésorerie d'ING Bank sont principalement constituées de swaps de taux d'intérêt et de swaps sur devises croisées qui sont utilisés pour couvrir la Banque contre son exposition à la variabilité des flux de trésorerie provenant des actifs et passifs non détenus à des fins de transaction qui sont productifs d'intérêts à taux variables ou qui doivent être amortis ou réinvestis à l'avenir. Pour chaque portefeuille d'actifs et passifs financiers, des projections sont réalisées pour les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs (représentant à la fois les flux du principal et les flux d'intérêts) en se basant sur les termes du contrat et d'autres variables tels que les estimations des remboursements anticipés. Ces flux de trésorerie prévus servent de fondement à la détermination du montant notionnel sujet au risque de taux d'intérêt ou au risque de taux de change qui est désigné en vertu de la comptabilité de couverture de flux.

L'approche d'ING Bank en matière de gestion du risque de marché, y compris le risque de taux d'intérêt et le risque de taux de change, est décrite à la Note 50 « Gestion du risque - Risque crédit et risque de marché ».

ING Bank détermine le montant des expositions s'appliquant à la comptabilité de couverture en évaluant l'impact potentiel des variations de taux d'intérêt et des taux de change sur les flux de trésorerie futurs liés à ses actifs et passifs à taux variable. Cette évaluation est réalisée à l'aide de techniques analytiques.

Comme précisé ci-dessus pour les couvertures de juste valeur, en utilisant des instruments financiers dérivés pour couvrir les expositions aux variations des taux d'intérêt et des taux de change, ING Bank s'expose aussi elle-même au risque de crédit de la contrepartie aux dérivés, qui ne sont pas compensés par les éléments couverts. Cette exposition est gérée de manière similaire à celle des couvertures de juste valeur.

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture de flux sont enregistrés dans Autres éléments du résultat global. Les flux d'intérêt sur ces dérivés sont passés au compte de résultat dans le poste « Intérêts nets créditeurs » en tenant compte à cet égard de la façon dont les flux de trésorerie

prévisionnels affectent le bénéfice net. Les gains et pertes sur les parties inefficaces de tels dérivés sont immédiatement inscrits au compte de résultat dans « Résultat des valorisations et résultat net d'exploitation ».

ING Bank détermine s'il existe une relation économique entre les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture, en se basant sur une évaluation des caractéristiques quantitatives de ces éléments et du risque couvert qui s'appuie sur une analyse quantitative. Lors de l'évaluation de l'existence d'une relation économique, ING Bank détermine si les conditions critiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture sont étroitement liées. ING Bank évalue si les flux de trésorerie de l'élément couvert et l'instrument de couverture réagissent de façon similaire au risque couvert, comme le taux d'intérêt de référence des devises étrangères. De plus (pour les relations de macro-couverture de change), ING s'appuie principalement sur une analyse de régression pour déterminer si l'instrument de couverture devrait être ou a été très efficace pour compenser les variations de juste valeur de l'élément couvert.

Dans une relation de comptabilité de couverture de flux, ING Bank utilise les instruments financiers dérivés suivants :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la comptabilité de couverture de flux - Au 31 décembre 2018	Actif	Passif
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt		
Swaps de taux d'intérêt	5 757	3 664
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés		
Dérivés de taux d'intérêt sur devises	204	154

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture de flux sont inscrits dans le poste du bilan « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 1 012 millions d'euros (contre 617 millions d'euros en 2017) et « Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 458 millions d'euros (contre 339 millions d'euros en 2017). Les dérivés restants sont compensés par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour nos principales devises, le taux fixe moyen des swaps de taux d'intérêt utilisés dans la comptabilité de couverture de flux est de 1,21 % pour l'euro, de 2,53 % pour le zloty polonais et de 2,49 % pour le dollar américain. Les taux moyens des swaps de devises croisés, utilisés dans la comptabilité de couverture de flux se montent à 1,14 pour l'euro/dollar américain.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel net des dérivés désignés comme couverture de flux, ventilé en fonction de l'échéance des instruments. Dans le tableau, les montants notionnels nets constituent une combinaison entre swaps de payeur (-) et swaps de récepteur (+).

Échéance des dérivés désignés comme couverture de flux Au 31 décembre 2018	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt									
Swaps de taux d'intérêt	-107	-2 546	-7 107	-5 591	-9 883	-7 928	-8 980	-29 629	-71 771
Instrument de couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change combinés									
Dérivés de taux d'intérêt sur devises	5	48	-601	-4 461	-5 622	-2 647	-793	-239	-14 311

Le tableau suivant présente l'incidence de la comptabilité de couverture de flux de trésorerie sur le compte de résultat et sur le résultat global :

Couverture de flux de trésorerie - Impact sur le compte de résultat et sur les autres éléments du résultat global Au 31 décembre 2018	Variation de valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture de flux de trésorerie à la fin de la période de reporting	Montant reclassé depuis la réserve de couverture de flux de trésorerie vers le compte de résultat	On ne s'attend plus à aucun flux de trésorerie.	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Risque de taux d'intérêt sur						
Les prêts à taux variable	-540	730	280	2		
Les emprunts à taux variable	51	5	-47			
Autres	-72	101	34			
Couvertures abandonnées			-25	-2		
Total risque de taux d'intérêt	-561	836	242	1	231	-18
Risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change sur						
Les prêts à taux variable	53	-60	-377			
Les emprunts à taux variable	-35	47	-1			
Total risque combiné de taux d'intérêt et de taux de change	18	-13	-378	-	347	-1
Total couverture de flux de trésorerie	-543	823	-137	1	578	-19

Les principales sources d'inefficacité pour les couvertures de flux de trésorerie sont les suivantes :

- différences au niveau des échéanciers des flux de trésorerie du ou des éléments couverts et du ou des instruments de couverture ;
- décalages de fréquence de réajustement entre l'élément couvert et l'instrument de couverture.

Couvertures d'investissements nets dans des activités à l'étranger

Un risque de change découle d'un investissement net dans des filiales dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle d'ING Bank. Le risque est lié à la fluctuation des taux de change au comptant entre la monnaie fonctionnelle des filiales et la monnaie fonctionnelle d'ING Bank, ce qui fait varier le montant des investissements nets dans les états financiers consolidés d'ING Group.

Ce risque peut avoir un impact significatif sur les états financiers d'ING Bank. La politique d'ING Bank consiste à couvrir ces risques uniquement lorsqu'un défaut de couverture aurait un impact significatif sur les ratios de capital réglementaires d'ING Group et de ses filiales.

Les couvertures d'investissements nets d'ING Bank concernent principalement les dérivés (dont les swaps et contrats de change à terme sur devises) et les instruments financiers non dérivés tels que les financements libellés en monnaie étrangère. Lorsque l'instrument de couverture est une dette libellée en devises étrangères, ING Bank évalue l'efficacité en comparant les variations antérieures de la valeur comptable de la dette, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant, aux variations antérieures de l'investissement dans une activité à l'étranger, qui sont attribuables à une variation du cours au comptant (la méthode de compensation).

Les gains et pertes réalisés sur les parties efficaces de dérivés désignés sous la comptabilité de couverture des investissements nets sont enregistrés dans les Autres éléments du résultat global. Le solde en capitaux propres est passé au compte de résultat lorsque la filiale étrangère concernée est cédée. Les gains et pertes sur les parties inefficaces sont immédiatement inscrits au compte de résultat.

ING Bank utilise les instruments financiers dérivés suivants pour la couverture d'investissement net :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la couverture d'investissement net	Actif	Passif
Au 31 décembre 2018		
Contrats de change de gré à gré et à terme	41	16

Les dérivés utilisés pour la comptabilité de couverture des investissements nets sont inscrits dans le poste du bilan « Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 41 millions d'euros (contre 29 millions d'euros en 2017) et « Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat - Dérivés non détenus à des fins de transaction » pour 17 millions d'euros (contre 71 millions d'euros en 2017). Les dérivés restants sont compensés par d'autres dérivés et garanties payés ou reçus.

Pour les principales devises, les taux de change moyens utilisés dans la comptabilité de couverture des investissements nets pour 2018 sont de 1,18 €/dollar américain, 4,26 €/zloty polonais, 1,58 €/dollar australien et 38,15 €/baht de Thaïlande.

Le tableau ci-après présente le montant notionnel des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets, ventilé en fonction de l'échéance des instruments.

Échéance des dérivés désignés comme couverture d'investissements nets Au 31 décembre 2018	Moins d'1 mois	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Contrats de change de gré à gré et à terme	-4 085	-1 870		-54					-6 009

L'effet de la couverture d'investissements nets sur le compte de résultat et les autres éléments du résultat global se présente comme suit :

Valeur comptable brute des dérivés utilisés dans le cadre de la couverture d'investissement net	Variation de valeur utilisée pour calculer l'inefficacité de la couverture sur la période	Valeur comptable de la réserve de couverture d'investissements nets à la fin de la période de reporting	Élément couvert affectant le compte de résultat	Variation de valeur de l'instrument de couverture comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Inefficacité de la couverture inscrite au compte de résultat, gain (+) / perte (-)
Au 31 décembre 2018					
Couverture d'investissements nets					
Investissements dans des activités à l'étranger	-71	540		71	2
Couvertures abandonnées		-210			

38. – Actifs par échéance contractuelle

Les montants présentés dans ces tableaux par échéance contractuelle sont ceux figurant au bilan et constituent des flux de trésorerie actualisés. Se référer à la Note 50 « Gestion des risques - Risque de financement et de liquidités ».

Actifs classés par échéance contractuelle	Moins d'1 mois (1)	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
2018							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	49 987						49 987
Prêts et avances aux banques	15 862	3 693	4 830	5 599	437		30 420
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	15 815	6 032	8 123	9 276	10 917		50 163
Dérivés non détenus à des fins de transaction	275	323	173	1 059	841		2 672
Obligatoirement à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	48 240	9 047	5 325	1 238	723	210	64 783
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	265	208	784	635	994		2 887
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global							
Titres de participation						3 228	3 228
Titres de créance	272	234	1 597	13 409	10 103		25 616
Prêts et avances	42	97	254	1 023	962		2 379
Titres au coût amorti	1 126	2 537	2 737	22 169	18 708		47 276
Prêts et avances aux clients	55 778	17 689	39 443	177 387	302 031		592 328
Immobilisations incorporelles			120	481		1 238	1 839
Autres actifs (2)	6 895	165	2 429	598	429	214	10 730
Actifs restants (sans échéance) (3)						2 703	2 703
Total actif	194 560	40 024	65 815	232 874	346 146	7 593	887 012
2017 (4)							
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	21 989						21 989
Prêts et avances aux banques	13 928	5 137	5 224	3 931	526		28 746
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat							
Actifs détenus à des fins de transaction	63 858	14 016	12 667	12 619	13 603		116 763
Dérivés non détenus à des fins de transaction	124	147	213	789	912		2 185
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	488	967	1 839	351	597		4 242
Titres de placement							
Disponibles à la vente	1 319	2 313	4 301	31 852	25 962	3 983	69 730
Détenus jusqu'à échéance	1 020	127	657	2 975	4 564		9 343
Prêts et avances aux clients	63 122	18 414	40 350	163 444	289 569		574 899
Immobilisations incorporelles			92	367		1 010	1 469
Autres actifs (2)	8 496	1 520	2 475	869	535	309	14 204
Actifs restants (sans échéance) (3)						2 748	2 748
Total actif	174 344	42 641	67 818	217 197	336 268	8 050	846 318

(1) Actifs sur demande inclus

(2) Comprend les Autres éléments de l'actif, les Actifs disponibles à la vente et les Actifs d'impôts exigibles et différés, tels que comptabilisés dans le bilan consolidé.

(3) Sont compris dans les actifs restants sans échéance : les immobilisations corporelles et les participations dans des sociétés liées et coentreprises. De par leur nature, les actifs restants sont principalement constitués d'actifs réputés être recouvrés après plus de 12 mois.

(4) Les montants correspondant à l'exercice clos le 31/12/2017 ont été préparés conformément à l'IAS 39 ; l'adoption de l'IFRS 9 a entraîné de nouvelles exigences de présentation pour 2018 ; les montants des exercices précédents n'ont pas été retraités. Se référer à la Note 1 « Principes comptables » pour toutes informations relatives aux modifications des principes comptables, des estimations comptables et de la présentation des comptes annuels consolidés et notes afférentes.

39. – Passifs classés par échéance contractuelle

Les tableaux ci-dessous présentent tous les passifs financiers classés par échéance, sur la base de cash flows contractuels, non actualisés. De plus, les intérêts coupon futurs, non actualisés à payer, appliqués sur les passifs financiers sont inscrits dans une ligne distincte et dans la tranche d'échéance appropriée. Les passifs dérivés sont pris en compte selon une base nette, si les flux de trésorerie sont déterminés nets. Pour les autres passifs dérivés, les cash flows bruts contractuels exigibles sont inclus.

Les passifs non financiers sont également inclus et sont basés sur une ventilation des montants au bilan par échéance prévue. Pour une explication détaillée de la façon dont le risque de liquidité est géré, se référer au paragraphe sur le risque de liquidité dans la Note 50 « Gestion des risques - Risque de financement et de liquidité ».

Passifs classés par échéance contractuelle	Moins d'1 mois (1)	Entre 1 et 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Ajustement (2)	Total
2018								
Montants dus aux banques	10 506	1 068	1 940	21 571	2 242		2	37 330
Dépôts clients	516 367	18 273	16 623	15 973	13 059			580 294
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres dettes commerciales	4 075	1 318	1 465	888	1 655		286	9 687
Dérivés détenus à des fins de transaction	1 711	1 873	3 680	6 855	6 035		1 374	21 528
Dérivés non détenus à des fins de transaction	457	315	252	988	883		-583	2 313
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	34 927	11 753	4 115	3 506	4 921		-43	59 179
Titres de créance en cours d'émission	4 066	20 961	30 282	32 659	12 200		1 991	102 159
Emprunts subordonnés				1 700	6 518	5 270	154	13 643
Passifs financiers	572 110	55 561	58 357	84 140	47 513	5 270	3 181	826 133
Autres dettes (3)	10 556	898	2 422	1 198	831			15 904
Passifs non financiers	10 556	898	2 422	1 198	831	-	-	15 904
Total Passif	582 665	56 459	60 778	85 338	48 345	5 270	3 181	842 036
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers	1 006	905	2 406	8 283	5 280	282		18 162
2017								
Montants dus aux banques	10 002	648	1 687	21 893	2 591			36 821
Dépôts clients	494 841	18 510	23 773	10 855	4 711			552 690
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres dettes commerciales	29 755	11 530	1 866	1 506	2 390		636	47 683
Dérivés détenus à des fins de transaction	2 476	2 420	4 520	8 224	5 947		2 326	25 913
Dérivés non détenus à des fins de transaction	339	122	232	746	983		-76	2 346
Désignés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	413	838	1 353	3 688	5 072		-149	11 215
Titres de créance en cours d'émission	3 296	14 657	26 434	34 215	9 867		1 762	90 231
Emprunts subordonnés					10 601	5 077	153	15 831
Passifs financiers	541 122	48 725	59 865	81 127	42 162	5 077	4 652	782 730
Autres dettes (3)	9 743	1 864	4 152	2 182	1 270			19 211
Passifs non financiers	9 743	1 864	4 152	2 182	1 270	-	-	19 211
Total passif	550 865	50 589	64 017	83 309	43 432	5 077	4 652	801 941
Taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les passifs financiers (4)	1 109	1 033	2 829	9 521	8 764			23 256

(1) Passifs sur demande inclus.

(2) Les montants indiqués dans cette colonne constituent un rapprochement entre les cash flows contractuels non actualisés sur les passifs financiers et les valeurs au bilan. Les ajustements reflètent surtout l'impact de l'actualisation et, en ce qui concerne les dérivés, le fait que les cash flows contractuels soient présentés sur une base brute (à moins qu'ils ne soient en fait réglés sur une base nette).

(3) Comprend les Autres éléments du passif, les Passifs d'impôts exigibles et différés et les Provisions, tels que comptabilisés au bilan consolidé.

(4) Le taux d'intérêt sur coupon n'inclut pas le taux d'intérêt sur coupon appliqué sur les instruments perpétuels.

40. – Actifs non librement disponibles

Les actifs non librement disponibles sont principalement constitués de Prêts et avances aux clients, nantis en vue de garantir les Titres de créance en cours d'émission, les dépôts de la banque centrale néerlandaise et d'autres banques. Ils servent à garantir les comptes de couverture et sont utilisés à d'autres fins prévues par la loi. Les actifs non librement disponibles sont les suivants :

Actifs non librement disponibles	2018	2017
Banques		
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	1 471	1 569
Prêts et avances aux banques	4 373	3 730
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1 620	1 072
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	421	ne s'applique pas
Titres au coût amorti	769	ne s'applique pas
Titres de placement	ne s'applique pas	885
Prêts et avances aux clients	74 352	76 083
Autres actifs	734	813
	83 740	84 152

Dans certains pays, ING Bank N.V. est dans l'obligation de disposer d'une réserve auprès des banques centrales. Au 31 décembre 2018, les réserves obligatoires minimales en dépôt détenues auprès de différentes banques centrales s'élèvent à 9 359 millions d'euros (contre 8 503 millions d'euros en 2017).

Les prêts et avances aux clients qui ont été nantis à titre de garantie pour les titres de créance en cours d'émission et à des fins de liquidités se montent à 46 milliards d'euros (contre 50 milliards d'euros en 2017) aux Pays-Bas, à 12 milliards d'euros (contre 12 milliards d'euros en 2017) en Allemagne, à 12 milliards d'euros (contre 10 milliards d'euros en 2017) en Belgique, à 3 milliards d'euros (contre 2 milliards d'euros en 2017) en Australie et à 1 milliard d'euros (contre 1 milliard d'euros en 2017) aux États-Unis.

Le tableau n'inclut pas les actifs relatifs aux opérations de prêts de titres ni aux opérations de vente et prise en pension de titres. Le renvoi fait référence à la Note 41 « Transfert des actifs financiers ».

41. – Transfert d'actifs financiers

La majorité des actifs financiers d'ING, qui ont été transférés mais ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation, sont des titres de créance utilisés dans des opérations de prêts de titres et dans des transactions d'achat et de prise en pension de titres. Se référer à la Note 47 « Entités structurées ».

Transfert des actifs financiers ne remplissant pas les conditions de décomptabilisation	Prêts de titres				Achat et prise en pension			
	Capitaux propres		Dette		Capitaux propres		Dette	
	2018	2017 (1)	2018	2017 (1)	2018	2017	2018	2017
Actifs transférés à leur valeur comptable								
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	2 962	3 995	1 170		2 396	2 120	4 334	6 864
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			168				325	ne s'applique pas
Titres de placement	ne s'applique pas	2		364			ne s'applique pas	621
Prêts et avances aux clients								
Titres au coût amorti			142				910	ne s'applique pas
Passifs connexes à leur valeur comptable								
Montants dus aux banques	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas				
Dépôts clients	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas				
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	ne s'applique pas	2 373	2 148	2 225	2 599

(1) Ces montants ont été retraités pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

Le tableau ci-dessus inclut les passifs associés qui sont comptabilisés après compensation par rapport aux positions brutes des actifs grevés.

Sont incluses dans les tableaux ci-dessus les valeurs comptables des actifs transférés en vertu de conventions de rachat et d'opérations de prêts de titres, mais qui ne remplissent pas les conditions de décomptabilisation.

Le tableau ci-dessus n'inclut pas les actifs transférés à des organismes de titrisation consolidés, étant donné que les actifs concernés continuent à être comptabilisés au bilan consolidé.

42. – Compensation des actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-après donnent des informations sur les droits de compensation et les accords s'y rapportant. Les montants inclus sont constitués de tous les instruments financiers, qui sont inscrits au bilan à leur valeur nette selon les exigences de compensation IFRS (droit légitime à compensation et intention de procéder au règlement net), ainsi que des montants bruts enregistrés au bilan, mais soumis à des accords généraux de compensation exécutoires ou à un accord similaire.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2018		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers enregistrés au bilan
Poste du bilan	Instrument financier			
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 947		1 947
	Autres	1 947		1 947
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	17 181	-1 012	16 168
Détenus et non détenus à des fins de	Prise en pension de titres, emprunts	76 983	-18 337	58 647

transaction	de titres et accords similaires			
	Autres			
		94 164	-19 349	74 815
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	41 263	-39 648	1 615
		41 263	-39 648	1 615
Prêts et avances aux clients	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	223	-223	
	Soldes débiteurs sur les comptes clients	161 730	-159 596	2 134
		161 953	-159 819	2 134
Autres postes soumis à compensation au bilan		5 705	-5 193	512
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés			
Total actifs financiers		305 032	-224 008	81 023

1. Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2018		Instruments financiers	Montants correspondants non compensés au bilan Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	Montant net
Poste du bilan	Instrument financier			
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires		1 838	109
	Autres		1 838	109
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	14 664	2	1 502
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 102	57 304	240
	Autres			
		15 766	57 307	1 742
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	1 520		96
		1 520		96
Prêts et avances aux clients	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires			
	Soldes débiteurs sur les comptes clients	1 166	605	363
		1 166	605	363
Autres postes soumis à compensation au bilan		1		510
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés	-5 041	3 518	1 523
		-5 041	3 518	1 523
Total actifs financiers		13 412	63 267	4 344

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2017		Montants bruts des actifs financiers comptabilisés	Montants bruts des passifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des actifs financiers enregistrés au bilan
Poste du bilan	Instrument financier			
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 838		1 838
	Autres	7	-7	
		1 845	-7	1 838
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	20 878	-760	20 118
	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	68 050	-14 475	53 575
	Autres			
		88 928	-15 235	73 693
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	45 176	-43 819	1 357
		45 176	-43 819	1 357
Prêts et avances aux clients	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	409	-209	200
	Soldes débiteurs sur les comptes clients	157 892	-156 015	1 877
		158 301	-156 224	2 077

Autres postes soumis à compensation au bilan		6 860	-6 366	494
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés			
Total actifs financiers		301 110	-221 651	79 459

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Actifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2017		Instruments financiers	Montants correspondants non compensés au bilan Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	Montant net
Poste du bilan	Instrument financier			
Prêts et avances aux banques	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires		1 728	110
	Autres	0		-
			1 728	110
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	18 427	219	1 472
	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires	1 068	52 456	51
	Autres			
		19 495	52 675	1 523
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	1 238	217	-98
		1 238	217	-98
Prêts et avances aux clients	Prise en pension de titres, emprunts de titres et accords similaires		200	
	Soldes débiteurs sur les comptes clients	1 018	302	557
		1 018	502	557
Autres postes soumis à compensation au bilan				494
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires ¹	Dérivés	-5 929	4 208	1 721
		-5 929	4 208	1 721
Total actifs financiers		15 822	59 330	4 307

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2018		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan
Poste du bilan	Instrument financier			
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires	36	-36	-0
	Autres			
		37	-36	0
Dépôts clients	Rachat, prêts de titres et accords similaires	224	-186	37
	Dépôts des entreprises	9 567	-9 078	489
	Soldes créditeurs sur les comptes clients	161 552	-150 518	11 034
		171 343	-159 782	11 561
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	17 105	-1 021	16 084
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	64 324	-18 337	45 987
	Autres			
		81 429	-19 357	62 071
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	42 675	-41 198	1 477
Autres postes soumis à compensation au bilan		4 353	-3 634	718
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés			
		-	-	-
Total passifs financiers		299 836	-224 008	75 827

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2018		Montants correspondants non compensés au bilan		
		Instruments financiers I	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	Montant net
Poste du bilan	Instrument financier			
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires			-0
	Autres	0	0	-0
Dépôts clients	Rachat, prêts de titres et accords similaires		37	
	Dépôts des entreprises			489
	Soldes créditeurs sur les comptes clients	1 166	4	9 864
		1 166	42	10 353
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	15 301	2	781
Détenus et non détenus à des fins de transaction	Rachat, prêts de titres et accords similaires	1 102	44 801	85
	Autres			
		16 403	44 803	866
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	1 312	178	-13
Autres postes soumis à compensation au bilan		-4		723
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés	-5 464	5 773	-309
		-0		0
		-5 464	5 773	-309
Total passifs financiers		13 412	50 796	11 619

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2017		Montants bruts des passifs financiers comptabilisés	Montants bruts des actifs financiers comptabilisés compensés au bilan	Montants nets des passifs financiers présentés au bilan
Poste du bilan	Instrument financier			
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires	4		4
	Autres	68	-8	60
		72	-8	64
Dépôts clients	Rachat, prêts de titres et accords similaires	209	-209	-
	Dépôts des entreprises	11 508	-11 022	486
	Soldes créditeurs sur les comptes clients	156 465	-144 991	11 474
		168 182	-156 222	11 960
Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	21 356	-975	20 381
	Rachat, prêts de titres et accords similaires	51 445	-14 475	36 970
	Autres			
		72 801	-15 450	57 351
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Dérivés	46 765	-45 251	1 514
Autres postes soumis à compensation au bilan		5 393	-4 720	673
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)	Dérivés			
		-	-	-
Total passifs financiers		293 213	-221 651	71 562

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

Passifs financiers soumis à compensation, ainsi qu'à des accords généraux de compensation exécutoires et accords similaires 2017		Montants correspondants non compensés au bilan		
		Instruments financiers	Liquidités et instruments financiers reçus en garantie	Montant net
Poste du bilan	Instrument financier			
Montants dus aux banques	Rachat, prêts de titres et accords similaires		4	-
	Autres			60
		-	4	60
Dépôts clients	Rachat, prêts de titres et accords similaires	-	-	-
	Dépôts des entreprises			486

Passifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	Soldes créditeurs sur les comptes clients	1 021	-	10 453
		1 021	-	10 939
Passifs détenus à des fins de transaction	Dérivés	19 292	302	787
	Rachat, prêts de titres et accords similaires	1 068	35 792	110
Dérivés non détenus à des fins de transaction	Autres	20 360	36 094	897
	Dérivés	1 261	125	128
Autres postes soumis à compensation au bilan				673
	Dérivés	-6 820	6 228	592
Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires (1)		-6 820	6 228	592
Total passifs financiers		15 822	42 451	13 289

(1) Le poste « Impact des accords généraux de compensation exécutoires ou accords similaires » contient des positions dérivées en vertu desdits accords généraux de compensation, qui sont présentées dans différents postes du bilan.

43. – Dettes et engagements éventuels

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank prend part à des activités dont les risques ne sont pas pris en compte ni totalement ni partiellement dans les comptes annuels consolidés. Pour répondre aux besoins de ses clients, la Banque propose des produits financiers apparentés à des prêts. Ces produits englobent des instruments financiers traditionnels hors bilan liés à l'activité de crédit.

Dettes et engagements éventuels	Moins d'1 mois		Entre 1 et 3 mois		Entre 3 et 12 mois		Entre 1 et 5 ans		Plus de 5 ans		Sans échéance		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Dettes éventuelles relatives aux														
Effets escomptés	1	1											1	1
Garanties	18 369	15 647	374	571	1 324	944	2 094	2 560	4 095	4 189			26 256	25 911
37 Lettres de crédit irrévocables	10 346	9 453	4 499	4 746	2 560	1 146	4 189	374	3	26 256	23 911		16 220	15 533
Autres	52	58			998			176		12				
							115	223		-			167	281
	28 768	25 159	4 873	5 317	2 322	2 090	2 584	2 959	4 098	4 201	-	-	42 644	39 726
Facilités irrévocables	63 499	56 459	2 699	2 150	8 470	7 504	32 717	30 331	6 876	7 825			114 261	104 269
	92 266	81 618	7 572	7 467	10 792	9 594	35 301	33 290	10 974	12 026	-	-	156 905	143 995

Se référer aux comptes annuels de la société mère - Notes aux comptes annuels de la société mère, Note 30 « Autres » pour plus d'informations sur les garanties émises par ING Bank N.V.

Les garanties font référence à des garanties de substitution pour les activités de crédit et pour les autres activités. Dans le cadre de l'activité de crédit, les garanties de substitution sont données par ING Bank pour les crédits accordés aux clients par des tiers. On s'attend à ce que nombre d'entre elles expirent sans être utilisées ; de ce fait, elles ne représentent pas forcément des sorties de trésorerie futures. En plus des éléments inclus dans les dettes éventuelles, ING Bank a accordé des garanties en tant que participant dans des accords collectifs pris entre des organismes professionnels nationaux et en tant que participant dans des systèmes de garantie collectifs exigés par les gouvernements dans différents pays.

Les lettres de crédit irrévocables garantissent surtout à des tiers les paiements d'opérations commerciales réalisées par le client dans le pays ou à l'étranger dans le but de financer l'envoi de marchandises. Le risque de crédit d'ING Bank dans ces opérations est limité, dans la mesure où ces opérations sont garanties par la marchandise expédiée et sont de courte durée.

Les autres dettes éventuelles englobent les acceptations d'effets et sont à court terme. Sont également comprises dans les autres dettes éventuelles, les dettes éventuelles résultant des opérations courantes de l'activité immobilière, notamment les obligations contractées au titre des contrats de développement et de construction en cours. En outre, les autres dettes éventuelles incluent une dette éventuelle en rapport avec une possible obligation fiscale néerlandaise résultant de l'imputation sur le bénéfice imposable aux Pays-Bas des pertes encourues par ING Bank au Royaume-Uni au cours des exercices antérieurs.

L'existence de cette obligation sera confirmée uniquement en cas d'enregistrement de bénéfices futurs au Royaume-Uni.

Les facilités irrévocables sont principalement constituées des parties non utilisées de facilités de crédit irrévocables accordées aux entreprises. Bon nombre de ces facilités sont à durée fixe et sont productives d'intérêts à taux variable. Le risque de crédit d'ING Bank et le risque de taux d'intérêt sont limités dans ce type d'opérations. La partie non utilisée des facilités de crédit irrévocables est partiellement garantie par les actifs des clients ou par des contre-garanties octroyées par les gouvernements centraux et par les organismes exonérés en vertu de dispositions réglementaires. Les facilités irrévocables englobent aussi les engagements à acquérir des titres allant être émis par les gouvernements et par les émetteurs privés.

De plus, ING Bank loue des actifs auprès de tiers en vertu de contrats de location-exploitation. Les engagements de location future à régler en vertu de contrats de location-exploitation non résiliables se présentent comme suit :

Engagements de location future dans le cadre de contrats de location-exploitation	2018	2017
2018		268
2019	260	195
2020	230	165
2021	201	152
2022	166	116
Après 2022	521	356

44. – Actions en justice

ING Bank N.V. et ses filiales consolidées se trouvent confrontées à des actions gouvernementales, judiciaires ou arbitrales ou instruites par les autorités de réglementation aux Pays-Bas et dans de nombreux pays étrangers, dont les États-Unis, suite à des recours engagés par leurs soins ou à leur encontre dans le cours normal de leurs activités ainsi qu'en rapport avec leurs activités de prêteurs, courtiers-négociants, syndicats de garantie, émetteurs de titres et investisseurs et leur qualité d'employeurs et de contribuables.

Dans certaines de ces actions, de très gros montants ou des montants indéterminés peuvent être réclamés, y compris des dommages-intérêts punitifs et autres indemnités. Alors qu'il n'est pas possible de prévoir ou déterminer l'issue finale de toutes les actions judiciaires, gouvernementales, arbitrales ou réglementaires en cours ou menaçant d'être intentées, ING estime que certaines des actions évoquées ci-dessous seraient susceptibles d'avoir ou auraient eu récemment un impact significatif sur la situation financière, la rentabilité ou la réputation d'ING et/ou d'ING et de ses filiales consolidées.

Enquêtes pénales : Le 4 septembre 2018, ING a annoncé avoir conclu un accord transactionnel avec le Ministère public des Pays-Bas concernant des enquêtes déjà divulguées portant sur diverses exigences relatives à l'accueil de nouveaux clients et à la prévention du blanchiment d'argent et des pratiques de corruption. Selon les termes de cet accord, ING a accepté de payer une amende de 675 millions d'euros ainsi que 100 millions d'euros à titre de redressement. Comme précisé plus avant, ING a également reçu des demandes d'informations de la part de la Securities and Exchange Commission américaine (SEC) dans le cadre des enquêtes en cours. Comme annoncé par ING le 5 septembre 2018, ING a été destinataire d'une notification formelle de la SEC l'informant que son enquête était close. Dans le courrier daté du 4 septembre 2018, le Service en charge de l'exécution a déclaré, sur la base des informations disponibles à cette date, qu'il n'avait pas l'intention de recommander des mesures d'exécution de la SEC à l'encontre d'ING.

Affaires fiscales : Étant donné le déploiement géographique de ses activités, ING peut faire l'objet à tout moment de contrôles fiscaux, d'enquêtes et de procédures dans de nombreux pays. Bien qu'ING estime avoir correctement comptabilisé toutes ses positions fiscales, les décisions finales de ces contrôles, enquêtes et procédures peuvent dégager des montants différents de ceux comptabilisés. Par ailleurs, ING a également identifié des problèmes liés à ses déclarations fiscales aux États-Unis et aux obligations de retenue au titre d'exercices antérieurs. Alors qu'une provision a été constituée, ces questions sont encore en cours d'examen.

Litige SIBOR - SOR Au mois de juillet 2016, les investisseurs en produits dérivés liés au SIBOR (Singapore Interbank Offer Rate) ont déposé un recours collectif aux États-Unis devant le tribunal de district de New York, alléguant que plusieurs banques, y compris ING, se sont entendues pour manipuler les cours des dérivés liés au SIBOR et au SOR (Singapore Swap Offer Rate). L'action se réfère à des enquêtes menées par l'Administration monétaire de Singapour (MAS) et d'autres régulateurs, y compris la Commission en charge de la régulation des marchés de matières premières aux États-Unis (Commodity Futures Trading Commission - CFTC) au sujet de la manipulation des cours des dérivés liés au SIBOR et SOR.

En octobre 2018, le tribunal de district de New York a rendu une décision rejetant toutes les demandes contre ING Group et ING Capital Markets LLC, mais laissant ING Bank et plusieurs autres banques dans cette affaire et ordonnant aux demandeurs de déposer une plainte modifiée conforme aux décisions du tribunal. Le 25 octobre 2018, les demandeurs

ont déposé une telle plainte modifiée qui fait valoir des demandes contre un certain nombre de défendeurs, mais aucune contre ING Bank (ou toute autre entité ING), ce qui a eu pour effet de classer l'affaire concernant ING Bank. En décembre 2018, les demandeurs ont demandé au tribunal la permission de déposer une autre plainte modifiée désignant ING Bank comme défenderesse. Si le tribunal autorise les demandeurs à déposer cette plainte, ING Bank continuera à se défendre contre les allégations. Il n'est pas possible actuellement d'évaluer l'effet financier (potentiel) de cette action.

Actions en justice concernant les comptes avec les prédécesseurs d'ING Bank Turquie : ING Bank Turquie a fait l'objet de nombreuses plaintes de clients et d'ex-clients des prédécesseurs légaux d'ING Bank Turquie. Les plaintes concernent des comptes offshore détenus auprès de ces banques, lesdites banques ayant été saisies par le Fonds de garantie de l'épargne et des dépôts (SDIF), avant le rachat d'ING Bank Turquie par OYAK en 2007. Le SDIF a par ailleurs engagé des poursuites contre ING Bank Turquie pour demander des dédommagements à ING Bank Turquie concernant des montants payés jusqu'ici à des détenteurs de comptes offshore. ING Bank avait engagé une procédure d'arbitrage contre OYAK visant à dégager ING Bank de toute responsabilité au regard de ces plaintes. Le tribunal arbitral a rejeté cette demande d'ING. Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures ni d'en estimer l'éventuel effet financier.

Action intentée par VEB Fortis : En janvier 2011, l'Association néerlandaise des Actionnaires (Vereniging van Effectenbezitters, « VEB ») a intenté une action, alléguant que les investisseurs avaient été induits en erreur par le prospectus portant sur l'émission en septembre 2007 de droits de Fortis N.V. (actuellement Ageas N.V.) contre Ageas N.V., les signataires de ladite émission de droits (y compris ING Bank) et les anciens administrateurs de Fortis N.V. Selon la VEB, le prospectus comporte des informations de fond incorrectes et trompeuses. La VEB affirmait que l'impact et les risques de la crise des subprimes sur Fortis et sur l'état de ses liquidités n'ont pas été correctement reflétés dans le prospectus.

La VEB voulait obtenir un jugement déclaratoire indiquant que les parties assignées avaient agi de façon illicite et sont donc responsables des préjudices subis par ceux qui ont investi dans Fortis. Au mois de mars 2016, Ageas, la VEB et quelques autres demandeurs ont annoncé que l'action concernant Fortis était réglée. Ageas a accepté de verser 1,2 milliard d'euros aux investisseurs à titre de compensation. Le 13 juillet 2018, la Cour d'Appel a déclaré l'accord transactionnel juridiquement contraignant. L'accord contenait aussi une clause libératoire de tiers, libérant ING et d'autres banques garantes des requêtes formulées par la VEB au nom des investisseurs dans cette affaire.

Actions relatives aux dérivés de taux d'intérêt : ING est impliquée dans plusieurs procédures judiciaires aux Pays-Bas portant sur des dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus à des clients dans le cadre de prêts à taux d'intérêts variables en vue de couvrir le risque de taux d'intérêt des prêts. Ces procédures reposent sur plusieurs fondements juridiques, selon les faits et circonstances propres à chaque affaire, notamment une présumée violation de l'obligation de diligence, un manque d'informations aux clients sur le produit et ses risques et d'autres éléments relatifs aux dérivés de taux d'intérêt qui ont été vendus aux clients. Dans certains cas, le tribunal a statué en faveur des demandeurs et a accordé des dommages intérêts, annulé le dérivé de taux d'intérêt ou ordonné le remboursement de certains montants aux demandeurs. Les montants totaux devant être remboursés ou compensés dans certains cas n'ont pas encore été déterminés. ING pourrait décider de faire appel de décisions défavorables. Bien que l'issue du litige en cours et d'actions similaires pouvant être intentées à l'avenir est incertaine, il est possible que les tribunaux statuent en définitive en faveur des demandeurs dans certaines de ces affaires voire dans toutes. Une provision a été constituée le cas échéant. L'impact financier global des litiges actuels et futurs pourrait être conséquent.

Comme le demande l'AFM, ING a examiné une grande partie des fichiers de clients ayant acheté des dérivés de taux d'intérêt. En décembre 2015, l'AFM a conclu que les banques néerlandaises pourraient avoir à réévaluer certains fichiers clients, contenant potentiellement certains contrats sur instruments dérivés qui ont été résiliés avant avril 2014 ou d'autres fichiers clients encore. Suite au conseil de l'AFM, le Ministre des Finances a nommé un Comité d'experts indépendants (le Comité) qui a élaboré un cadre de recouvrement standard pour les clients PME néerlandais ayant acheté des dérivés de taux d'intérêt. ING a adopté ce cadre de recouvrement et a réexaminé chaque fichier au vu de ce cadre. ING a constitué une provision supplémentaire pour pallier les conséquences financières de ce cadre de recouvrement. En 2017, ING a informé la majeure partie des clients intéressés s'ils étaient concernés par le cadre de recouvrement et donc éligibles ou non à une indemnisation. Comme l'application du cadre de recouvrement standard a été retardée, ING a déjà versé des paiements anticipés aux clients à partir de la provision existante.

Au mois de décembre 2018, tous les clients concernés par le cadre de recouvrement standard ont obtenu une offre d'indemnisation d'ING.

Plaintes relatives aux suppléments d'intérêts : ING a reçu des plaintes et est impliquée dans des litiges avec des personnes physiques (natuurlijke personen) aux Pays-Bas concernant des augmentations au niveau des suppléments d'intérêt sur plusieurs produits de crédit, y compris, mais sans s'y limiter, l'immobilier résidentiel (eigenwoningfinanciering). ING examine actuellement le portefeuille de produits concernés. Bien que l'examen soit toujours en cours, une provision a été constituée pour certaines de ces plaintes.

Procédures pénales relatives au financement des sociétés de trésorerie : En juin 2017, une Cour pénale belge a jugé qu'ING Luxembourg avait aidé des tiers en 2000 à commettre une fraude fiscale dans le cadre de l'achat d'actions d'une société de trésorerie. La Cour a condamné ING Luxembourg, entre autres, et a ordonné à ING de payer une pénalité de 120 000 euros (suspendue pour la moitié du montant total). Le tribunal a également condamné ING Luxembourg conjointement et solidairement avec d'autres parties, à payer 31,48 millions d'euros (à majorer des intérêts légaux en vigueur) au syndic de faillite de la société de trésorerie. En juillet 2017, ING Luxembourg a interjeté appel de ce jugement. Un accord transactionnel a été conclu avec toutes les parties civiles concernées mi-2018. Toutefois, cet accord ne s'applique pas à la condamnation pénale d'ING Luxembourg, pour laquelle l'appel d'ING est toujours en instance. Dans une autre affaire, les autorités belges enquêtaient également sur ING Luxembourg pour avoir prétendument aidé des tiers en 2001 à commettre une fraude fiscale dans le cadre de l'achat d'actions d'une autre société de trésorerie. En décembre 2018, le tribunal a convenu d'un règlement global (civil et pénal) de toutes les demandes en rapport avec cette autre affaire, ledit règlement étant juridiquement contraignant.

Plaintes pour frais d'hypothèque : ING Espagne a fait l'objet de nombreuses plaintes et est impliquée dans des procédures avec les clients concernant le remboursement des dépenses liées à la réalisation des hypothèques. Dans la plupart des procédures judiciaires de première instance, la clause de frais de gestion hypothécaires a été déclarée nulle et le remboursement de tout ou partie des frais applicables par ING Espagne a été ordonné. Les tribunaux de première instance ont appliqué dans leurs décisions différents critères concernant le remboursement des frais.

ING Espagne a fait appel d'un certain nombre de ces décisions de justice. ING Espagne a également été impliquée, avec d'autres banques espagnoles, dans un recours collectif déposé par une association de clients. L'issue des litiges en cours et des cas similaires qui pourraient être portés devant les tribunaux à l'avenir est incertaine. Une provision a été constituée. Toutefois, l'impact financier global des litiges actuels et futurs pourrait évoluer. En février 2018, la Cour suprême espagnole a statué que le droit de timbre (Impuesto de Actos Jurídicos Documentados) serait à la charge du client, alors qu'en octobre 2018, elle a statué que ce droit de timbre était à la charge des banques. En novembre 2018, la Cour suprême espagnole a clarifié la question relative au droit de timbre en décidant que ce droit devait être supporté par le client. Quant aux autres types de frais, la Cour suprême espagnole a rendu plusieurs décisions en janvier 2019 déclarant que le client et la banque devaient chacun supporter la moitié des frais de notaire et de sociétés de gestion et que les frais d'enregistrement devaient être intégralement pris en charge par la banque. La répartition des coûts d'évaluation entre la banque et le client n'a pas été abordée dans les décisions de la Cour suprême espagnole et reste incertaine.

Action Imtech : En janvier 2018, ING Bank a fait l'objet d'une plainte de Stichting ImtechClaim.nl et Imtech Shareholders Action Group B.V. pour le compte de certains (anciens) actionnaires d'Imtech N.V. (« Imtech »). De plus, le 28 mars 2018, ING Bank a fait l'objet d'une autre plainte sur le même sujet de la part de la VEB. Chacun des demandeurs allègue notamment que les actionnaires ont été induits en erreur par le prospectus relatif aux émissions de droits d'Imtech en juillet 2013 et octobre 2014. ING Bank, qui est l'un des souscripteurs des émissions de droits, est tenue responsable par les demandeurs des préjudices que les investisseurs dans Imtech auraient subis. ING Bank a répondu aux demandeurs en niant toute responsabilité à l'égard des allégations formulées dans les lettres concernées. En septembre 2018, les syndics de faillite d'Imtech ont réclamé aux diverses parties au financement, y compris à ING, le paiement de ce que l'agent des sûretés a perçu ou avait l'intention de percevoir après la faillite, la restitution de tout ce qui a été remboursé aux parties au financement ainsi qu'une indemnisation pour le remboursement du financement provisoire. Il n'est pas possible pour l'instant d'évaluer l'issue de ces procédures, ni d'en estimer l'effet financier (potentiel).

Litige concernant les Obligations du Gouvernement mexicain : Un recours collectif a été intenté contre ING Bank N.V., ING Groep N.V., ING Bank Mexico S.A. et ING Financial Markets LLC (« ING ») à titre de défendeurs, lequel est venu s'ajouter à une plainte déjà déposée contre plusieurs autres institutions financières.

Le recours allègue que les défendeurs se sont entendus pour fixer les prix des Obligations du Gouvernement mexicain. ING se défend contre ces allégations. Il n'est pas possible actuellement d'évaluer l'effet financier (potentiel) de cette action.

45. – Sociétés consolidées et entreprises acquises et cédées

Acquisitions

Payvision

ING Bank a obtenu le contrôle de Payvision Holding B.V. (Payvision), un prestataire international de services de paiement omnicanal, à croissance rapide et leader sur le marché international, en acquérant 75 % de ses actions le 13 Mars 2018, et ce, dans le cadre du champ d'application de l'IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ».

La transaction permettra à ING de renforcer sa présence dans les services de paiement omnicanal et d'étendre ses services marchands destinés à ses clients professionnels, en particulier dans le segment en forte croissance du

commerce électronique. Le montant total versé au titre des 75 % d'actions, y compris la contrepartie différée et conditionnelle, s'élevait à 260 millions d'euros.

La convention d'achat d'actions inclut aussi un accord portant sur l'acquisition possible des 25 % d'actions restantes de Payvision. Il consiste en une option de vente pouvant être exercée par les actionnaires initiaux ainsi que d'une option d'achat pouvant être exercée par ING. En résumé, l'option de vente peut être exercée au bout de 3 ans à un prix d'exercice de la juste valeur marchande, sauf si la juste valeur de l'entreprise dans son ensemble est inférieure à 210 millions d'euros, auquel cas le prix d'exercice est de 1 €. L'option d'achat par ING se fait dans des conditions similaires, mais peut uniquement être exercée au bout de 5 ans. De plus, il existe quelques caractéristiques de rachat anticipé à divers prix et à divers moments. L'option de vente, qui peut être exercée par des actionnaires minoritaires, est inscrite comme passif financier, avec comptabilisation initiale en capitaux propres pour un montant de 87 millions d'euros. Le tableau ci-dessous présente la juste valeur à la date d'acquisition de la contrepartie transférée.

Contrepartie transférée	Payvision
Payée au comptant	213
Contrepartie différée	25
Contrepartie conditionnelle	22
Total prix d'acquisition	260

La contrepartie conditionnelle est payable par ING aux actionnaires initiaux de Payvision pour un montant allant de 0 euro à 25 millions d'euros en 3 tranches à l'issue de 3 étapes. Les étapes doivent être atteintes (1) 6 mois après finalisation de l'acquisition, (2) 6 mois après réalisation de l'étape 1 et (3) 3 mois après réalisation de l'étape 2 (des délais supplémentaires de 4 mois étant autorisés pour chaque étape). Les montants payables en tranches se montent respectivement à 7 millions d'euros, 7 millions d'euros et 11 millions d'euros. La probabilité de réalisation des étapes fixées et la valeur temps de l'argent ont été prises en compte pour évaluer la contrepartie conditionnelle à la juste valeur de 22 millions d'euros à la date d'acquisition. Depuis la date d'acquisition, les hypothèses utilisées n'ont fait l'objet d'aucun changement dans l'estimation de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle.

En octobre 2018, ING a effectué le paiement de 7 millions d'euros correspondant à la première étape.

Les frais d'acquisition encourus s'élèvent à 1 million d'euros et sont enregistrés dans les « Autres charges d'exploitation » du compte de résultat consolidé.

Les actifs et passifs comptabilisés suite à l'acquisition sont les suivants :

Actifs et passifs comptabilisés suite à l'acquisition	Payvision
Liquidités et avoirs auprès des banques centrales	116
Prêts et avances aux banques	32
Actifs financiers comptabilisés à leur juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	2
Immobilisations corporelles	3
Immobilisations incorporelles	125
Autres actifs	17
	295
Dépôts clients	1
Passifs d'impôts de l'exercice	2
Impôts différés passif	30
Autres dettes	166
	199
Actifs nets identifiables	97
moins ; intérêts minoritaires	24
Actifs nets identifiables acquis	72

La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiées est déterminée selon l'approche fondée sur le revenu.

Le passif d'impôts différés comprend l'impôt différé résultant de la comptabilisation initiale d'immobilisations incorporelles dans le poste « Regroupements d'entreprises ». Les autres dettes incluent principalement les dettes marchandes résultant de l'exercice des activités courantes de Payvision.

Le montant des intérêts minoritaires est déterminé en fonction de la quote-part des actifs nets identifiables de la filiale.

Écart d'acquisition comptabilisé	Payvision
Total prix d'acquisition	260
Actifs nets identifiables acquis	72
Écart d'acquisition comptabilisé	188

Le 20 février 2018, ING a acquis 90 % des actions de Makelaarsland B.V. pour un montant total de 14 millions d'euros. L'acquisition de Makelaarsland B.V. a entraîné la comptabilisation d'un écart d'acquisition de 14 millions d'euros. L'écart d'acquisition total de 202 millions d'euros, correspondant à l'acquisition de Payvision et de Makelaarsland et comptabilisé durant le premier semestre de 2018, comprend la juste valeur des synergies attendues de ces acquisitions. L'écart d'acquisition provenant de ces acquisitions ne devrait pas être déductible des impôts. Les activités acquises ont contribué à hauteur de 40 millions d'euros aux « Revenus » et à hauteur de 6 millions d'euros au résultat net du Groupe pour la période allant du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018. Si ces acquisitions avaient eu lieu le 1^{er} janvier 2018, les « revenus » consolidés et le résultat net consolidé pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 auraient été respectivement de 51 millions d'euros et 6 millions d'euros. Aucune acquisition significative n'a été enregistrée en 2016 et 2017.

Cessions

En décembre 2018, ING a conclu un accord en vue de céder une partie de l'activité d'ING Lease Italie. Conformément aux conditions convenues, ING percevra 500 millions d'euros au comptant et un prêt senior d'1 milliard d'euros pour le portefeuille des créances sur opérations de crédit-bail. La société de location italienne était auparavant incluse dans le secteur d'activité Wholesale Banking et le secteur géographique Autres challengers. La valeur comptable des créances sur opérations de crédit-bail, qui étaient auparavant classées dans prêts et avances ventilés par date de transaction, se montait à 1 389 millions d'euros.

La vente devrait se faire courant 2019, avec une date butoir négociée au 31 décembre 2019.

Se référer à la Note 12 « Actifs et passifs disponibles à la vente » et à la Note 25 « Résultat sur cessions de sociétés du Groupe ».

Aucune cession significative de sociétés consolidées n'a eu lieu en 2016 et 2017.

46. – Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises

ING Bank N.V. contrôle la majorité des principales filiales d'ING, car elle en détient directement ou indirectement plus de la moitié des droits de vote. Dans les filiales dans lesquelles ING détient moins de 50 % de participations, un contrôle s'exerce sur la base des participations financières d'ING et de ses droits découlant d'autres accords contractuels entraînant un contrôle sur les politiques opérationnelles et financières de l'entité.

Pour toutes les filiales mentionnées ci-dessous, les droits de vote détenus sont proportionnels aux participations et la consolidation par ING se fonde sur la participation majoritaire.

En ce qui concerne les principales participations détenues dans les sociétés liées et des coentreprises, ING Bank dispose d'une influence significative, sans avoir le contrôle. On exerce généralement une influence significative lorsque l'on détient entre 20 % et 50 % des droits de vote, mais également en participant aux politiques financières et opérationnelles, notamment dans les cas suivants, cette liste n'ayant aucune valeur limitative :

- Représentation au Conseil d'Administration ;
- Participation au processus d'élaboration des politiques et
- échange de personnel de direction.

Les principales filiales, les participations dans des sociétés liées et des coentreprises d'ING Bank N.V. et leur lieu de constitution statutaire ou leur siège social sont les suivants :

Principales filiales, participations dans des sociétés liées et des coentreprises			Quote-part de contrôle financier exercé et des participations détenus par le Groupe	
Filiale	Lieu de constitution statutaire	Pays d'implantation	2018	2017
Bank Mendes Gans N.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Belgium S.A./N.V.	Bruxelles	Belgique	100 %	100 %
Record Bank (1)	Bruxelles	Belgique	ne s'applique pas	100 %
ING Luxembourg S.A.	Luxembourg Ville	Luxembourg	100 %	100 %
ING-DiBa AG	Francfort-sur-le-Main	Allemagne	100 %	100 %
ING Bank Slaski S.A. (2)	Katowice	Pologne	75 %	75 %
ING Financial Holdings Corporation	Delaware	États-Unis d'Amérique	100 %	100 %
ING Bank A.S.	Istanbul	Turquie	100 %	100 %
ING Bank (Australia) Ltd	Sydney	Australie	100 %	100 %
ING Commercial Finance B.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
ING Groenbank N.V.	Amsterdam	Pays-Bas	100 %	100 %
Participations dans des sociétés liées et des coentreprises				
TMB Bank Public Company Ltd	Bangkok	Thaïlande	25 %	25 %

(1) Au cours de l'année 2018, ING a fusionné Record Bank dans ING Belgium S.A./N.V.

(2) Les actions des actionnaires minoritaires, représentant une participation de 25 %, sont cotées à la bourse de Varsovie ; pour un résumé des informations financières, se référer à la « Note 32 « Segments » ».

47. Entités structurées

Les activités d'ING Bank incluent des transactions avec diverses entités structurées (« ES ») dans le cadre de l'exercice des activités courantes. Une entité structurée est une entité conçue de telle sorte que les droits de vote ou similaires ne constituent pas un facteur déterminant pour décider qui contrôle l'entité, pour savoir à quel moment des droits de vote sont liés uniquement à des tâches administratives et si les activités concernées sont gérées au moyen d'accords contractuels. Le niveau d'implication d'ING Bank dans ces entités varie et englobe aussi bien le financement par emprunts et le financement par actions de ces entités que d'autres liens.

Sur la base de ses méthodes comptables, qui sont présentées dans le chapitre « Principes comptables et détermination des résultats » des présents comptes annuels, ING détermine si ces implications n'entraînent aucune influence significative ou entraînent une influence significative, un contrôle conjoint ou un contrôle sur l'entité structurée.

Les entités structurées sur lesquelles ING peut exercer un contrôle sont consolidées. ING peut le cas échéant apporter son soutien aux entités structurées consolidées. Ce soutien est toutefois entièrement répercuté dans les comptes annuels consolidés d'ING Bank, car tous les actifs et passifs de ces entités doivent être pris en compte et les engagements hors bilan doivent être présentés.

Les activités d'ING impliquant des entités structurées sont décrites ci-après dans les catégories suivantes :

1. Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING ;
2. Programme consolidé de covered bonds (CBC) initié par ING ;
3. Programme consolidé de titrisation (Mont Blanc) sponsorisé par ING ;
4. Programme de titrisation non consolidé ; et
5. Autres entités structurées.

1. – Programmes consolidés de titrisation, initiés par ING

ING Bank prend part à des programmes de titrisation pour la gestion des liquidités, en vue d'obtenir des financements et d'augmenter les liquidités. Dans le cadre de ce programme, ING Bank vend à une entité structurée des actifs initiés par ING. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en Italie et en Australie et des prêts aux PME en Belgique.

L'entité structurée émet des titres de créance titrisés (« titrisations traditionnelles ») qui constituent des garanties éligibles aux fins d'obtention de liquidités auprès des banques centrales. Dans la plupart des programmes, ING Bank agit en qualité d'investisseur des titres de créance titrisés. ING Bank continue de consolider ces entités structurées, lorsqu'elle est supposée contrôler les entités.

L'entité structurée émet des billets de titrisation en deux tranches ou plus, dont la tranche senior obtient une notation élevée (AAA ou AA) par une agence de notation. ING Bank peut ultérieurement utiliser la tranche en garantie sur le marché monétaire pour des emprunts garantis.

Au 31 décembre 2018, ING Bank était à l'origine de diverses titrisations ; il s'agissait d'environ 66 milliards d'euros de titres senior et de titres subordonnés, dont environ 5 milliards d'euros ont été émis à l'extérieur. Les expositions sous-jacentes concernent des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux PME. A l'exception des financements de tiers, ces titrisations n'ont pas impacté le bilan et le compte de résultat consolidés d'ING Bank.

En 2018, il n'existait aucun intérêt minoritaire significatif pour ING Bank dans le cadre des entités structurées de titrisation. Pour la majorité des véhicules de titrisation, ING Bank fournit les fonds à l'entité, à l'exception de 5 milliards d'euros.

De plus, ING Bank a procédé à diverses titrisations à des fins d'optimisation de la gestion des liquidités. Au 31 décembre 2018, il s'agissait d'environ 4 milliards d'euros de prêts de portefeuille garantis de premier rang, qui ont été émis à des filiales d'ING en Allemagne et au Luxembourg. Les risques sous-jacents concernent des prêts de premier rang à de grandes entreprises et à des institutions financières, ainsi que des prêts de financement immobilier, principalement aux Pays-Bas. Ces titrisations n'ont pas impacté le bilan et le compte de résultat consolidés d'ING Bank.

2. – Programme consolidé de covered bonds (« CBC ») initié par ING

ING Bank a conclu un programme de covered bonds. ING émet des obligations dans le cadre du programme covered bonds. Le paiement des intérêts et du principal est garanti par les entités structurées administrées par ING, ING Covered Bond Company B.V. et ING SB Covered Bond Company B.V. Pour que ces entités puissent remplir leur garantie, ING transfère légalement principalement des prêts hypothécaires néerlandais accordés par ING. De plus, ING offre une protection contre la détérioration des prêts hypothécaires. Ces entités sont consolidées par ING Bank.

Programme covered bonds	Juste valeur des prêts hypothécaires gagés	
	2018	2017 (1)
Sociétés néerlandaises émettrices de covered bonds	24 336	27 382
	24 336	27 382

(1) Les montants ont été retraités pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

De plus, les filiales d'ING en Allemagne, en Belgique et en Australie ont également émis des Covered Bonds assortis de prêts hypothécaires gagés pour environ 14 milliards d'euros au total

En règle générale, les tiers investisseurs dans des titres émis par l'entité structurée ont uniquement recours aux actifs de l'entité et non aux actifs d'ING Bank.

3. – Programme consolidé de titrisation (« Mont Blanc ») sponsorisé par ING

Dans le cadre de ses activités courantes, ING Bank structure les opérations financières pour ses clients en les aidant à obtenir des sources de liquidité en cédant les créances clients ou d'autres actifs financiers à une entité à vocation spéciale (EVS) sponsorisée par ING (ce que l'on appelle aussi l'affacturage). Les positions de premier rang dans ces transactions sont financées par des effets de commerce multicédants, adossés à des actifs, gérés par ING Bank, conduit Mont Blanc Capital Corp. (Cotés A-1/P-1).. Mont Blanc Capital Corp. finance à son tour le marché des PCAA (Papiers Commerciaux Adossés à des Actifs).

En qualité d'agent administratif, ING Bank facilite ces transactions en agissant à titre d'agent administratif, de contrepartie swap et de fournisseur de liquidités à Mont Blanc Capital Corp. ING Bank offre aussi des facilités de soutien (à savoir des liquidités) pour garantir les transactions financées par le conduit. Les types d'actifs actuellement détenus par Mont Blanc incluent des créances clients, des créances de financement clients, des prêts pour véhicule et des prêts hypothécaires résidentiels.

ING Bank soutient les programmes d'effet de commerce en fournissant à l'EVS Mont Blanc Capital Corp. des facilités de liquidités à court terme. Lorsqu'elles sont utilisées, ces facilités sont sujettes à un risque de crédit normal.

Les facilités de liquidités fournies à Mont Blanc s'élèvent à 1 173 millions d'euros (contre 1 139 millions d'euros en 2017). Au 31 décembre 2018, la somme des liquidités prélevées était nulle (tout comme en 2017).

Les facilités de liquidités stand-by sont comptabilisées dans les facilités irrévocables. Toutes ces facilités qui varient en fonction du profil de risque, sont accordées à l'EVS, sous réserve de procédures d'analyse normales d'ING Bank en matière de risque de crédit et de risque de liquidité. Les honoraires perçus pour les services fournis et pour les facilités sont facturés aux conditions du marché.

4. – Programme de titrisation non consolidé

En 2013, ING a cédé des actifs financiers (prêts hypothécaires) pour un montant approximatif de 2 milliards d'euros à une entité ad hoc, nouvellement constituée (EVS). Cette transaction a entraîné la décomptabilisation totale des actifs financiers du bilan d'ING. Cette décomptabilisation n'a eu aucun impact significatif sur le résultat net. Suite à ce transfert, ING détient toujours deux types de participations dans les actifs transférés : en tant que contrepartie pour les EVS d'un swap de taux d'intérêt non standard et en tant que gestionnaire des actifs cédés. ING dispose d'une option pour dénouer la transaction en rachetant toutes les obligations à leur montant total en capital, dans le cas peu probable de modifications des obligations comptables et/ou réglementaires qui auraient un impact significatif sur la transaction. La juste valeur du swap au 31 décembre 2018 s'élevait à -33 millions d'euros (contre -41 millions d'euros en 2017) ; les variations de juste valeur de ce swap sont enregistrées au compte de résultat de 2018 pour 8 millions d'euros (contre -36 millions d'euros en 2017). Les commissions s'y rapportant, comptabilisées pour son rôle d'agent administratif au compte de résultat en 2018, se montaient à 2 millions d'euros (2 millions d'euros en 2017). Le revenu cumulé porté au compte de résultat depuis la décomptabilisation s'élève à 13 millions d'euros.

5. – Autres entités structurées

Dans le cadre de l'exercice des activités courantes, ING Bank engage différentes opérations dont les entités structurées sont les contreparties. Notamment dans ses opérations de financement structurées, ING peut contribuer à faciliter la création de ces entités contreparties. Ces entités ne sont généralement pas prises en compte dans les comptes annuels consolidés d'ING Bank, car ING facilite ces transactions en qualité d'agent administratif en fournissant des services de structuration, de comptabilité, de financement, de prêt et d'opérations.

ING Bank propose différents produits de fonds de placement à ses clients. ING Bank n'investit pas dans ces fonds de placement pour son propre compte ni n'agit en tant que gestionnaire de fonds.

48. – Parties liées

Dans le cours normal de l'activité, ING Bank engage différentes opérations avec des sociétés liées. Des parties sont considérées comme liées si l'une des parties a la capacité de contrôler ou d'exercer une influence significative sur l'autre partie dans le cadre de décisions financières ou décisions d'exploitation.

Les parties liées d'ING Bank englobent entre autres ses filiales, ses sociétés liées, ses coentreprises, son personnel de direction clé et divers régimes de retraite à prestations et cotisations déterminées. Pour les plans d'avantages postérieurs à l'emploi, se référer à la note 34 « Prestation de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ». Les transactions entre parties liées comprennent la fourniture ou la réception de services, de crédits baux, de transferts dans le cadre d'accords financiers et l'octroi de garanties ou de couvertures. Toutes les transactions entre parties liées ont eu lieu aux conditions habituelles du marché. Il n'y a eu aucune dotation importante aux provisions pour créances douteuses ni de créances douteuses significatives comptabilisées dans les soldes courants avec des parties liées.

Les transactions avec ING Groep N.V. sont éliminées lors de la consolidation. ING Bank fait partie d'ING Group et conclut aussi des transactions avec ING Group. Ces transactions englobent aussi bien des activités de financement que des opérations d'achat et de vente habituelles. Le tableau ci-dessous donne des informations sur les transactions avec ING Groep N.V.

Filiales

Transactions avec ING Groep N.V..	2018	2017 (1)
Actif	140	377
Passif	34 902	21 277
Revenus perçus	26	26
Charges payées	629	472

(1) Ces montants ont été retraités pour se conformer à la présentation de l'exercice en cours.

Les dettes à l'égard d'ING Groep N.V. incluent principalement des financements à long terme.

Sociétés liées et coentreprises

Transactions avec les principales sociétés liées et coentreprises d'ING Bank	Entreprises liées		Coentreprises	
	2018	2017	2018	2017
Actif	54	120		9
Passif	98	86	1	5
Engagements hors bilan	120	92		1
Revenus perçus	2	8		
Charges payées		6		

Les actifs, passifs, engagements et revenus relatifs aux Sociétés liées et coentreprises résultent de transactions réalisées dans le cadre des activités bancaires courantes.

Rémunération du personnel de direction clé

Les transactions avec le personnel de direction clé (Directoire, Management Board Banking et Conseil de surveillance) et les plans d'avantages postérieurs à l'emploi sont considérés comme des transactions avec des parties liées. Conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais, les transactions sont présentées de manière plus détaillée dans le rapport sur les rémunérations qui est inclus dans le rapport annuel. Les chapitres concernés du rapport sur les rémunérations font donc partie intégrante des comptes annuels.

En 2017 et 2018, trois membres du Directoire d'ING Groep N.V. étaient aussi membres du Management Board Banking. Les membres du Management Board Banking sont considérés comme faisant partie du personnel de direction clé et leur rémunération est de ce fait incluse dans les tableaux ci-dessous.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) - 2018 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep N.V.	Management Board Banking (1)	Total
Rémunération fixe			
Rémunération de base	4 157	3 672	7 829
Indemnités forfaitaires collectives (2)	1 191	990	2 181
Charges de retraite	78	103	181
Indemnités de départ (3)	602		602
Rémunération variable (4)			
Gratification en espèces			
Rémunération en actions			
Rémunération en espèces différée			
Rémunérations en actions différée			
Autres			
Rémunération totale	6 028	4 765	10 793

(1) A l'exclusion des membres qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(2) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 105 075 €.

(3) Suite à l'accord transactionnel et en concertation avec le Conseil de surveillance, le Directeur financier (CFO) a démissionné de son poste de membre du Directoire d'ING Group le 7/02/2019. Conformément aux réglementations en vigueur, une indemnité de départ lui a été accordée. Le Conseil de surveillance a fixé l'indemnité de départ à 50 % de la rémunération annuelle fixe.

(4) Pas de rémunération variable en 2018, car les membres du Directoire et du Management Board Banking avaient volontairement accepté de renoncer immédiatement à une rémunération variable, suite à l'accord transactionnel conclu avec le Ministère public des Pays-Bas, comme annoncé par ING le 4/09/2018.

Rémunération du personnel de direction clé (Directoire et Management Board Banking) - 2017 (En milliers d'euros.)	Directoire d'ING Groep N.V. (1)	Management Board Banking (2) (3)	Total
Rémunération fixe			
Rémunération de base	4 399	3 772	8 171
Indemnités forfaitaires collectives (4)	1 418	1 180	2 598
Charges de retraite	96	118	214
Indemnités de départ	1 204		1 204
Rémunération variable			
Gratification en espèces		463	463
Rémunération en actions	226	485	711
Rémunération en espèces différée		694	694
Rémunération en actions différée	339	728	1 067
Autres			
Rémunération totale	7 682	7 440	15 122

(1) En 2017, deux membres ont quitté le Directoire et deux membres l'ont rejoint. Le tableau inclut leur rémunération perçue en qualité de membres du Directoire.

(2) A l'exclusion des membres qui sont aussi membres du Directoire d'ING Groep N.V.

(3) A l'exclusion des membres du Directoire, un membre a quitté le Management Board Banking et un membre l'a rejoint en 2017. Le tableau inclut leur rémunération perçue en qualité de membres du Directoire.

(4) Les indemnités forfaitaires collectives sont constituées de deux épargnes en capital octroyées aux employés aux Pays-Bas, d'une épargne individuelle de 3,5 % et d'une épargne collective visant à compenser la perte de prestations de retraite pour les salaires supérieurs à 103 317 €.

Rémunération du personnel de direction clé (Conseil de Surveillance) (En milliers d'euros.)	2018	2017
Rémunération totale	1 032	1 022

Le tableau ci-dessus présente les rémunérations fixes, les indemnités de dépenses et les jetons de présence attribués au Conseil de Surveillance pour 2017 et 2018.

Prêts et avances au personnel de direction clé (En milliers d'euros.)	Montant restant dû 31 décembre		Taux d'intérêt moyen pondéré		Remboursements	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Membres du Directoire	2 681	2 681	1,8 %	1,8 %		
Management Board Banking	550	550	2,3 %	2,3 %		
Membres du Conseil de Surveillance						
Total	3 231	3 231			-	-

Nombre d'actions ING Groep N.V. et d'options d'achat d'actions du personnel de direction clé (en nombres)	ING Groep 2018	N.V. 2017	Options d'achat d'actions	
			d'ING 2018	Groep N.V. 2017
Membres du Directoire	226 639	202 357	68 467	174 318
Management Board Banking	159 393	112 342	27 240	37 415
Membres du Conseil de Surveillance	54 065	172 734		113 385
Nombre total d'actions et d'options d'achat d'actions	440 097	487 433	95 707	325 118

La rémunération du personnel de direction clé est généralement prise en compte dans les Charges de personnel du compte de résultat. La rémunération totale du Directoire et du Management Board Banking est présentée dans le tableau ci-dessus. En vertu des IFRS, certains éléments de la rémunération variable ne sont pas directement enregistrés au compte de résultat, mais sont imputés sur toute la période d'acquisition des droits. Le montant comparable comptabilisé dans les Charges de personnel en 2018, et inclus dans le Total des dépenses en 2018 dans le cadre des dépenses fixes de 2018 et dans l'attribution d'une rémunération variable au titre d'exercices antérieurs, s'élève à 12 millions d'euros.

49. – Événements survenus ultérieurement à la clôture des comptes

Il n'y a aucun événement survenu ultérieurement à signaler.

VII. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Rapport d'audit des comptes annuels 2018 contenus dans le rapport annuel

Notre opinion

À notre avis :

- les états financiers consolidés joints sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d'ING Bank N.V. au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat et des flux de trésorerie pour l'exercice alors clos, et ce conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE-IFRS) et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais ;
- les états financiers joints de la société mère sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle de la situation financière d'ING Bank N.V. au 31 décembre 2018, ainsi que du résultat pour l'exercice alors clos, et ce conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Portée de notre mission d'audit

Nous avons vérifié les états financiers 2018 d'ING Bank N.V. (la « Société » ou le « Groupe » ou « ING Bank »), basée à Amsterdam. Les états financiers incluent les états financiers consolidés et les états financiers de la société mère.

Les états financiers consolidés comprennent :

- 1 le bilan consolidé au 31 décembre 2018.
- 2 les états financiers consolidés suivants pour 2018 : le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations de capitaux propres et l'état des flux de trésorerie ; et
- 3 les notes constituées d'une synthèse des principaux principes comptables et d'autres notes explicatives.

Les états financiers de la société mère comprennent :

- 1 le bilan de la société mère au 31 décembre 2018.
- 2 le compte de résultat de la société mère et l'état des variations de capitaux propres pour 2018 ; et
- 3 les notes constituées d'une synthèse des principaux principes comptables et d'autres notes explicatives.

Fondement de notre opinion

Nous avons effectué notre audit conformément à la législation néerlandaise, incluant les normes d'audit en vigueur aux Pays-Bas. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans le chapitre « Nos missions d'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants d'ING Bank N.V. conformément au Règlement (UE) relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public, conformément aux textes réglementaires néerlandais, à savoir la Wet toezicht accountantsorganisaties (Wta, Loi sur la surveillance des cabinets d'audit) et le « Verordening inzake de onafhankelijkheid van accountants bij assurance-opdrachten » (ViO - Code de déontologie à

l'usage des comptables professionnels, qui traite des règles d'indépendance) et conformément à d'autres textes réglementaires en vigueur aux Pays-Bas. De plus, nous nous sommes conformés au « Verordening gedragseen beroepsregels accountants » (VGBA, Code d'éthique néerlandais).

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Méthode de vérification

Résumé

Principe de l'importance relative

- Importance relative globale du Groupe de 300 millions d'euros (300 millions d'euros en 2017).
- 4,4 % de bénéfice avant impôt sur les activités courantes (4,1 % en 2017).

Audit du Groupe

- 90 % du total de l'actif couverts par les procédures d'audit mises en œuvre par les auditeurs des composantes (87 % en 2017).
- 80 % du résultat avant impôt des activités courantes couvertes par les procédures d'audit effectuées par les auditeurs des composantes (86 % en 2017).

Principaux éléments de l'audit

- Incertitude d'estimation concernant les pertes de valeur sur prêts et avances aux clients et aux banques.
- Cas de non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- Risque d'accès non autorisé ou changements apportés aux technologies et systèmes d'information

Opinion

Sans réserve

Principe de l'importance relative

En nous basant sur notre jugement professionnel, nous avons évalué l'importance relative au regard des états financiers à un montant total de 300 millions d'euros (contre 300 millions d'euros en 2017), soit 4,4 % (contre 4,1 % en 2017) du bénéfice avant impôt provenant des activités courantes. L'importance relative est déterminée en se basant sur le bénéfice avant impôt provenant des activités courantes.

Nous estimons que le bénéfice avant impôt des activités courantes est la référence la plus appropriée, en nous fondant sur notre évaluation des besoins d'information globale des utilisateurs des états financiers et compte tenu du fait qu'ING Bank est une entité à but lucratif.

Nous avons convenu avec le Comité d'Audit du Conseil de Surveillance que les anomalies de plus de 15 millions d'euros, qui seraient identifiées durant l'audit, lui seraient signalées, tout comme des anomalies de moindre importance qui, à notre avis, nécessitent d'être signalées pour des raisons qualitatives.

Portée de l'audit du groupe

ING Bank est à la tête d'un groupe d'entités. Les informations financières de ce groupe sont comprises dans les états financiers consolidés d'ING Bank. ING Bank est constituée de segments : Banque de détail Pays-Bas, Banque de détail Belgique, Banque de détail Allemagne, Banque de détail Autres, Wholesale Banking et Corporate Line Banking, chacun de ces segments s'étendant sur divers pays. Comme nous sommes responsables en définitive de l'opinion formulée, notre mission consiste aussi à mener, superviser et réaliser l'audit du groupe. En conséquence, nous avons déterminé la nature et l'étendue des procédures d'audit à effectuer pour les entités du groupe. Notre audit du groupe s'est principalement concentré sur les entités significatives du groupe (les « composantes »). Soit ces composantes revêtent individuellement une importance financière, en raison de leur taille relativement importante par rapport à ING Bank, soit nous avons attribué un risque élevé d'anomalies significatives à l'un ou plusieurs soldes de compte de ces entités. De plus, nous avons étendu la portée de notre audit du groupe à certaines entités du groupe, afin d'atteindre une couverture suffisante de tous les soldes de compte pertinents.

L'application de ces critères de délimitation de l'étendue de l'audit a entraîné un audit de portée intégrale ou spécifique pour 40 composantes, couvrant 14 pays au total. Cela s'est traduit par une couverture réalisée par les auditeurs des composantes de 80 % du bénéfice avant impôt des activités courantes et de 90 % du total de l'actif. Des procédures ont été mises en place au niveau du Groupe pour les 20 % restants du bénéfice avant impôt des activités courantes et les

10 % de l'actif total. La consolidation d'ING Bank, les informations fournies dans les états financiers et certains sujets comptables traités au niveau d'ING Bank sont vérifiés par l'équipe audit du groupe. Les procédures d'audit appliquées par l'équipe d'audit du groupe comprennent entre autres, mais sans aucune valeur limitative, le test de dépréciation de l'écart d'acquisition, la justification des capitaux propres, certains éléments des provisions pour créances irrécouvrables et les procédures analytiques visant à corroborer notre estimation selon laquelle le risque d'anomalies significatives dans l'échantillon résiduel est faible.

Toutes les composantes qui sont incluses dans le périmètre de reporting sont vérifiées par les entreprises membres du réseau KPMG. Nous avons envoyé à tous les auditeurs de composantes des instructions détaillées couvrant les domaines importants, tels que les risques pertinents d'anomalies significatives et les informations devant être transmises à l'équipe d'audit du Groupe. Nous nous sommes rendus sur les sites des composantes aux Pays-Bas, en Belgique, en Allemagne, en Turquie, en Espagne, en Roumanie, en Pologne et en Suisse où nous avons examiné les dossiers des auditeurs locaux. Pour toutes les composantes incluses dans l'étendue de notre audit du groupe, nous avons organisé des conférences téléphoniques et/ou des réunions physiques avec les auditeurs des composantes. Durant ces visites, réunions et conférences téléphoniques, nous avons abordé plus spécifiquement les questions de la planification, de l'évaluation des risques, des procédures mises en œuvre, des constatations et observations transmises aux auditeurs du groupe et tous les travaux supplémentaires jugés nécessaires par l'équipe d'audit du groupe ont alors été effectués.

L'équipe d'audit du groupe a fixé des niveaux d'importance significative pour les composantes, allant de 25 millions d'euros à 90 millions d'euros, en combinant la taille et le profil de risque des états financiers des composantes au sein d'ING Bank, afin de réduire l'agrégation des risques à un niveau acceptable.

En appliquant les procédures mentionnées ci-dessus aux composantes d'ING Bank, ainsi que les procédures additionnelles au niveau du Groupe, nous avons pu obtenir un nombre suffisant d'éléments probants et appropriés eu égard aux informations financières d'ING Bank pour formuler notre opinion sur les états financiers.

Le champ d'application de l'audit, tel qu'il est défini dans la synthèse peut être précisé comme suit :

Total actif		Bénéfice avant impôt sur les activités courantes	
90 % Couverts par des procédures de vérification mises en œuvre par les auditeurs des composantes	10 % Couverts par les procédures appliquées au niveau du Groupe	80 % Couverts par des procédures de vérification mises en œuvre par les auditeurs des composantes	20 % Couverts par les procédures appliquées au niveau du Groupe

Portée des vérifications en matière de fraude et de non-respect des lois et réglementations

Généralités

Conformément aux normes d'audit en vigueur aux Pays-Bas, nous sommes tenus d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés et les états financiers de la maison mère, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs. Pour déterminer les procédures d'audit, nous nous appuyons sur l'évaluation de la Direction en matière de gestion des risques de fraude ou des risques de non-respect des lois et réglementations (prévention, détection et réponse), y compris les normes éthiques visant à créer une culture de l'honnêteté. Dans le cadre de l'évaluation de ces risques, nous avons fait appel à un expert judiciaire. Nos procédures de vérification diffèrent d'une enquête judiciaire qui présente souvent un caractère plus approfondi.

Fraude

Dans notre procédure d'identification des risques de fraude, nous avons évalué les facteurs de risque de fraude, que nous avons discuté avec la Direction et le Comité d'Audit du Conseil de Surveillance. Les facteurs de risque de fraude sont des événements ou situations comprenant une incitation ou une pression à commettre une fraude ou fournir une occasion de commettre une fraude. En nous basant sur les normes d'audit, nous avons estimé que le risque de fraude présumé suivant était pertinent pour notre vérification :

- Risque de fraude en lien avec le contournement de contrôles par la Direction (notamment l'utilisation de comptes d'attente pour produire des rapports financiers frauduleux).

De plus, nous avons identifié et pris en compte un autre risque de fraude qui pourrait avoir un impact significatif sur les états financiers, à savoir :

- Risque de fraude en lien avec le contournement par la direction des résultats attendus de la provision pour créances irrécouvrables.

Nos procédures de vérification visant à répondre aux risques de fraude comprenaient une évaluation des contrôles internes concernés pour atténuer ces risques ainsi que des procédures de corroboration supplémentaires, y compris des tests détaillés portant sur les entrées de journal (administratives) et les documents justificatifs relatifs aux ajustements post-clôture, tels que ceux liés aux résultats attendus de la provision pour créances irrécouvrables. L'analyse des

données, y compris l'analyse des journaux à haut risque, fait partie de notre approche de l'audit pour tenir compte des risques de fraude qui pourraient avoir une incidence significative sur les états financiers. Nous avons également mis en œuvre des procédures de vérification pour traiter le risque de contournement des contrôles par la direction, relatif aux résultats attendus de la provision pour créances irrécouvrables, comme décrit dans le point clé de l'audit « Incertitude d'estimation concernant les pertes de valeur sur prêts et avances aux clients et aux banques ». Par ailleurs, dans le cadre des procédures visant à répondre aux risques de fraude, nous avons mené une enquête de corroboration auprès du responsable de la conformité du Groupe, du conseiller juridique du Groupe et du service des enquêtes de sécurité. Nos procédures visant à traiter les risques de fraude identifiés ci-dessus n'ont pas donné lieu à des constatations pertinentes pour notre audit.

Lois et réglementations

En discutant avec la direction et en examinant certains documents relatifs à la conformité aux lois et réglementations, nous avons évalué les facteurs de risques de non-respect des lois et réglementations qui, d'après notre expérience générale du secteur, pourraient raisonnablement avoir une incidence significative sur les états financiers.

L'effet potentiel de ces lois et réglementations sur les états financiers varie énormément. Avant toute chose, ING Bank est soumise à des lois et réglementations qui affectent directement les états financiers, tels que la loi relative à l'impôt sur les sociétés, les réglementations sur l'information financière et les exigences en vertu de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. Nous avons évalué le degré de conformité à ces lois et réglementations dans le cadre de nos procédures menées sur les éléments des états financiers concernés.

Ensuite, ING Bank est soumise à bien d'autres lois et réglementations, dont le non-respect pourrait avoir des incidences significatives sur les montants ou informations fournis dans les états financiers, par exemple par l'imposition d'amendes ou l'impact de litiges. Nous avons déterminé que le non-respect des lois de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme était le plus à même de produire une telle incidence.

Comme l'exigent les normes d'audit, nous avons mis en œuvre des procédures de vérification afin d'identifier d'éventuelles non-conformités à ces lois et réglementations, en nous renseignant auprès de la Direction et de ceux chargés de la gouvernance et en examinant la correspondance échangée avec les autorités de réglementation. Nous avons aussi examiné les courriers des avocats et sommes restés vigilants pendant toute la durée de notre audit pour déceler d'éventuelles indications de non-respect (suspecté). Enfin, nous avons obtenu des déclarations écrites selon lesquelles tous les cas connus de non-respect (suspecté) des lois et réglementations nous ont été signalés. Nos procédures et constatations dans ce domaine se reflètent dans les cas de non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui sont inclus dans les éléments clés de notre audit et présentés dans le présent rapport.

Nous ne sommes pas responsables de la prévention de la non-conformité et on ne peut pas attendre de nous que nous détectons le non-respect de toutes les lois et réglementations.

Éléments clés de notre audit

Les éléments clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, étaient les plus significatifs dans notre audit des états financiers. Nous avons communiqué les éléments clés de l'audit au Comité d'Audit du Conseil de Surveillance. Ils ne reflètent pas de façon exhaustive l'ensemble des points discutés.

Ces éléments ont été abordés dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans le but d'émettre notre avis à cet égard et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces points.

L'élément clé de l'audit relatif aux provisions pour litiges de 2016 et 2017 n'a pas été inclus dans notre rapport 2018, car cette affaire a été résolue en 2018 dans le cadre de la conclusion d'un accord transactionnel entre ING Bank et le Ministère public des Pays-Bas. Les risques inhérents à cet accord sont pris en compte dans l'élément clé de l'audit « Cas de non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ».

L'élément clé de l'audit de 2017 relatif à la première adoption des normes IFRS Instruments financiers n'est plus pris en compte, car il se rapporte spécifiquement à l'exercice 2017. Les risques issus de l'application de l'IFRS 9 sont pris en compte dans l'élément clé de l'audit « Incertitude d'estimation concernant les pertes de valeur sur prêts et avances aux clients et aux banques ».

Incertitude d'estimation concernant les pertes de valeur sur prêts et avances aux clients et aux banques

Descriptif

Le portefeuille de prêts et avances aux clients et aux banques d'ING Bank s'élève respectivement à 592 milliards d'euros et 30 milliards d'euros au 31 décembre 2018, comme indiqué respectivement à la Note 7 et à la Note 3 des états financiers. Ces prêts et avances sont évalués au coût amorti, dont est déduite une provision pour créances irrécouvrables (4,5 milliards d'euros). Plusieurs aspects de la comptabilisation des créances irrécouvrables nécessitent fondamentalement l'avis de la Direction ; c'est le cas notamment de l'application des scénarios macroéconomiques aux

pertes sur créances attendues (ECL), de l'augmentation significative du risque de crédit, des modèles complexes de pertes sur créances attendues et des évaluations qualitatives relatives aux ajustements manuels.

Notre réponse

Notre approche de l'audit consiste à tester la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles internes et des principales procédures d'audit. Dans le cadre de nos procédures, nous avons identifié les principales applications informatiques utilisées au cours de la procédure et testé les contrôles informatiques et applicatifs généraux, relatifs aux applications clés utilisées.

Nos procédures relatives aux contrôles internes ont orienté nos vérifications sur la gouvernance de la procédure, sur les contrôles relatifs à l'exhaustivité et l'exactitude des données sur les prêts utilisées dans les modèles de provisions collectives, sur la révision par la Direction des examens des résultats et de la validation par la Direction, sur la détermination du niveau de risque et sur la procédure de calcul des différentes provisions pour créances irrécouvrables.

Nos procédures d'audit étaient également axées sur le processus entourant les flux de données dans les systèmes d'information, les contrôles et les calculs des applications. Nous avons en outre testé les contrôles liés à l'implémentation et à la validation des modèles de risque de crédit utilisés pour calculer les provisions collectives pour créances irrécouvrables. Nos vérifications se sont en outre concentrées sur l'analyse des résultats des provisions collectives et les examens des prêts douteux qui ont fait l'objet d'une évaluation individuelle.

Nous avons évalué les méthodologies de dépréciation collectives, en nous concentrant sur les portefeuilles les plus importants du point de vue de la taille et du risque de crédit. Les spécialistes en modélisation de KPMG ont contribué à l'évaluation des contrôles clés régissant le processus de modélisation et ont évalué le caractère raisonnable des hypothèses et intrants utilisés dans les modèles de dépréciation de l'IFRS 9, l'efficacité des contrôles internes sur l'autorisation et l'application des critères liés à l'augmentation significative du risque de crédit ainsi que le caractère raisonnable des résultats des modèles. Avec l'aide de nos spécialistes en gestion des risques financiers et en technologie de l'information, nous avons évalué les calculs, les données et les systèmes d'information utilisés par ING Bank pour les provisions collectives.

Avec l'aide de spécialistes du financement des entreprises, de spécialistes de l'évaluation immobilière et de spécialistes de la comptabilité, nous avons testé les méthodologies, les flux de trésorerie et les valeurs de garantie utilisées dans les évaluations individuelles des provisions pour créances irrécouvrables, y compris les appréciations de la direction au cours du processus, tout comme les divers scénarios de recouvrement et les probabilités de concrétisation de ces scénarios.

Des spécialistes en économie de KPMG ont été embauchés pour aider à évaluer la pertinence de la méthodologie utilisée par ING Bank pour déterminer les scénarios économiques utilisés et les pondérations de probabilité qui leur sont appliquées. Il s'agissait d'évaluer le caractère raisonnable de l'examen par ING Bank de la méthodologie économique. Nous avons également évalué les variables clés utilisées ainsi que le caractère globalement raisonnable des prévisions économiques par rapport à des sources externes ou autres.

Nos observations

Sur la base de nos procédures, nous avons constaté que l'évaluation globale par la Direction des prêts et avances aux clients et banques se situait dans une fourchette acceptable et a été présentée, de façon adéquate, respectivement aux Notes 7 et 3 des états financiers.

Cas de non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Descriptif

Comme décrit à la Note 44 aux états financiers, aux pages 20 et 21 du rapport du Conseil d'administration et à la page 32 du rapport du Conseil de surveillance, ING Bank a fait l'objet d'enquêtes pénales menées par les autorités néerlandaises concernant diverses demandes liées à l'accueil de nouveaux clients, au blanchiment d'argent et aux pratiques de corruption. Ces enquêtes ont été closes et un accord transactionnel a été conclu le 3 septembre 2018 entre ING Bank et le Ministère public des Pays-Bas pour un montant total de 775 milliards d'euros. ING Bank a procédé à sa propre analyse de la question et continue de prendre des mesures pour prévenir le non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le cadre du programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier, programme axé sur l'assainissement des dossiers clients, des exercices de rétrospection sur les transactions passées et des solutions structurelles pour le suivi des activités des clients. L'importance pour ING de jouer son rôle de gardien dans le secteur financier justifie de présenter dans son rapport annuel un aperçu du statut, de la portée et du calendrier du programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier, y compris de donner une description de la mise en place du programme, des actions à prendre sur le plan local et global et des attentes en matière de finalisation du programme.

Les services financiers fournis par ING Bank sont par essence exposés au risque de blanchiment d'argent. La mise en œuvre du programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier est fondamentale dans le cadre

des efforts menés par ING Bank pour se conformer aux lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Notre réponse

Notre mission à cet égard consiste à lire le rapport annuel et à évaluer s'il existe une incohérence importante entre le rapport annuel et les états financiers. Nous devons examiner s'il existe une incohérence significative entre les autres informations et les données que nous avons obtenues lors de l'audit et nous devons par ailleurs évaluer si la question est correctement prise en compte et présentée dans les états financiers. Nous avons compris la nature des cas de non-conformité et des circonstances dans lesquelles ils sont survenus, y compris l'analyse qui en a été faite par la Direction elle-même. Nous avons évalué les implications de ces cas de non-conformité sur les autres aspects de l'audit et leur impact sur les états financiers. Cette évaluation, pour laquelle nous avons fait appel à des experts judiciaires, est à la base de notre approche de l'audit, telle que décrite ci-après.

Comme l'enquête a été close et l'affaire réglée en septembre 2018, nous avons pris connaissance de l'accord transactionnel conclu et de l'exposé des faits publiés par le Ministère public des Pays-Bas. Nous avons contrôlé le paiement relatif à l'accord et vérifié qu'il avait été comptabilisé et présenté de façon appropriée. Nous avons pris en compte les enquêtes et les mesures prises par le Management Board et par les responsables de la gouvernance pour répondre aux cas de non-respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En conséquence :

- nous avons examiné les documents sous-jacents relatifs aux enquêtes internes menées ainsi que tous autres documents pertinents ;
- nous avons obtenu et examiné les courriers des avocats et les avis juridiques ;
- nous nous sommes renseignés auprès des avocats externes du Groupe ;
- nous avons assisté aux réunions du Comité d'Audit, aux réunions du Comité de Gestion des Risques et aux réunions du Conseil de surveillance, au cours desquelles cette question a été abordée ;
- nous avons pris connaissance des comptes rendus des comités en question ;
- nous avons examiné la correspondance échangée avec les autorités de réglementation ;
- nous nous sommes renseignés auprès de la direction générale, du conseiller juridique, du directeur de la conformité du Groupe et du responsable de l'audit interne ;
- nous avons évalué l'implication des spécialistes externes engagés par le Groupe ;
- nous avons examiné le plan de projet relatif au programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier, qui vise à corriger les lacunes des systèmes, procédures et contrôles ;
- nous avons examiné les rapports d'étape initiaux en lien avec le programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier ;
- nous avons évalué et discuté des rapports d'audit internes sur les aspects de conformité ;
- nous avons demandé aux auditeurs locaux de certaines composantes d'ING Bank d'évaluer l'évolution des mesures correctives au niveau des composantes ;
- nous avons obtenu des déclarations spécifiques de la direction portant sur le respect des lois et réglementations et sur l'enquête ;
- nous avons discuté avec le Management Board, le Comité d'Audit et le Conseil de surveillance et avons rendu compte de nos réponses et observations ;
- nous avons communiqué avec les autorités de réglementation au sujet des enquêtes ;
- nous avons évalué si les transactions inhabituelles devaient être signalées à la cellule de renseignements financiers.

Enfin, nous avons évalué la présentation de l'accord et du programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier dans les états financiers, dans le rapport du Management Board et dans le rapport du Conseil de surveillance, afin de nous assurer qu'ils donnent une image équilibrée des actions, de leur état d'avancement, des projets et attentes liés au programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier.

Nos observations

Sur la base de nos vérifications, nous avons constaté que l'impact financier de l'accord transactionnel a été enregistré en temps opportun, de façon exacte et exhaustive, et présenté à la Note 44 des états financiers conformément aux IFRS-UE. De plus, selon notre jugement professionnel, la réflexion présentée aux pages 20 et 21 du rapport du Management Board et à la page 32 du rapport du Conseil de surveillance fournit une information adéquate pour permettre aux utilisateurs de ces informations de comprendre l'évaluation de la question dans le contexte des états financiers et des actions initiées par le Management Board et le Conseil de surveillance en vue de renforcer le respect des lois sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Nous constatons que le programme de renforcement de la lutte contre le crime économique et financier, qui est obligatoire, nécessitera une attention continue de la part de la direction, du comité d'Audit et du Conseil de surveillance.

Risque d'accès non autorisé ou changements apportés aux technologies et systèmes d'information**Descriptif**

ING Bank est tributaire de son environnement informatique, tant pour la fiabilité et la poursuite de ses activités que pour le reporting financier. ING Bank a continué à déployer des efforts en vue de renforcer la performance et l'efficacité de ses systèmes, de ses process et de son environnement informatiques ainsi que la fiabilité et la continuité de ses traitements informatiques et en vue de remédier aux lacunes identifiées l'exercice précédent.

Notre réponse

Notre approche de l'audit repose dans une large mesure sur l'efficacité des contrôles automatisés ; des procédures ont ainsi été conçues pour tester entre autres les contrôles d'accès et de gestion des changements des systèmes informatiques. Tout accès non autorisé à une application ou à une infrastructure peut affecter un contrôle automatisé et donc compromettre la fiabilité des données financières. Compte tenu des caractéristiques techniques informatiques de cette partie de l'audit, des spécialistes de l'audit informatique font partie intégrante de notre équipe d'audit.

Nos spécialistes de l'audit informatique ont évalué la fiabilité et la continuité de fonctionnement de l'environnement informatique, pour autant qu'il était nécessaire de le faire dans le cadre de notre audit des états financiers. Nous avons examiné le cadre de gouvernance s'appliquant aux organisations informatiques d'ING Bank ainsi que les contrôles généraux des TI, l'accès aux programmes et données, les modifications de programme et les opérations informatiques, y compris les contrôles correctifs lorsqu'ils sont requis.

La gestion des changements, la gestion logique des accès utilisateurs, la surveillance des événements de sécurité et la séparation des missions de contrôle des tâches ont fait l'objet d'une attention particulière. La direction s'est efforcée de remédier aux lacunes de contrôle identifiées. Nous avons testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles de gestion des accès utilisateurs aux systèmes informatiques concernés par le reporting financier.

Pour les lacunes de contrôle non résolues, nous avons testé les contrôles correctifs qui n'étaient pas affectés par l'inefficacité des contrôles. Pour certaines lacunes observées durant la période de résolution, nous avons principalement évalué l'accès afin de déterminer si des accès non autorisés ont eu lieu et si les changements apportés étaient appropriés.

Nos observations

La combinaison des tests de contrôle et des tests de corroboration réalisés a apporté des éléments de preuve suffisants nous permettant de pouvoir compter sur la continuité adéquate de fonctionnement des systèmes informatiques aux fins de notre vérification.

Compte rendu sur les autres informations contenues dans le rapport annuel

En plus des états financiers et du rapport des commissaires aux comptes y afférant, le rapport annuel contient d'autres informations, qui sont les suivantes :

- le rapport du Management Board,
- le rapport sur la gouvernance d'entreprise et
- d'autres informations.

Sur la base des procédures ci-après, nous estimons que ces autres informations :

- concordent avec les états financiers et ne contiennent pas d'anomalies significatives ; et
- contiennent les informations requises par la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Nous avons pris connaissance des autres informations. Sur la base de nos connaissances et de la compréhension que nous avons des états financiers suite à notre audit, nous avons évalué si les autres informations contiennent des anomalies significatives.

Nous avons mis en œuvre ces procédures en nous conformant aux exigences de la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et de la norme néerlandaise 720. L'étendue des procédures réalisées est nettement moins importante que celle des procédures de notre audit des états financiers.

Le Management Board est responsable de la préparation des autres informations, notamment du rapport du Management Board conformément à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais et des autres informations visées à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais.

Rapport portant sur d'autres exigences légales et réglementaires**Mission**

L'Assemblée Générale des Actionnaires nous a désignés comme auditeurs d'ING Bank le 11 mai 2015, à compter de l'audit relatif à l'exercice 2016 et nous exerçons la fonction de commissaire aux comptes depuis cet exercice.

Absence de fourniture de services autres que d'audit réputés interdits

Nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit réputés interdits, tels que visés à l'article 5(1) du Règlement de l'UE relatif aux exigences spécifiques applicables au contrôle légal des comptes des entités d'intérêt public.

Services rendus

Durant la période sur laquelle porte notre audit réglementaire, nous avons, outre le présent audit, réalisé des procédures convenues et des missions de vérification pour ING Bank N.V. ou les établissements qu'elle contrôle. Ces services ont été rendus au profit d'utilisateurs externes, essentiellement pour se conformer aux normes comptables.

Descriptif des responsabilités liées aux états financiers**Responsabilités du Management Board et du Conseil de Surveillance en matière d'états financiers**

Le Management Board est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS-UE et à la Partie 9 du Livre 2 du code civil néerlandais. En outre, le Management Board est chargé de tout contrôle interne qu'il estime nécessaire à la préparation des états financiers afin que ceux-ci ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans le cadre de la préparation des états financiers, le Management Board a la responsabilité d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités. En s'appuyant sur les référentiels comptables mentionnés, le Management Board est tenu de préparer les états financiers en se basant sur le principe comptable de continuité d'exploitation, à moins que le Management Board n'ait l'intention de liquider la société ou de cesser ses activités ou n'a aucune autre alternative réaliste que celle d'agir ainsi. Le Management Board doit déclarer dans les états financiers les événements et circonstances susceptibles de jeter un doute sur la capacité de la société à continuer son activité.

Le Conseil de Surveillance est chargé de superviser le processus d'information financière de la société.

Nos responsabilités en matière d'audit des états financiers

Notre objectif consiste à planifier et réaliser la mission d'audit d'une manière qui nous permette d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés pour formuler notre opinion.

Notre audit a été effectué avec un degré d'assurance élevé, mais non absolu ; il est donc possible que nous ne détectons pas toutes les erreurs et fraudes significatives lors de cet audit.

Les anomalies peuvent être dues à la fraude ou à l'erreur et sont jugées significatives si, individuellement ou collectivement, elles peuvent raisonnablement être considérées comme susceptibles d'influencer les décisions économiques prises par les utilisateurs sur la base des états financiers. Le principe de l'importance relative affecte la nature, le calendrier et la portée de nos procédures d'audit ainsi que l'évaluation des répercussions des anomalies identifiées sur notre opinion.

Vous trouverez une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers sur le site web du Koninklijke Nederlandse Beroepsorganisatie van Accountants (NBA, Ordre Royal des Experts Comptables des Pays-Bas) à l'adresse suivante : http://www.nba.nl/ENG_oob_01. Cette description fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Amstelveen, le 4 mars 2019

KPMG Accountants N.V.

M.A. Hogeboom RA

KPMG Accountants N.V., inscrite au registre du commerce des Pays-Bas sous le numéro 33263683, est membre du réseau KPMG de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International''), une entité suisse.

VIII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de l'établissement.